



**HAL**  
open science

# Une entrée sanglante dans l'Europe du XXe siècle. Les massacres et atrocités pendant les guerres balkaniques (1912-1913)

Ophélie Bilheur

## ► To cite this version:

Ophélie Bilheur. Une entrée sanglante dans l'Europe du XXe siècle. Les massacres et atrocités pendant les guerres balkaniques (1912-1913). Histoire. 2010. dumas-00537586

**HAL Id: dumas-00537586**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00537586v1>**

Submitted on 18 Nov 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ophélie BILHEUR

Une entrée sanglante dans l'Europe du XXe siècle  
Les massacres et atrocités pendant les guerres balkaniques  
(1912-1913)



*Mémoire de Master 1 « Sciences humaines et sociales »*

Mention : Histoire et Histoire de l'art

Spécialité : Histoire des Relations et des Échanges Culturels Internationaux

*sous la direction de M. Bernard BRUNETEAU*

Année universitaire 2009-2010







Ophélie BILHEUR

Une entrée sanglante dans l'Europe du XXe siècle  
Les massacres et atrocités pendant les guerres balkaniques  
(1912-1913)

*Mémoire de Master 1 « Sciences humaines et sociales »*

Mention : Histoire et Histoire de l'art

Spécialité : Histoire des Relations et des Échanges Culturels Internationaux

*Sous la direction de M. Bernard BRUNETEAU*

**Année universitaire 2009-2010**

# Sommaire

<b>CHAPITRE LIMINAIRE</b>	
<b>LES GUERRES BALKANIQUES.....</b>	<b>10</b>
CHAPITRE 1 – DES ORIGINES DE LA PREMIÈRE GUERRE BALKANIQUE À L'ARMISTICE.....	11
Les origines de la guerre.....	12
La Première Guerre Balkanique.....	15
CHAPITRE 2 – L'ENTRE-DEUX-GUERRES.....	23
L'armistice.....	23
La reprise des hostilités.....	27
La montée des tensions.....	30
CHAPITRE 3 – LA SECONDE GUERRE BALKANIQUE.....	32
Les principaux événements.....	32
Fin et résolution de la guerre.....	35
<b>PARTIE 1</b>	
<b>DES GUERRES MARQUÉES PAR LES ATROCITÉS ET LA VIOLENCE.....</b>	<b>38</b>
CHAPITRE 4 – LES ATROCITÉS COMMISES.....	39
Les exactions contre les civils.....	39
Le sort des prisonniers (militaires et civils).....	42
Les malheurs de guerre.....	47
CHAPITRE 5 – S'ASSIMILER OU MOURIR .....	60
Les responsabilités de chaque belligérant.....	60
L'enquête de la Commission Carnégie : un rapport impartial et objectif ?.....	66
Une guerre de substitution.....	72
<b>PARTIE 2</b>	
<b>DE L'IDÉE NATIONALE AUX MASSACRES ET CRUAUTÉS.....</b>	<b>83</b>
CHAPITRE 7 – UN FORT NATIONALISME DÉVELOPPÉ AU XIX <sup>o</sup> S.....	84
Une haine nationaliste ou raciste.....	84
Un antagonisme religieux : l'Eglise Exarchiste contre l'Eglise Phanariote.....	97
CHAPITRE 8 – UNE SOIF DE VENGEANCE .....	101
... que l'on retrouve dans la Seconde Guerre Balkanique .....	101
La revanche Serbe : une guerre d'extermination ?.....	104

## Introduction

« Le sentiment national légitime, qui inspire les actes héroïques, et le nationalisme forcené, qui pousse aux crimes, sont deux états de l'âme collective d'une nation qui se touche de très près. Dès l'instant où une nationalité passe de la défensive à l'offensive, et, au lieu d'assurer leur propre existence, commencent à empiéter sur l'existence d'une autre individualité nationale, elles commettent une action illicite et criminelle »<sup>1</sup>. Cette conclusion morale, apportée par la Commission d'enquête Carnégie, sur les guerres balkaniques, explicite de façon concise comment des alliés de la veille deviennent des ennemis aujourd'hui. On retrouve en effet les événements qui se sont déroulés entre la première (8 octobre 1912 – 30 mai 1913) et la seconde guerre balkanique (29 juin 1913 – 10 août 1913) : le passage d'une guerre libération unissant la Grèce, la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro face à la domination ottomane, à une guerre fratricide où ont été commis des exactions et des massacres sur des civils.

Le début du XX<sup>e</sup>s ouvre une page nouvelle dans l'histoire des atrocités et des massacres, et dans la façon de faire la guerre. En effet, on entre dans une période où les atrocités sur des civils n'ont jamais été égalées auparavant dans l'histoire. Environ 170 millions de civils ont été tués entre 1900 et 1987, en raison, soit de persécutions étatiques (environ 70 millions), soit de guerres internationales (environ 100 millions) ; contre 5 millions de soldats morts aux combats<sup>2</sup>. Évidemment, les massacres ne sont pas des faits exclusifs au XX<sup>e</sup>s. Si on fait un parallèle entre les atrocités et les massacres commis pendant les guerres balkaniques, avec les massacres coloniaux, les justifications semblent similaires : dénigrer « l'Autre » et justifier que « nous » sommes meilleurs et purs. Mais avec la différence toutefois, que l'on passe d'un contexte de type racial, à un contexte de type nationaliste. En effet, les contemporains de l'époque justifiaient les massacres coloniaux par le darwinisme social d'Herbert Spencer entre autre, c'est-à-dire que les autochtones étaient des barbares, qui ne voulaient pas s'intégrer à la civilisation. Ce sont alors des obstacles pour la sélection naturelle, pour l'existence des peuples « civilisés ». Il faut alors les anéantir pour que les « races supérieures » survivent. On va prendre comme exemple le cas de l'Algérie et de la France. On parle souvent des tortures et

---

<sup>1</sup>Rapport de la Commission Carnégie, dotation pour la paix internationale, *Enquête dans les Balkans, rapport présenté aux directeurs de la Dotation par les membres de la Commission d'enquête*, Paris, George Crès et Cie, 1914 p. 198

<sup>2</sup>David El Kenz (dir.), *Le massacre, objet d'histoire*, Paris, Gallimard, 2005, d'après les relevés de Rudolph J. Rummel. Les chiffres restent discutables puisque la distinction entre civils tués par leur gouvernement, et civils tués par un conflit militaire n'apparaît pas nettement.

des massacres qui ont eu lieu lors de la guerre d'indépendance de l'Algérie (1954-1962). Mais on oublie que la France a mené des massacres, des déportations en masse de population civiles, en Algérie, pour pouvoir la conquérir, la coloniser et la défendre pendant plus d'un siècle (de 1830 jusqu'en 1962). Pourquoi ? Les représentations de l'Arabe, qu'on se faisait à l'époque, ont été forgées abondamment à l'époque de la conquête. Ce sont des « races inférieures, nuisibles et [...] dont les caractéristiques principales sont la rapacité, la cruauté et la déloyauté »<sup>3</sup>. On disqualifie donc l'Arabe, néanmoins, il n'est pas dans la catégorie du « sauvage » comme les nègres. C'est un « rebelle féroce, pillard et fainéant qui toujours s'oppose au progrès de la civilisation », mais il reste un humain, appartenant toutefois à une race inférieure. Pour de nombreux colonisateurs et français de la métropole, ils sont incapables de progresser et resteront toujours des barbares. A quoi bon alors l'assimiler ? Les colonisateurs s'interdisent en plus de les utiliser comme main d'œuvre, car il est paresseux et insubordonné. Si l'on reprend, l'Arabe est inutile, barbare, rebelle et inassimilables. Il fait alors obstacle aux « races supérieures ». Le massacre n'est que la logique des choses, c'est la dure mais juste et nécessaire loi de la nature. Les faibles sont voués à disparaître pour laisser la place aux plus forts. C'est un combat de la civilisation contre la barbarie, une guerre des races. Et on retrouve le même cheminement idéologique en Amérique du Nord, entre les américains et les indiens d'Amérique à la même époque, en Nouvelle-Zélande et en Australie, entre les colonisateurs anglais et les indigènes. Voués à l'anéantissement puisque nuisibles pour la sécurité et la prospérité des races dites « civilisées ». Dans le cadre du nationalisme, cette idéologie du darwinisme social peut justifier aussi que le plus fort écrase le plus faible et l'anéantisse, même en Europe. De plus, les actes de résistance que pouvaient mener les autochtones apportaient un argument supplémentaire pour les chasser ou les tuer, et pouvoir alors s'appropriier leurs terres. Prenons l'exemple du soulèvement de la tribu des Hereros, qui les conduisit à leur extermination. En janvier 1904, les Hereros se soulèvent contre la politique coloniale de leurs colonisateurs allemands. Ils s'en prennent alors directement aux fermiers, marchands et administrateurs allemands, tuant une centaine de personnes<sup>4</sup>. N'arrivant pas à endiguer la révolte, le Kaiser Guillaume II décide d'écraser la rébellion ; au passage, c'est l'occasion de se débarrasser définitivement de cette tribu et de les empêcher de se réinstaller sur leurs terres<sup>5</sup>. Le Général Lothar von Trotha encercle les Hereros à Waterburg et le 2 octobre

---

<sup>3</sup>*Ibid.*, p. 257

<sup>4</sup>Hugo Slim, *Les civils dans la guerre. Identifier et casser les logiques de violence*, Genève, Labor et Fides, 2009, p. 69

<sup>5</sup>Bernard Bruneteau, *le siècles des génocides*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 28



1904, l'ordre d'extermination est donné. En 1911, il ne reste plus que 15 000 Hereros, contre 80 000 avant leur soulèvement<sup>6</sup>.

Dans l'Empire Ottoman, le sultan Abdulhamid II connaît plusieurs graves crises dans la dernière décennie du XIX<sup>e</sup>s. Néanmoins, il arrive à sauver son trône en usant de la politique de « diviser pour mieux régner » dans la péninsule balkanique ; mais aussi, de représailles et de massacres, afin de faire taire les minorités nationalistes, dans le reste de son Empire. Les massacres des Arméniens en Anatolie Orientale de 1895 à 1896 ne sont qu'un exemple. Ceci peut faire penser aux massacres coloniaux. Toutefois, ces minorités nationales font partie intégrante de l'Empire Turc depuis plusieurs siècles ; ce n'est pas le même statut de colonisateurs / colonisés. Dans la péninsule balkanique, la première guerre, qui se déroule d'octobre 1912 au 30 mai 1913, date du traité de Londres, oppose des États-Nation, la Bulgarie, indépendante depuis 1908, la Grèce depuis 1830 et la Serbie depuis 1878, face à l'Empire Turc, pour s'approprier les territoires de la Macédoine. A la fin de cette guerre de libération, les alliés n'arriveront pas à se mettre d'accord sur les territoires à occuper chacun. C'est la seconde guerre balkanique, du 29 juin 1913 au 10 août 1913. On arrive alors à des massacres entre populations, d'un État-Nation contre un autre, pour l'appropriation de territoires où chacun y retrouve ses « frères de race ». Mais étant donné que les populations de Macédoine sont très mélangées, des moyens radicaux sont utilisés : la mise en place d'un climat de terreur, l'assimilation forcée des populations locales, des atrocités, voire des massacres.

Ces guerres sont restées longtemps à l'ombre de la Première Guerre Mondiale, et sont encore assez oubliées. En effet, en historiographie, nous pouvons recenser un seul livre qui parle exclusivement de ces deux guerres, l'ouvrage de Richard C. HALL, *The Balkan wars 1912-1913, Prelude to the First World War*, Routledge, Londres, 2000. R. C Hall est professeur d'histoire à l'université de Mankato, dans le Minnesota. Agrémenté de cartes, il donne des explications sur les origines de ces guerres balkaniques ; mais le l'essentiel de son ouvrage porte sur les batailles en elles-mêmes, c'est-à-dire une histoire militaire. En se basant sur des archives et des sources diplomatiques et militaires, il recense les différentes batailles, sur les différents lieux et explique quelles stratégies ont été utilisées. Toutefois, le thème des atrocités n'est que brièvement évoqué, vers la fin de l'ouvrage : elles ouvriraient sur « an age of inhumanity in Europe that spanned the entire

---

<sup>6</sup>Slim, *op. cit.*, p. 69

century »<sup>7</sup>. Ce ne serait pas alors le massacre, ou le génocide des Arméniens de 1915 qui ouvrirait ce siècle de l'horreur, mais bien les guerres balkaniques, selon R. C. Hall. De plus, dans ses conclusions, il pense que l'opportunité manquée, par la Serbie et la Bulgarie, en particulier d'établir une union balkanique et un front solide ouvrant la voie au développement économique, au lieu de s'entretuer, aurait pu dissuader l'Autriche-Hongrie d'envoyer cet ultimatum à la Serbie en juillet 1914<sup>8</sup>. Il apporte ensuite trois raisons qui ont empêché cette union balkanique. La première est que la Bulgarie ne veut pas diviser les territoires de la Macédoine avec la Grèce, et le conflit se porte surtout autour du port de Salonique ; la seconde est l'intérêt de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie sur la façade maritime de l'Adriatique, qui pousse alors la Serbie et la Grèce à regarder avec convoitise les territoires de la Macédoine ; enfin, la troisième raison est l'incapacité de la Russie à calmer le conflit entre la Bulgarie et la Serbie concernant le traité de mars 1912, dont son rôle était d'être l'arbitre<sup>9</sup>. Il termine en affirmant que le grand gagnant de ces deux guerres est la Serbie, qui annexe le plus de territoires et le plus de populations. Mais ces nouveaux territoires contiennent de nombreux non-serbes et elle doit faire face à de nombreuses rébellions, aidés par des comités révolutionnaires - IMRO (Organisation Révolutionnaire Macédonienne Interne) - et des Bulgares de Macédoine<sup>10</sup>. Alors que pour les occidentaux, la Grande Guerre dure quatre ans, pour les populations de la péninsule balkanique, le début du siècle s'ouvre sur six ans de conflits en Europe. De plus, selon R. C Hall, si l'on prend dans un sens plus large, cette Grande guerre européenne perdure jusqu'en 1945, puisque ces conflits sont, dans les Balkans et ailleurs en Europe, largement basés sur les tentatives des populations de réaliser des États nationalistes, des États-Nation.

Quelles explications pouvons-nous donner à ces massacres et ces atrocités pratiquées pendant les guerres balkaniques ? Qu'est-ce qui a fait que nous sommes passés de batailles entre hommes de métier, à des populations qui s'entretuent ? Dans ce cas là, nous ne pouvons pas parler de génocide puisque l'État ne rentre pas entièrement dans cette violence, dans ces massacres, mais aussi, parce que ces derniers restent ponctuels et ne se pérennisent pas dans le temps.

Étant donné que les guerres balkaniques sont peu connues, voire oubliées, nous allons tout d'abord rappeler leurs déroulements, une histoire militaire, en expliquant leurs

---

<sup>7</sup>Richard C. Hall, *The Balkan wars 1912-1913, Prelude to the First World War*, Londres, Routledge, 2000, p. 136 « un âge d'inhumanité en Europe qui traversa tout le siècle »

<sup>8</sup>*Ibid.*, p. 139

<sup>9</sup>*Ibid.*

<sup>10</sup>*Ibid.*, p. 142

origines, les principales batailles et les traités sur lesquels ces guerres ont débouché. Ensuite, dans une seconde partie, nous énumérerons plusieurs exemples d'atrocités et de massacres qui ont eu lieu lors de ces guerres. Nous tenterons de dégager la part des responsabilités de chacun des belligérants, et nous verrons en quoi le rapport de la Commission Carnégie est le plus objectif dans l'évaluation de ces cruautés. Nous mettrons ensuite en avant pourquoi les belligérants ont eu recours à ces pratiques. Enfin, nous tenterons de répondre à la question « comment en est-on arrivé là ? ». Nous nous baserons alors sur le nationalisme, comme source de haine et de jalousie, sur les querelles religieuses et culturelles, et enfin, nous verrons que la vengeance peut aussi être un motif de passage à l'acte.

Le corpus de documents est essentiellement basé sur des rapports, qui ont été rédigés peu de temps après les guerres balkaniques, afin de garder à l'écrit les différents témoignages de cruautés, de massacres. Ces rapports sont toutes de nationalités différentes, ce qui permet d'avoir une aperçu plus large, et plus objectif des événements. En effet, nous avons un rapport rédigé en 1913 par Léo Freundlich, *Albania's Golgotha. Indictments of the Exterminators of the Albanian People*; Vienne, 1913. Publiciste né en Autriche-Hongrie, il est très impliqué pour le développement du socialisme dans son pays, et très impliqué pour faire un compte-rendu de ce qu'il a vu ou entendu sur les atrocités et massacres commis sur les Albanais, en particulier par les Serbes. Ensuite, un rapport a été publié à Constantinople, par le comité de défense national, en s'appuyant sur le rapport d'un correspondant de guerre, M. Maschkov, du journal russe « Novoyé Vrémya », nous avons alors un document constitué par le « parti » turc, et qui porte surtout sur les atrocités pratiquées par les Bulgares en Thrace. Dès le mois d'août 1913, une commission d'enquête internationale est mise sur pied par la Commission Carnégie, afin de mener une enquête impartiale et objective sur les événements qui se sont déroulés pendant ces deux guerres balkaniques. Le rapport, sortie en 1914, et intitulé *Enquête dans les Balkans, rapport présenté aux directeurs de la Dotation par les membres de la Commission d'enquête*, George Crès et Cie, Paris, 1914, fait un compte rendu de tout ce que les enquêteurs ont vus et entendus, et rassemblent de nombreuses preuves de ce qu'ils affirment. C'est sûrement la source la plus impartiale pour l'étude des atrocités et massacres pendant ces guerres balkaniques. En réponse à ce rapport, les Grecs ont eux aussi décidés de faire un rapport de toutes les cruautés que les Bulgares ont commis sur les Grecs, *Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913 : faits, rapports, documents, témoignages*

*officiels*, Sakellarios, Athènes, 1914. Ce rapport est largement subjectif puisque un seul point de vue est pris dans ce rapport, et ce dernier est utilisé ensuite pour pouvoir se placer comme victime sur la scène internationale. Néanmoins, c'est une source à prendre en compte. Enfin, il y a le rapport de Georges Lorand, *Les deux guerres et la atrocités balkanique d'après le rapport de la Commission Carnégie*, Em. Rossel et fils, Bruxelles, 1914, qui est un compte rendu de ces différentes conférences sur les guerres balkaniques et ces atrocités. Dans ce cas là, nous avons l'avocat de la nation bulgare. Le corpus de source est aussi constitué de quelques ouvrages comme celui du militaire français Henri Barby, *La Guerre Serbo-Bulgare*, Grasset, Paris, 1914, et de D. Inacovici, *La crise balkanique 1912-1913*, Larose, Paris, 1916, qui sont plutôt des analyses de la guerre en elle-même, ou une analyse sur les origines de ces guerres balkaniques. Toutefois, les ouvrages principalement utilisés sont des écrits de personnes présentes sur les lieux de la guerre. Il y a le photographe H. F. Baldwin, *A war photographer in Thrace. An account of personal experience during the turco-balkanian war (1912)*, 1913, qui rapporte aussi ce qu'il a vu, et cela, agrémenté de nombreuses photographies. Le livre de Pierre Loti, *Turquie agonisante*, Calmann-Levy, Paris, 1913, turquophile bien connu, rassemble des correspondances qu'il a eu avec des français de Turquie, mais aussi, de nombreuses lettres de remerciements de toute part pour avoir pris la défense de la Turquie dans ces guerres, et pour dénoncer l'inaction de l'Occident, et en particulier de la France. L'ouvrage de Lev Trotsky, *Les guerres balkaniques, 1912-1913*, Science Marxiste, Paris, 2002, édité à Moscou qu'à partir de 1926, rassemble plusieurs articles rédigés par Trotsky, alors qu'il était correspondant de guerre, lors de ces deux guerres balkaniques. C'est à la fois un compte rendu de ce qu'il a vu et entendu, mais il expose aussi de nombreuses thèses sur le socialisme dans ces pays de la péninsule, comment le socialisme se développe, ou pas, alors qu'il y a très peu d'industries, que nous sommes surtout dans des pays où le monde rural domine encore très largement.

## **Chapitre liminaire**

### **Les Guerres Balkaniques**

## Chapitre 1 – Des origines de la Première Guerre Balkanique à l'armistice

La population de la Macédoine est très mêlée du point de vue ethnographique<sup>11</sup>. En effet, c'est un mélange de plusieurs ethnies - Turcs, Albanais, Bulgares, Serbes, Grecs, Musulmans, Juifs, Roumains enfin plus particulièrement les Valaques, Tziganes - et de plusieurs religions - l'Islam, le Judaïsme, le Christianisme et au sein de l'Orthodoxie il y a l'Exarchat Bulgare et la Patriarcat Grec - tout cela sous la domination d'un empire : l'Empire Ottoman. A partir de la fin du XIX<sup>e</sup>s, plusieurs territoires sous la domination de cet empire turc ont revendiqué leur autonomie voire leur indépendance, avec plus ou moins de succès. C'est une réussite pour la Grèce qui à la suite d'une révolte en 1821 et de la guerre qui s'ensuivit, obtient son indépendance en 1830.

La Serbie, durant tout le XIX<sup>e</sup>s, est le lieu d'insurrections, de complots, d'assassinats politiques qui commencent au début du siècle avec la révolte des janissaires, engendrant alors une violence insubordonnée et l'apparition de chefs dont le plus connu est Georges Pétrovich, ancien porcher illettré de 34 ans qui réussit à réunir 10 000 hommes et à mettre en déroute l'armée ottomane en 1806<sup>12</sup>. Il s'empare alors de Belgrade et massacre les Turcs. En 1812, un traité est signé accordant une certaine autonomie à la Serbie mais des places fortes ottomanes restent toujours en place. Cet homme fonde la dynastie des Karageorgevich (suite à son surnom donné par les Turcs, Georges le Noir, Kara Georges). Parallèlement, une autre dynastie s'élève, les Obrénovitch, qui eux tentent de composer avec les représentants du sultan. Tout le XIX<sup>e</sup>s, c'est un va-et-vient entre les Karageorgevich et les Obrénovitch à la tête du pouvoir. Ce ne sera qu'en 1867 que la Serbie voit les dernières places fortes turques détruites grâce à l'aide de l'Occident (sauf de l'Autriche et de l'Angleterre qui sont contre). La Serbie, malgré ce lien de vassalité, devient alors de fait indépendante. Sa pleine indépendance est reconnue au Congrès de Berlin en 1878, et en 1882, Milan Obrénovitch se proclame Roi.

Enfin, la Bulgarie devient indépendante plus tardivement et connaît une profonde frustration. En effet, elle n'est pas loin d'avoir le plus vaste territoire de la péninsule balkanique suite au traité de San Stefano en 1878, qui marque la fin de la guerre russo-turque. Mais en voyant la création d'un grand pays sous influence russe et à qui elle doit son existence, une certaine tension se fait sentir en Occident. Alors, les Puissances décident

<sup>11</sup>Cf annexe 1 : carte ethnographique

<sup>12</sup>Georges Castellan, *Histoire des Balkans, XIV-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1999

de réviser ce traité, contraire aux clauses du traité de Paris qui doit garantir l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman : c'est le traité de Berlin. La Grande Bulgarie est divisée en trois : au nord, du Danube à la chaîne des Balkans, ce territoire devient une principauté autonome dont Sofia en est la capitale, mais toujours sous suzeraineté du sultan ; au sud, la Roumélie Orientale reste une province turque toutefois, elle sera gouvernée par un chrétien désigné par le sultan et les Puissances ; quant aux territoires en Thrace et Macédoine, ils reviennent à la Turquie tout simplement, retour au statu quo. C'est en septembre 1885 que les rouméliotes déclarent l'union avec la Bulgarie autonome, ce qui engendre une guerre serbo-bulgare en novembre (les Serbes réclament une compensation contre cette union) ; la Serbie est défaite, une paix blanche dite de Bucarest est signée en février 1886 avec l'intervention de l'Autriche pour mettre fin à ces hostilités. C'est donc le 6 octobre 1908 que la Bulgarie pourra se déclarer indépendante face à la vassalité turque, grâce à des problèmes intérieures dans l'Empire Ottoman.

### ***Les origines de la guerre***

#### **La Révolution Jeunes-Turcs**

Suite à la forte répression du mouvement des étudiants en 1898, le mouvement jeune-turc est affaibli. Ce ne sera qu'au début du siècle qu'il se renforcera progressivement à travers ceux qui se sont exilés. En effet, le sultan Abdulhamid II contrôle la capitale par son réseau de police et d'espionnage empêchant les Jeunes-Turcs de s'implanter dans la ville. Néanmoins, les idées circulent clandestinement à travers des pamphlets, des brochures, des poésies satiriques et patriotiques et grâce aussi aux exilés et bannis dans l'intérieur de l'Empire servant alors à la diffusion des idées dans tout l'Empire. Un observateur anglais Edwin Pears dira même dans un ouvrage *Forty Years in Constantinople* que « l'Empire entier était ainsi préparé à la révolution »<sup>13</sup>.

En 1906, le mouvement Jeune-Turc connaît une évolution puisque le Comité Union et Progrès s'engage maintenant dans une vraie structure révolutionnaire qui le rend efficace. Parallèlement dans l'Empire, les mécontents s'élèvent créant des désordres de plus en plus inquiétants pour le sultan. Les populations d'Anatolie Orientale et autour de la Mer Noire refusent de payer les impôts. Selon François Georgeon, ces désordres seraient le contrecoup de la révolution russe de 1905 et aussi dus à la hausse des prix<sup>14</sup>. Abdulhamid II

<sup>13</sup>François Georgeon, *Abdulhamid II, Le sultan calife*, Paris, Fayard, 2003, p.384

<sup>14</sup>*Ibid.*, p.394

répondra favorablement aux demandes des insurgés en révoquant le gouverneur. Toutefois, on assiste aussi à des mutineries dans les casernes en raison de soldes impayées et par crainte d'être envoyé au Yémen. On retrouve ce mécontentement en Macédoine où se forme à Salonique en 1906 la Société ottomane de la liberté par un groupe de militants, qui fusionnera en 1907 avec le Comité Union et Progrès. Dès lors, les Jeunes-Turcs commencent à infiltrer les armées de Macédoine. Pour Lev Trotsky, les officiers de l'armée qui ont étudié dans les pays occidentaux ont découvert d'autres régimes. En retournant dans l'Empire Ottoman, ils se seraient « heurtés à l'ignorance et la pauvreté du soldat turque ainsi qu'à un État dégradé »<sup>15</sup>. Selon lui, se serait leur amertume qui aurait transformé « le corps des officiers en catalyseur du mécontentement et de l'indignation »

Sur le plan international, l'Empire connaît certaines pressions. En effet, la Russie (qui s'est remise de sa défaite face au Japon en 1905) et l'Autriche-Hongrie remettent ensemble un projet de réforme de justice. Abdulhamid réussit à faire oublier cela en concédant à l'Autriche-Hongrie, avec le baron d'Aehrenthal, en février 1908 la construction d'un chemin de fer dans le Sandjak de Novi Pazar rejoignant la double monarchie à la Mer Égée via Salonique. La Russie laissée pour compte se tourne alors vers la Grande-Bretagne qui veut voir diminuer le nombre des troupes ottomanes dans les provinces balkaniques et renforcer la gendarmerie internationale de Macédoine.

Finalement, l'Empire est au plus bas. Les Jeunes-Turcs en profitent et le 16 juillet, ils envoient un ultimatum au sultan : soit Abdulhamid restaure la Constitution de 1876 soit ils utiliseront la force. Le 23 juillet, devant la caserne de Monastir d'où fut lancé l'ultimatum, la Constitution est proclamée, le sultan devra dès lors cohabiter avec les Jeunes-Turcs. Toutefois, cette révolution est un échec pour les chrétiens de la péninsule balkanique, leurs espoirs s'effondrent. En effet, pour les Jeunes-Turcs, « Union » signifie « assimilation aux Turcs », quitte à utiliser la contrainte; ils laissèrent faire de nouveaux massacres contre les Arméniens, des Grecs sont molestés et son Église est contestée; ils allongèrent le service militaire et la taxation à tous les sujets créant nombre de mécontents (en particulier en Albanie, pays très attaché à la personne du sultan et à l'ancien régime). De plus, cette révolution Jeunes-Turcs débouche sur une crise d'intolérance nationalistes, qui réveille alors tous les autres nationalismes<sup>16</sup>. D'où une certaine agitation en Macédoine.

---

<sup>15</sup>Lev Trotsky, *Les guerres balkaniques, 1912-1913*, Paris, Science Marxiste, 2002 (volume édité à Moscou en 1926, rassemblant l'ensemble des articles rédigés par Trotsky, en tant que correspondant de guerre, lors des deux guerres balkaniques en 1912-1913).

<sup>16</sup>G. Castellán, *op. cit.*, p. 372



## L'annexion de la Bosnie-Herzégovine

Dans le traité de Berlin de 1878, un article déclare que les deux provinces turques, la Bosnie et l'Herzégovine, seront désormais occupées par la double monarchie. L'Autriche y exerça une domination incontestée jusqu'en 1908. Pour différentes raisons, l'Autriche, suite à la Révolution Jeunes-Turcs, décide d'annexer ces deux provinces. En même temps, Ferdinand de Bulgarie profite aussi de l'affaiblissement de l'Empire Turc pour se déclarer indépendant et prendre le titre de tsar des Bulgares. Dans un article paru dans la *Revue des Deux Mondes* le 15 décembre 1908 intitulé « L'Europe et la crise balkanique », l'auteur René Pinon nous fait part de son analyse sur les raisons de cette annexion si soudaine. Tout d'abord, la transformation de la Bulgarie en un royaume indépendant rompt alors les conditions de l'équilibre européen, car cela va à l'encontre du Traité de Berlin. L'auteur utilise la métaphore de l'échiquier pour schématiser son argumentation : une pièce a été déplacée, cela modifie alors toutes les combinaisons. L'Autriche-Hongrie, qui se considère comme un pilier de cet équilibre européen – géographiquement, par sa position centrale en Europe et politiquement car c'est une monarchie double avec des peuples divers dont elle a réussi à maintenir la cohésion – tente un premier déplacement sur cet échiquier en annexant alors la Bosnie-Herzégovine.

Pour elle, l'article 25 du traité de Berlin qui lui permet d'entrer en Bosnie-Herzégovine pour « occuper et administrer » le pays, maintenir l'ordre et améliorer les conditions des paysans, n'est qu'une annexion « déguisée ». Trente ans plus tard, elle considère son devoir comme rempli et assumé et décide donc de l'annexer. De plus, deux événements accélèrent cette annexion. La Révolution Jeunes-Turcs créa un fort enthousiasme en Bosnie-Herzégovine, ce qui inquiète la double monarchie. Cette dernière décide donc de rompre tout lien entre ces provinces et l'Empire Ottoman, pour ensuite leur donner une Constitution (sinon il y aurait eu nombre de mécontents)<sup>17</sup>. Le second événement aurait été la propagande serbe en Bosnie. Cette propagande aurait pour but d'exciter les esprits contre l'Autriche et de propager l'idée d'une Grande Serbie. Déjà en 1905, à Fiume, un congrès lance l'idée d'une union de tous les slaves du Sud de la double monarchie pour ensuite collaborer avec les « frères de race » serbe. Dès lors, le baron d'Aehrenthal, chancelier depuis 1905, monte un procès dit d'Agram : Les inculpés sont accusés d'avoir trempé dans un complot avec les autorités de Serbie visant à ce que les Slaves du Sud, les Yougoslaves, s'unissent en un état commun qui serait la réunion de la

---

<sup>17</sup>René Pinon, *Revue des Deux Mondes*, article intitulé « L'Europe et la crise balkanique », 15/12/1908

Bosnie, de la Serbie et du Monténégro. Par manque de preuves ils sont condamnés au bûcher mais rapidement ils ont été grâciés. D'où, selon l'auteur, la thèse autrichienne est d'annexer ces provinces pour « sauvegarder l'intégrité de l'Empire »<sup>18</sup>.

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie créa alors une vive agitation à travers les Balkans, en particulier en Serbie.

La Macédoine a toujours été l'objet de convoitise. Jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup>s, la Grèce avait une certaine prépondérance sur cette région grâce à son Église Phanariote. Mais avec la reconnaissance de l'Exarchat Bulgare par la Porte en 1870, la Bulgarie s'en mêle. Église et école sont des foyers de propagande. Quant aux Serbes, ils réclament le nord de cette province. La Macédoine est donc une région créant la discorde entre les peuples chrétiens des Balkans. Vers 1902, la région entre dans l'anarchie. Des actions terroristes sont menées par l'ORIM - l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne, créée en 1893, organisation préférant une Macédoine autonome dans l'Empire qu'une annexion à la Bulgarie - afin d'attirer l'attention et d'obtenir des réformes promises par l'article 23 du Traité de Berlin, mais elles n'ont jamais été appliquées par la Sublime Porte.

La Révolution Jeunes-Turcs et l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine ajouta donc de vives tensions en Macédoine. Parallèlement, l'Empire est affaibli et pris dans une guerre contre l'Italie en Tripolitaine. Les populations de Macédoine et les pays avoisinants, mécontents, sont conscients de la nécessité de s'unir pour pouvoir vaincre la Turquie même affaiblie.

### ***La Première Guerre Balkanique***

Les États chrétiens de la péninsule balkanique le savent : s'ils veulent être victorieux face à l'Empire Ottoman et avoir le poids nécessaire face aux Puissances, ils doivent s'unir. Entre la Serbie et le Monténégro, les relations sont plutôt bonnes et avec l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, une entente se réalise pour porter leur idéal national commun. En revanche, d'anciennes rivalités existent depuis longtemps entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce, malgré de nouvelles tensions par rapport aux aspirations concurrentes en Macédoine, cela ne les empêche pas de s'allier. Quand la

---

<sup>18</sup>*Ibid.*

guerre italo-turque débute en septembre 1911, déjà des propositions de traité se font entre Sofia et Belgrade menant à un accord militaire le 7 mars 1912 contre l'Empire Turc et les Habsbourg<sup>19</sup>. Si la Macédoine ne devient pas autonome, alors il est stipulé qu'ils se la partageraient en deux. Brièvement, déjà un désaccord se dessine entre eux concernant ce partage : néanmoins, une zone de territoire appelée « disputed zone »<sup>20</sup> (le Nord avec Skoplje) fait déjà l'objet de convoitise entre ces deux pays. Point important dans ce traité, en cas de litige par rapport au partage, la Russie ferait office d'arbitre. Parallèlement, la Bulgarie négocie aussi avec la Grèce et aboutit en mai 1912 au traité de Sofia, consistant en une coopération militaire et politique contre l'Empire. Toutefois, rien n'est signé sur les divisions futures des territoires en cas de victoire<sup>21</sup>. Durant l'été 1912, un accord oral et non signé est fait entre la Grèce, la Serbie et le Monténégro, assurant à ces deux derniers une aide militaire grecque en cas d'attaque de l'Autriche-Hongrie. Enfin pour que la ligue soit complète il faut intégrer le Monténégro. Le roi Nikola tente un rapprochement avec la Bulgarie en juin 1911 et n'obtient un accord qu'en août 1912. Même chose auprès de la Serbie qui signera une alliance politique et militaire le 27 septembre 1912. Le 2 juillet et le 28 septembre, des accords seront signés entre les alliés fixant la participation de chacun en cas de guerre, et le 5 octobre une convention militaire est signée entre la Bulgarie et la Grèce, stipulant que cette dernière doit dominer la Mer Égée pour empêcher les troupes ottomanes de rentrer de Libye par les voies navales. Finalement, au terme de ces accords, l'effectif des forces armées prévues pour la Bulgarie sera de 350.000 hommes<sup>22</sup>, 230.000 pour la Serbie, 35.600 soldats pour le Monténégro<sup>23</sup> et 110.000 hommes pour la Grèce<sup>24</sup>.

L'Empire Turc, flairant ce qui se tramait, mobilise ses troupes durant l'été 1912 vers Andrinople; les alliés commencent eux-aussi à se mobiliser dès le 1er octobre malgré des tentatives de médiation de la part de Paris et de Londres. L'Empire met fin au conflit contre l'Italie afin de pouvoir mobiliser ses troupes dans la péninsule balkanique et signe le Traité de paix à Ouchy où elle abandonne la Tripolitaine et la Cyrénaïque. Le 8 octobre, le Monténégro déclare la guerre à la Turquie en un geste de provocation. Dès lors, l'engrenage se met en route, la Turquie répond le 17 octobre en déclarant la guerre à la

---

<sup>19</sup>*Ibid.*, Castellan, p. 372

<sup>20</sup>Cf annexe 2 sur la « disputed zone »

<sup>21</sup>Castellan, *op. cit.*, p. 372

<sup>22</sup>Richard C. Hall, *The Balkan wars 1912-1913, Prelude to the First World War*, Londres, Routledge, 2000, p. 16

<sup>23</sup>*Ibid.*, p. 18

<sup>24</sup>*Ibid.*, p. 17

Bulgarie, la Serbie et le Monténégro mais pas la Grèce; toutefois, alliance oblige, la Grèce entre aux côtés de ses alliés en guerre.

## **En Thrace**

### ***Kir-Kilisse***

Les bulgares et les ottomans se font face sur un front d'environ 58 à 60 kilomètres allant des forteresses de Kir Killisé (Lozengrad) à la forteresse d'Andrinople. Dès le 22 octobre, les ottomans tentent une sortie d'Andrinople pour attaquer les Bulgares, mais une rapide défaite s'ensuit. Le 23 octobre, Lozengrad est abandonnée, les troupes s'enfuient vers le sud-est et le lendemain, toute l'armée ottomane bat en retraite dans le désordre, permettant alors aux Bulgares d'envoyer une cavalerie les poursuivre et, dans la panique, les ottomans abandonnèrent leurs armes et l'artillerie. De plus, avec la pluie, les routes sont difficilement praticables pour l'artillerie et le moral des troupes en est fortement affecté. Lors de ces batailles, les Bulgares auraient perdu 1 711 hommes dont 824 disparus, et 4 034 blessés; face aux Ottomans qui eux ont perdus 1 500 hommes et 2 à 3 000 sont faits prisonniers<sup>25</sup>. Cette première défaite ottomane est un coup dur pour l'Empire Ottoman, voire un désastre. Le Nord de la Thrace est désormais ouvert aux Bulgares; un général turque parlera de Kir-Killisé comme « la clef de l'Empire Ottoman. Et cette clef a été abandonnée à l'ennemi ». En effet, la route qui mène à Constantinople est ouverte à toute invasion ... Malgré cette victoire, les Bulgares préférèrent rester sur place quelques jours plutôt que de poursuivre l'armée fuyarde et s'assurer un succès immédiat. Pendant ce temps, les troupes ottomanes ont alors pu se reconstituer.

### ***Burga-Hissar***

Entre Lulé-Burgas et Burga-Hissar, une véritable course aux tranchées est entamée sur environ 32 kilomètres. Les troupes ottomanes ont mis en place une importante ligne de défense ponctuée de nombreuses pièces d'artillerie. Comme à Kir-Kilissé, les forces se divisent dans les deux villes. Le 29 octobre, les Bulgares attaque la ligne de front. La bataille dure quatre jours avec des conditions météorologiques difficiles (pluie et froid). Le 2 novembre, les troupes ottomanes battent en retraite, là encore de façon désordonnée et dans la panique. Cette victoire, les Bulgares la doivent à leur artillerie, beaucoup plus puissante que celle des ottomans et plus nombreuse, leur technique étant d'avancer

---

<sup>25</sup>*Ibid.*, p. 27

rapidement vers les lignes adverses, accompagnée des tirs de l'artillerie (ce qui n'est pas sans rappeler les techniques de combats de la Première Guerre Mondiale). Cette bataille fait de nombreuses pertes du côté ottoman : 22 000 hommes sont perdus dont 2 000 prisonniers et 45 pièces d'artillerie sont laissées à l'ennemi ; les Bulgares sont eux-aussi touchés. Toutefois, on dénombre plus de blessés que de morts, respectivement 20 162 et 2 534<sup>26</sup>. Cette bataille est considérée comme la plus sanglante des deux guerres balkaniques. Encore une fois, les Bulgares exténués ne poursuivent pas leur ennemi, mais restent sur place quelques jours. Même chose, pendant ce laps de temps, les Ottomans en profitent pour renforcer leurs positions à Chataldzha en transférant des troupes d'Anatolie. L'Empire Ottoman essuie encore une défaite importante et perd alors totalement le contrôle de la Thrace, sauf Andrinople. Les troupes en retraite arrivent à Constantinople exténuées et fatiguées, en sous-nutrition et assoiffées. Ce manque d'hygiène sanitaire entraîne choléra et dysenterie causant environ un millier de morts en plus dans les troupes. Toutefois cette épidémie leur sera bien utile lors de la prochaine bataille.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

#### L'épidémie de choléra

Source : Supplément illustré du Petit Journal du 1/12/1912

<sup>26</sup>*Ibid.*, p. 31

### *Chataldzha*

L'armée bulgare fait une avancée foudroyante en Thrace et la voilà aux portes de Constantinople, à environ 30 kilomètres de cette fameuse capitale de l'Empire Turque, jamais reconquise depuis le 29 mai 1453 par les Ottomans (Mehmet II al-Fātih). Que compte faire les Bulgares ? Voudront-ils tenter de faire là où leurs ancêtres ont échoué ? (Siméon le Grand 893-927 ; Samuel 977-1014 ; Jean Assen 1218-1241). Le tsar Ferdinand, malgré une requête officielle turque d'une demande d'armistice, pense pouvoir attaquer Chataldzha sans interférence des Puissances et en particulier de la Russie, qui voit cette attaque près de Constantinople d'un mauvais œil. Toutefois, les troupes Bulgares ont un défaut majeur : leur arrogance. Le 14 novembre, les Bulgares tiennent la totalité du front et l'ordre est donné d'attaquer alors que toutes les troupes ne sont pas encore arrivées. On a là des hommes fatigués, en sous-effectifs et touchés par la dysenterie et le choléra. 29 719 soldats sont touchés par le choléra et environ 4 600 succomberont à l'épidémie ; dès lors, on compte 176 000 hommes environs prêt à combattre<sup>27</sup>. Face à eux, 100 000 hommes motivés car ils savent très bien que s'ils ne tiennent pas, Constantinople est perdue et la guerre aussi. Le 16 novembre, l'attaque est relancée par le tsar et continuera jusque dans la nuit du 18 novembre; l'infanterie avance sous les feux d'artillerie bulgare intense, mais se retrouve bloquée par l'artillerie ottomane. Ce n'est que le 19 novembre que les troupes bulgares arrivent à prendre position dans les tranchées ennemies. Toutefois, l'Empire s'en sort victorieux et cette victoire reconforte. Si les Bulgares avaient acceptés l'armistice, il aurait été sûrement très favorable. Mais la tentation fut trop grande : prendre les murs de la Grande Constantinople et pouvoir imposer le traité de paix. Au final, les Bulgares subiront de lourdes pertes, environ 1 482 morts et 9 120 blessés ; les Ottomans compteront aux alentours de 10 000 blessés<sup>28</sup>.

### *Andrinople*

Andrinople est une des plus grandes villes de l'Empire Ottoman en Europe avec Salonique et Constantinople. Sur 76 000 habitants, la moitié est turque, le reste se divise entre Grecs, Arméniens, Juifs et Bulgares dont la majeure partie vit dans la campagne environnante. A Andrinople, on compte environ 52 597 hommes et 340 pièces d'artillerie. Cette fortification consiste en des lignes avancées de tranchées et d'armes afin de contenir l'ennemi loin de la ville. La première ligne est constituée de murs de 3 à 3,5 mètres de

---

<sup>27</sup>*Ibid.*, p. 35

<sup>28</sup>*Ibid.*, p. 37

hauteur pour les défenses, et un mûr d'une épaisseur de 6 à 7 mètres. Les tranchées qui entourent tout le fort, font 4 mètres de profondeur et 4 à 5 mètres de largeur. De plus, en face se trouve 4 à 6 rangées de barbelées<sup>29</sup>. Une seconde ligne, constituée de quatre vieux forts, se situe de 1 à 4 kilomètres derrière la première ligne. La fortification d'Andrinople constitue la première ligne de sécurité de Constantinople. Ce sera Ferik Mehmed Sukru Pacha, ancien étudiant à l'école militaire française de St-Cyr, qui commandera cette forteresse en 1912. Les Bulgares sont réticents à attaquer Andrinople, ils manquent d'informations sur la force de garnison d'Andrinople. De plus, les Ottomans bénéficient de beaucoup ressources et les troupes d'Asie Mineure peuvent arriver d'un jour à l'autre. Le 29 octobre, le haut commandement bulgare décide d'assiéger la ville et demande de l'aide à la Serbie pour le siège. La Serbie apporte alors une assistance de 47 275 hommes et de 72 pièces d'artillerie<sup>30</sup>. Le 14 novembre, la décision est prise de bombarder de façon intensive Andrinople jusqu'à l'armistice.

Parallèlement la défaite de Chataldzha démoralise le haut commandement et l'armée. Les Bulgares ne veulent donc pas risquer une nouvelle bataille maintenant, d'où un enlèvement du siège d'Andrinople, même après l'armistice du 5 décembre.

### **En Macédoine**

#### ***Kumanovo***

Le 22 octobre, la 1ère armée serbe rencontre les armées du Vardar constitué de 3 corps d'armée, comptant alors 58 000 hommes chez les Ottomans, soit deux fois plus que les Serbes. Dès le lendemain, les troupes ottomanes attaquent et font subir de grosses pertes aux Serbes. Toutefois, le 24 octobre, les Serbes contre-attaquent et parallèlement, leurs tirs d'artillerie feront beaucoup de dégâts du côté des Ottomans. Dans l'après-midi, les Ottomans commencent à battre en retraite et se dirigent vers Monastir. Lors de cette bataille, les Serbes ont perdu 1 284 hommes, dont 597 sont portés disparus et environ 3 208 blessés ; en face, les Turcs comptent environ 12 000 morts et blessés et 300 prisonniers<sup>31</sup>. Dans la panique, les Ottomans ne cherchent pas à protéger Skopje, située à moins de 40 kilomètres de Kumanovo, abandonnant pour le coup encore plusieurs batteries d'artillerie. Le 26 octobre, l'armée serbe victorieuse à Kumanovo entre dans la ville de Skopje sans rencontrer de résistance. Ensuite, ils se dirigèrent vers Monastir à

---

<sup>29</sup>*Ibid.*, p. 39

<sup>30</sup>*Ibid.*, p. 41

<sup>31</sup>*Ibid.*, p. 48

environ 150 kilomètres au sud de Skopje, en faisant la même erreur que les Bulgares (selon R.C Hall), c'est-à-dire que s'ils avaient attendus, ils auraient pu écraser l'armée du Vardar en deux semaines dans le centre de la Macédoine.

### *Monastir*

Le 8 novembre, le haut commandement serbe ordonne d'avancer vers Monastir. En effet, les Bulgares ne veulent pas voir les Grecs occuper le Sud de la Macédoine. Le vice-président bulgare Geshov demande alors aux Serbes d'occuper Monastir avant l'arrivée des Grecs. S'il demande cela, c'est qu'il a confiance en la solidarité des Slaves, et surtout parce que le traité de mars 1912 lui garantit une médiation de la Russie en cas de problèmes<sup>32</sup>. Étant donné que l'Armée du Vardar a directement rejoint Monastir après la défaite de Kumanovo, elle a eu le temps de se consolider avec trois corps d'armée en plus et de renforcer ses positions défensives. La bataille commence le 16 novembre par des tirs d'artillerie de chaque côté et le lendemain, les Serbes arrivent à prendre les murs de la défense située au Nord de la ville, murs dits d'Oblakov. Ce n'est que le 18 novembre que les Serbes reçoivent toute leur artillerie, arrivée de Prilep, à environ 40 kilomètres au nord de Monastir, ralentie par le mauvais temps qui rend les routes difficiles d'accès. Les Serbes avancent et réussissent encore une fois à mettre toute l'armée en déroute. C'est une seconde défaite importante pour l'armée turque en trois semaines. Les Ottomans perdent beaucoup d'hommes, 1 000 morts, 2 000 blessés et 5 000 déserteurs ; surtout, les Serbes ont fait énormément de prisonniers, environ 5 600 hommes. En face, les Serbes comptent 868 pertes humaines dont 329 disparus, et environ 2 121 blessés<sup>33</sup>. Le 19 novembre, ils entrent dans la ville; dès lors, les Serbes contrôlent tout le sud-ouest de la Macédoine en même pas un mois. Le 22 novembre, ils occupent aussi la ville symbolique d'Ohrid, située à environ 60 kilomètres de Monastir vers l'ouest, symbolique puisque c'est le lieu de l'indépendance de l'archevêché d'Ohrid par rapport à Constantinople en 1767.

### *Scutari*

Le Prince-héritier du Monténégro Danilo, prend en main lui même la division Zeta, comportant 15 000 hommes et 40 batteries d'artillerie. C'est le 18 octobre que le prince-héritier attaque Scutari par le Nord, déclenchant alors l'engrenage des alliances entre les États Balkaniques. Le même jour, une seconde division dite Coastal avance vers l'ouest de Scutari : débute alors le siège. Le 24 octobre, la division Zeta se heurte à une forte

---

<sup>32</sup>*Ibid.*, p. 51

<sup>33</sup>*Ibid.*, p. 52



résistance de Scutari et tente alors, le 28 octobre, d'attaquer la ville par l'est, en attaquant une colline fortifiée ; toutefois, ils n'arrivent pas à tenir leurs positions et ils sont repoussés par les Ottomans vers le nord-est. Pour R.C Hall, les Monténégrins n'arrivent pas à prendre la ville car leur tactique est prévisible et crée beaucoup de pertes. De plus, la division Coastal reste inactive et ils manquent d'artillerie pour mener à bien un siège<sup>34</sup>. A partir de mi-novembre, les Monténégrins reçoivent des renforts de la division Est, 5 500 hommes sont transférés du Sandjak de Novi Pazar, et 4 500 volontaires arrivent de Bosnie et d'Autriche-Hongrie. Finalement Scutari est bien encerclée et le siège peut commencer.

### *Salonique*

Salonique est le principal port de Macédoine, et par sa position centrale, elle attire la convoitise de tous les alliés, en particulier des Grecs et des Bulgares. C'est une ville « internationale » composée de 80 000 Juifs, le reste étant divisé entre les Bulgares, les Grecs, les Turcs, et d'autres. Hassan Tahsin Pasha, le dirigeant de la ville, perd tout espoir puisqu'il voit les armées des alliés victorieux en Thrace et en Macédoine ; de plus, les Grecs ont coulé leurs navires de guerre stationnés dans le port, le 31 octobre, démoralisant toute la garnison, et les Bulgares arrivent par le Nord. C'est pour cela qu'Hassan Tahsin Pasha souhaite négocier les termes de sa capitulation. Le 8 novembre, la capitulation est acceptée, 26 000 soldats Ottomans passent prisonniers des Grecs ; le sultan exilé Abdulhamid II est emmené par des navires allemands hors de Salonique pour continuer son exil. Le lendemain même, les Bulgares arrivent avec 24 000 hommes, le prince-héritier Boris et le Prince Kyril, ce qui montre bien que, malgré le fait qu'ils aient perdu la course, ils comptent bien faire entendre certaines de leurs réclamations... Les Grecs, réticents à les laisser entrer au début, vont finalement les accepter en qualité d'invités de l'armée grecque.

---

<sup>34</sup>*Ibid.*, p. 57

## Chapitre 2 – L'entre-deux-guerres

La Première Guerre Balkanique a été foudroyante pour l'Empire Ottoman. On l'a vu, les batailles ont été rapides et décisives pour les alliés balkaniques, chacun ayant une progression très rapide dans la Macédoine et la Thrace. L'évènement à Chataldzha fait réagir les Puissances, voyant les Bulgares s'approcher dangereusement de la capitale de l'Empire, ils décident de réagir et de mettre fin aux hostilités. De plus, le tsar Ferdinand change de position et demande à son gouvernement d'entamer le processus de paix. Parallèlement, Raymond Poincaré, président du conseil français, ayant peur d'une généralisation du conflit avec l'entrée en guerre de la Russie, décide d'approcher le gouvernement anglais, d'où la réunion d'une conférence. Le 4 décembre, l'armistice est décidé.

### *L'armistice*

#### **Les termes de l'armistice**

Les négociations débuteront le 25 novembre 1912. A ce moment, les territoires européens de l'Empire Ottoman se réduisent simplement à la pointe de Gallipoli et les trois villes encore assiégées, Andrinople, Scutari et Janina. C'est grâce à sa victoire à Chataldzha et aux villes qui tiennent encore bon que la Turquie a encore les moyens de négocier la paix. Tout d'abord, un cessez-le-feu est mis en place à partir de cette date. Les représentants de chaque État se réuniront ensuite à Londres pour entamer le processus de paix. La Bulgarie, la Serbie et le Monténégro sont représentés par les Généraux Savov et Fichev, et Stoyan Danev, le Président du Parlement Bulgare ; la Grèce envoie leur secrétaire d'état à Sofia Demetur Panas ; enfin, Nazim pasha représentera l'Empire Ottoman. L'armistice est constitué de trois points. Tout d'abord, les alliés demandent à l'Empire la concession de tous les territoires européens de l'Empire, perdus à l'ouest de Chataldzha. Ensuite, les trois forteresses assiégées ne recevront aucune provision et les armées doivent rester sur leur position. De plus, les Ottomans doivent lever les blocus appliqués contre les Bulgares en Mer Noire et ils doivent laisser ces derniers utiliser le chemin de fer reliant Andrinople à Chataldzha pour le ravitaillement. Malgré cet armistice très favorable aux alliés, ils ne sont pas tout à fait satisfaits puisque les trois villes assiégées ne leur sont pas concédées. Or, l'Empire ne lâchera pas prise puisqu'il considère qu'Andrinople est trop proche de

Constantinople pour être cédée aux alliés et pour Scutari et Janina, il considère que les villes refuseront de se plier aux nouvelles règles étrangères. Tout va se jouer maintenant aux conférences de paix à Londres entre les Alliés et les Puissances.

### **Les conférences de paix à Londres**

Il y a eu deux conférences de paix à Londres ; l'une réunissant les représentants de la Ligue Balkanique et de l'Empire Ottoman, l'autre fait rencontrer les six Puissances signataires du Traité de Berlin de 1878 (Russie, Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie, France, Angleterre), afin de retrouver un équilibre européen.

Tout d'abord, la première se réunit le 16 décembre 1912 à Londres au palace St James. Chaque État présent est représenté par un homme : la Bulgarie est représentée par Dr Danev, la Grèce par le Premier Ministre Venizelos, le Monténégro par l'ancien Premier Ministre Mijushkivich, la Serbie par l'ancien Premier Ministre Novakovich, et enfin l'Empire Ottoman par l'ambassadeur ottoman de Paris Mustafa Reshid Pasha<sup>35</sup>. Déjà, l'Empire tente d'appliquer son ancienne tactique concernant les États Balkaniques, c'est-à-dire, jouer sur leur désaccords, les diviser pour mieux s'imposer. Déjà, il proteste contre la présence de Venizelos, alors que la Grèce n'a pas voulu signer l'armistice ; de ce fait, l'Empire réussit à repousser les discussions jusqu'au 24 décembre. En dehors de ce désaccord, les négociations n'avancent pas et bloquent sur plusieurs questions : tout d'abord, concernant Andrinople, l'Empire refuse toujours de céder la ville aux Bulgares car elle est trop proche de Constantinople, comme on l'a vu ci-dessus, et de plus il la considère comme leur ville symbolique puisqu'elle abrite la mosquée du sultan Selim II datant du XVI<sup>e</sup>s<sup>36</sup>. De plus, L'Empire ne veut pas céder les quatre îles situées à l'entrée des Dardanelles (Samothrace, Imbros, Lemnos et Tenedos), considérées comme vitales pour la défense de l'Empire. Même si l'Empire accepte de perdre ses territoires européens situés à l'ouest du vilayet d'Andrinople, il refuse toujours de céder Andrinople et ces quatre îles, ce qui suspend les négociations à partir du 6 janvier 1913<sup>37</sup>.

Par conséquent, une seconde conférence où seule les Puissances sont conviées, est organisée, afin d'avoir le dernier mot sur cette guerre. En effet, elles craignent que ce conflit ne déborde à l'échelle européenne, car déjà l'Autriche-Hongrie a pris des mesures militaires directement contre la Russie, en Galicie et Bosnie-Herzégovine, en novembre

---

<sup>35</sup>Richard C. Hall, *The Balkan wars 1912-1913, Prelude to the First World War*, Londres, Routledge, 2000, p. 70

<sup>36</sup>*Ibid.*, p. 71

<sup>37</sup>G. Castellán, *Histoire des Balkans, XIV-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1999, p. 374

1912. La conférence commence le 17 décembre 1912 sous la direction de Sir Edward Grey, ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne<sup>38</sup>. Leurs discussions porteront surtout sur la question de l'Albanie, clé selon eux, de l'équilibre dans la péninsule et des intérêts de chacun. En effet, le 28 novembre 1912 une assemblée nationale à Vlorë proclame l'indépendance de l'Albanie avec un gouvernement provisoire, Ismail Kemal Bey en tête. Dès lors, la Grèce assiège Janina au sud, les Monténégrins assiègent Scutari au Nord, et les Serbes prennent le port commercial de Durrës leur donnant un accès à la Mer Adriatique et une présence au centre de l'Albanie. C'est exactement ce que veut éviter l'Italie et l'Autriche-Hongrie ; respectivement, l'un veut contrôler entièrement l'Adriatique, et l'autre pense que la Russie veut créer une base navale russe dans ce port. Les Grecs obtiennent toutefois Janina, puisque cette ville intéresse peu les Puissances. En revanche, les Serbes qui réclament la côte Adriatique de Durrës à Alessio avec un couloir menant à Kosovo n'obtiennent rien, malgré l'intervention de la Russie. Finalement, le 20 décembre 1912, les Puissances reconnaissent l'indépendance de l'Albanie et, malgré la demande serbe, Durrës restera albanaise. A partir de maintenant, les négociations s'ouvrent pour dessiner les frontières de l'Albanie, ce qui sera source de tensions entre les Puissances. En effet, l'Italie et l'Autriche-Hongrie souhaitent une Grande Albanie pour contrôler l'Adriatique et pour contenir la Serbie et le Monténégro ; à l'inverse, la Russie veut une petite Albanie pour assurer les intérêts du Monténégro et de la Serbie ... Toutefois, quelle que soit l'issue du siège de Scutari, elle reviendra à l'Albanie, et l'Autriche-Hongrie accepte alors, sous la demande de la Russie, que Djakova revienne à la Serbie (ville à environ 90 kilomètres à l'ouest de Pristina, à l'ouest du vilayet du Kosovo). Ces désaccords entre les Puissances, on les retrouve aussi entre les alliés eux-mêmes concernant le partage de la Macédoine.

#### **Premiers désaccords entre alliés**

Tout d'abord, entre les Bulgares et les Grecs, les tensions augmentent à propos de Salonique. Ces derniers entrent dans la ville le 8 novembre 1912 et les Bulgares le lendemain parce qu'ils ont été invités ... De plus, Venizélos propose aux Bulgares de se partager le sud de la Macédoine et les Grecs voudraient Salonique, Serrès et une frontière commune avec la Serbie<sup>39</sup>. La Bulgarie n'est pas d'accord puisque cela changerait tout ses plans, elle qui voulait se partager la Macédoine avec la Serbie, ses frères de race.

---

<sup>38</sup>Hall, *op. cit.*, p. 72

<sup>39</sup>*Ibid.*, p. 75

Ivan E. Geshov, le premier ministre Bulgare, répond en s'appuyant sur le principe de proportionnalité, c'est-à-dire, en fonction des forces engagées et perdues. L'État reçoit alors plus ou moins de territoires, ce qui est très favorable à la Bulgarie puisque c'est elle qui a engagée le plus de forces. Enfin, la Bulgarie proteste contre le fait que les Grecs commencent déjà à mettre en place une administration dans les régions occupées par les troupes bulgares. Tout cela fera boule de neige et cristallisera les tensions entre les alliés.

De plus, les Bulgares se mettent également à dos les Serbes. En effet, ces derniers ayant perdu les territoires de l'Albanie cherchent à avoir des compensations en Macédoine, ce qui n'était pas prévu dans le traité de mars 1912. Malgré le principe d'arbitrage de la Russie accepté par les deux parties, certains éléments de l'armée serbe sont opposés à cette idée et restent déterminés à garder leurs conquêtes en Macédoine. Le 13 janvier 1913, Sofia reçoit une lettre diplomatique serbe demandant une révision du traité puisque la Serbie se sent lésée d'avoir perdu les territoires albanais. En effet, elle avait envoyé de l'aide aux Bulgares, à Andrinople. Toutefois, en contre-partie, les Bulgares ne lui ont pas envoyé d'aide lorsqu'ils en avait besoin, sur le Vardar, contrairement aux termes du traité de mars 1912. La Serbie considère donc ce traité comme caduc. La Bulgarie refuse, elle a confiance en la Russie qui s'est portée garant en cas de conflit. Voici une carte afin de schématiser les conflits d'intérêts territoriaux entre le Bulgarie, la Serbie et la Grèce (cf annexe 3) :



Carte schématique de M. Dehn<sup>1</sup>.

Carte des aspirations territoriales



Selon l'armistice, tout ravitaillement est interdit aux assiégés, ce qui décourage profondément les Ottomans. Toutefois, ils en profitent pour renforcer leurs positions en posant des mines par exemple. En face, les Bulgares manquent d'artillerie lourde pour réussir à prendre d'assaut la ville. Par conséquent, le siège durera dans le temps, car le général Savov, chargé du siège d'Andrinople, espère que le manque de nourriture et les conditions hivernales difficiles, conduiront la ville à capituler. Toutefois, le 9 février, les Bulgares demandent de l'aide aux Serbes, en particulier de l'artillerie. En échange, ils leur proposent une aide financière, mais ce n'est pas ce qu'attendent les Serbes, préférant avoir une compensation territoriale étant donné qu'ils ont fourni une assistance plus importante que prévue et qu'ils ont perdu leur façade maritime sur l'Adriatique. Le 23 mars, l'assaut est ordonné par le général Savov<sup>42</sup>. Parallèlement, l'aviation bombarde aussi la ville, permettant alors d'introduire l'horreur des bombardements aériens et d'attaquer psychologiquement la ville. Le 25 mars, à 13 h, après la capture du commandant d'Andrinople, Sukru Pasha capitule officiellement, après cinq mois de siège (débuté le 29 octobre)<sup>43</sup>. Une autre tension s'ajoute alors entre les Serbes et les Bulgares, concernant la capture du commandant Sukru Pasha : à qui revient le prisonnier ? Les Bulgares comptent dans leurs rangs 1 591 morts et 7 967 blessés contre 15 000 victimes du côté des Ottomans et 60 000 hommes prisonniers<sup>44</sup>. Selon R.C Hall, les troupes bulgares sont mortes pour satisfaire des officiers Bulgares et satisfaire la fierté nationale du tsar Ferdinand.

### **Chataldzha**

On retrouve ici le Général Savov qui donne l'ordre à la 1<sup>ère</sup> Armée Bulgare de reprendre Chataldzha, un mois après leur défaite au même endroit. Toutefois, après la chute d'Andrinople, les Russes craignent que les Bulgares tentent de prendre Constantinople, capitale que la Russie a toujours rêvé de conquérir. La Russie fait comprendre à la Bulgarie que, si elle refuse de prendre Chataldzha, alors St Pétersbourg confirmerait la volonté Bulgare d'occuper toute la Macédoine, y compris la « zone litigieuse » entre la Serbie et la Bulgarie. Dès lors, les Bulgares renoncent à attaquer Chataldzha et le 7 avril, les Ottomans proposent un armistice, qui sera signé le 15 avril, mais qui n'engage que la Bulgarie et l'Empire Ottoman. Les Alliés quant à eux, resteront sur leurs positions jusqu'au traité de Londres le 30 mai 1913.

---

<sup>42</sup>*Ibid.*, p. 88

<sup>43</sup>Castellan, *op. cit.*, p. 374

<sup>44</sup>Hall, *op. cit.*, p. 90

## Scutari

Durant l'armistice, les Ottomans ont eu là encore, l'occasion de renforcer leurs positions, en particulier Bardanjolt, situé à l'est de Scutari. Le 7 février, la division Zeta prend d'assaut Bardanjolt poussant les Ottomans hors de la ville. Mais, le commandant Esad Pasha contre-attaque et le 9 février, les Monténégrins et les Serbes reculent et abandonnent toute tentative de faire une percée dans Scutari. Les Monténégrins comptent une perte d'environ 4 000 hommes contre environ 1 400 chez les Ottomans. Le roi Nikola demande alors de l'aide aux Serbes, qui lui envoie 30 000 hommes, 72 batteries d'artillerie et 4 avions<sup>45</sup>. L'envoi se fait d'abord par chemin de fer jusqu'à Salonique puis par voie de mer jusqu'à Medov. Cela est sans compter la présence d'un croiseur ottoman qui ouvre alors le feu, tuant et blessant plusieurs serbes. Néanmoins, l'aide arrive et le Général serbe Bojovich décide de prendre le commandement du siège de Scutari. Le 20 mars, le sort de Scutari est décidé par les ambassadeurs à Londres : la ville restera albanaise. Par conséquent, les Serbes quittent le siège afin de préserver leurs forces contre une probable lutte à venir contre les Bulgares ; de plus, leurs intérêts territoriaux les portent davantage du côté de la Macédoine. Quant aux Monténégrins, malgré la demande des ambassadeurs d'arrêter le siège, ils tentent le tout pour le tout en un dernier assaut le 30 mars, n'apportant pas de meilleurs résultats que les assauts précédents<sup>46</sup>. Cette provocation pousse les Puissances à faire un blocus naval sur le Monténégro à partir du 2 avril. Toutefois, ils continuent leur siège et cet effort portera ses fruits puisque Esad Pasha Toptani capitule le 22 avril. L'armée du roi Nicolas entre dans Scutari sans résistance le 24 avril<sup>47</sup>. Or, Scutari était vitale pour la survie de la nouvelle Albanie; et cette dernière était une entrée dans les Balkans pour l'Autriche-Hongrie. L'armée royale et impériale se prépare donc à entrer en guerre contre le Monténégro et, avant même que l'Autriche-Hongrie passe à l'acte, le roi Nikola capitule de Scutari le 5 mai car il sait qu'il ne pourra pas tenir contre une armée d'une Grande Puissance.

### *La montée des tensions*

Le Premier Ministre Venizelos en février 1913 est prêt à concéder aux Bulgares le sud-est de la Macédoine, avec les villes comme Drama, Kavalla ou encore Serrès, mais

---

<sup>45</sup>*Ibid.*, p. 92

<sup>46</sup>*Ibid.*, p. 93-94

<sup>47</sup>*Ibid.*



Venizelos insiste pour garder Salonique. Or, les Bulgares ne sont pas prêts à faire concession de ce port majeur de la Macédoine<sup>48</sup> ... C'était l'occasion pourtant pour la Bulgarie d'en finir avec les disputes avec la Grèce, et d'éviter cette future alliance serbo-grecque.

### **L'alliance serbo-grecque**

A partir de mars 1913, des rixes éclatent entre Grecs et Bulgares aux alentours de Salonique et déjà, le tsar Ferdinand est conscient qu'une guerre sera imminente dans ces conditions<sup>49</sup>. Et pendant ce temps, les Grecs et Serbes tentent de consolider leurs positions militaires et politiques en Macédoine. Dès le mois d'avril, la Serbie fait comprendre qu'elle est prête à entrer en guerre si les Puissances n'empêchent pas l'expansion de la Bulgarie au-delà du Vardar. Comprenant cela, le 25 avril, Sofia demande à la Russie d'arbitrer selon les termes du traité de mars 1912, comme cela était convenu<sup>50</sup>. Or, la Russie ne veut plus assumer ce rôle d'arbitre puisqu'elle craint de perdre indirectement son influence dans la péninsule et tente donc de se soustraire à la requête Bulgare. Parallèlement, la Grèce comprend qu'elle ne pourra battre la Bulgarie seule et décide donc de signer un accord avec la Serbie le 5 mai 1913 pour, d'une part, garder les territoires qu'elle a conquis en Macédoine, et d'autre part, avoir un voisin au nord qui n'a pas d'ambition hégémonique sur la péninsule balkanique<sup>51</sup>. Dans cet accord, il est prévu une limitation des frontières à l'est du Vardar en Macédoine, et une aide diplomatique et militaire contre les Bulgares s'ils n'acceptent pas cette nouvelle frontière. Le 31 mai, le traité de Salonique officialise leur alliance avec des accords consistant en une division de l'Albanie entre Serbie et Grèce, selon leur sphères d'influence, donc le long de la rivière Semeni.

### **Le traité de Londres et ses conséquences**

Le traité de Londres est signé le 30 mai 1913 après plusieurs mois de négociations, et nous pouvons retenir trois points essentiels dans ce traité. Tout d'abord, les Ottomans doivent renoncer à la Crète et aux îles de la Mer Égée, qui iront à la Grèce, à l'exception de Tenedos et de Imbros afin d'assurer la défense du détroit des Dardanelles. Ensuite, concernant l'Albanie, la question des frontières et de son gouvernement est laissée aux Puissances ; nous l'avons vu, la création de cet État est une victoire pour l'Autriche-Hongrie et pour l'Italie, mais un revers pour la Russie. Toutefois, la question des frontières

<sup>48</sup>Cf annexe 4 pour voir les régions occupées par chacun des belligérants fin avril 1913

<sup>49</sup>Cf annexe 2 sur la zone contestée

<sup>50</sup>Hall, *op. cit.*, p. 100

<sup>51</sup>*Ibid.*

restent un problème épineux, et même à la fin de la Seconde Guerre Balkanique en août 1913, cette question ne sera toujours pas réglée. Enfin, le traité accorde aux alliés la distribution des territoires Ottomans d'Europe, sauf l'Albanie évidemment, à l'ouest de la ligne Mydie (en Mer Noire)-Eniz (en Mer Egée)<sup>52</sup>.

---

<sup>52</sup>Castellan, *op. cit.*, p. 374

## Chapitre 3 – La Seconde Guerre Balkanique

La Russie accepte en fin de compte la médiation sur les bases du traité de mars 1912, tout en sachant qu'il ne pourra pas répondre positivement à l'une ou l'autre des parties. Malgré cela, un mécontentement général éclate dans l'armée de Bulgarie ; en effet, les soldats, étant essentiellement des paysans, sont en arme déjà depuis septembre 1912 et veulent rentrer chez eux. Alors, le commandant de l'Armée Bulgare le Général Savov dépêche le gouvernement, le 16 juin, de soit lancer l'attaque, soit de disperser l'Armée. De plus, avant même le départ de Danev pour la capitale russe, la situation explose : les troupes Bulgares et Serbes se retrouvent face à face et des rixes éclatent entre eux. Alors, dans la nuit du 29 au 30 juin 1912, le Général Savov, sous l'autorité du tsar Ferdinand, ordonne d'attaquer les positions serbes en Macédoine et un ordre similaire est envoyé contre les positions Grecs. Cette attaque permet aux Grecs et aux Serbes de se placer comme victimes face aux Grandes Puissances, ce qui peut leur donner un certain avantage dans la résolution pour la propriété de la Macédoine.

### *Les principaux évènements*

Tout d'abord, les Grecs et les Serbes ont une certaine avance au niveau de leurs forces. En effet, hormis les sièges de Janina et Scutari, les combats ont été de courte durée. En ce qui concerne les Serbes, après la bataille de Monastir, ils ont envoyé quelques troupes pour aider leurs alliés Monténégrins et Bulgares ; pour les Grecs, les combats ont cessé après la chute de Janina en mars 1913. Donc entre mars et fin juin, les Grecs et les Serbes ont eu le temps de renforcer leurs positions en Macédoine. En revanche, les forces Bulgares sont exténuées après neuf mois de combats et ils ont souffert de nombreuses pertes.

### **Bréganiltsa**

C'est dans la nuit du 29 au 30 juin que les Bulgares attaquent les Serbes en traversant la Bréganiltsa<sup>53</sup>. Le front serbe et bulgare se situe sur toute la frontière serbo-bulgare, c'est-à-dire entre le Danube au Nord et Djevdjeli au Sud, à l'est de Monastir. Les premières attaques Bulgares au sud du front semblent victorieuses. Toutefois, les Serbes résistent et réussissent à arrêter l'avancée de certaines lignes ennemies. Par exemple, près

<sup>53</sup>Henri Barby, *La Guerre Serbo-Bulgare*, Paris, Grasset, 1914

d'Istip, grâce à un renfort Serbe, les Bulgares se sont vus arrêtés voire repoussés. Le 1er juillet, les combats prennent de l'ampleur. Les Serbes perdent certains de leurs officiers dont un commandant, mais cela ne les empêche pas d'avancer, malgré leur infériorité numérique. Durant trois jours et deux nuits, c'est une succession d'attaques et de contre-attaques que l'on peut voir sur tout le front. Toutefois, la victoire revient aux Serbes suite aux retraits bulgares. On compte environ 16 620 hommes Serbes ne pouvant plus combattre dont 3 000 morts, et les Bulgares comptent environ 20 000 blessés et tués<sup>54</sup>. Parallèlement à cette bataille, une grande débâcle bulgare a lieu au sud de la Macédoine.

### **Salonique**

Les combats commencent le 30 juin entre les garnisons grecques et les garnisons bulgares stationnées dans la ville de Salonique. Cette fois, les Bulgares sont en infériorité numérique et ne peuvent donc offrir une résistance sérieuse face aux Grecs. Cette guérilla urbaine ne dure qu'une journée ; alors que certains Bulgares utilisaient leur baïonnette pour repousser les Grecs, ces derniers n'hésitent pas à utiliser l'artillerie dans la ville infligeant des pertes civiles. Les Bulgares affirment avoir eu 237 tués et une centaine de blessés, et accusent les Grecs d'avoir utilisé l'artillerie en sachant qu'il y avait des civils Bulgares. Les Grecs quant à eux donnent des chiffres inférieurs quant aux pertes Bulgares, et annoncent chez eux 18 morts et une trentaine de blessés<sup>55</sup>. Les Bulgares ont donc connu deux défaites majeures au début de la Seconde Guerre Balkanique, perdant beaucoup d'hommes et toute possibilité de réclamation envers Salonique. Cependant, dans leur retraite, les Bulgares ont quelque peu amélioré leurs positions et bien qu'ils aient renoncés à des territoires considérables en Macédoine, ils continuent à se battre. Mais juste au moment où ils commencent à se stabiliser, ils vont devoir se confronter à deux nouveaux problèmes.

### **L'intervention de la Roumanie**

Tout d'abord, il nous faut comprendre pourquoi la Roumanie entre en guerre. En effet, à la vue des victoires bulgares contre les Ottomans à l'automne 1912, le gouvernement de Bucarest demande une compensation territoriale à Sofia au nord-est de la Bulgarie avec en particulier le port de Silistrie sur le Danube, et une seconde compensation au nord-ouest, les terres de la Dobroudja qui vont de Tutrakan sur le Danube, à Balchik, un port de la Mer Noire (environ 160 kilomètres l'une de l'autre). En effet, lors du traité de

---

<sup>54</sup>*Ibid.*

<sup>55</sup>Richard C. Hall, *The Balkan wars 1912-1913, Prelude to the First World War*, Londres, Routledge, 2000, p. 114

Berlin en 1878 cette région, très riche sur la plan de l'agriculture, a été découpée entre la Roumanie et la Bulgarie. Ce territoire permettrait à la Roumanie d'avoir une ouverture maritime sur la Mer Noire. Mais la Bulgarie refuse de céder ces territoires. Lorsqu'elle voit la débâcle bulgare, la Roumanie aperçoit alors une opportunité pour réaliser son projet. Dès le 5 juillet, elle mobilise ses troupes, qui peuvent aller jusqu'à près de 420 000 hommes, et possède un armement de type allemand avec des machines de guerre Krupp. Le 10 juillet, le gouvernement de Bucarest déclare la guerre et le même jour 80 000 hommes traversent la frontière de la Dobroudja et occupent les territoires convoités entre Tutrakan et Balchik. Dans la nuit du 14 au 15 juillet, le gros de l'armée avec ses 250 000 hommes, commandés par le prince-héritier Ferdinand, traverse le Danube à Oryahovo, Gigen et Nikopol. Ne rencontrant aucune résistance, l'armée se divise en deux, l'une se dirige vers l'est, et l'autre vers le sud en direction de la capitale bulgare. Le 20 juillet, les Roumains prennent Vratsa, ville située à moins de 100 kilomètres de Sofia. N'ayant eu aucun combat contre les Bulgares, ils n'ont eu aucune perte. Toutefois, le choléra ne les épargne pas et 6 000 hommes en meurent, décimant les rangs roumains.

### **L'invasion ottomane**

Cette Seconde Guerre Balkanique attire aussi l'attention des anciens ennemis de la veille, l'Empire Ottoman. En effet, le gouvernement Jeune-Turc espère récupérer par cette occasion les territoires perdus lors de la Première Guerre Balkanique, en particulier Andrinople. Les troupes Ottomanes retournent à leurs anciennes positions à Chataldzha et traversent le 12 juillet la ligne Enos-Midia, qui fait la frontière entre les États Balkaniques et l'Empire Ottoman depuis le traité de Londres. Or, la majorité des troupes Bulgares ont quitté la Thrace au printemps pour renforcer les positions en Macédoine face aux Serbes et aux Grecs. Le 19 juillet, Les Bulgares stationnés à Andrinople, c'est-à-dire une garnison de 4 000 hommes, abandonnent la ville face à la supériorité numérique des Ottomans<sup>56</sup>. Mais, ne voyant pas les troupes Ottomanes arriver, ils retournent brièvement dans la ville le lendemain pour la quitter définitivement le 21 juillet. Le 23 juillet, les Ottomans entrent dans la ville sans un coup de feu<sup>57</sup>. Puis, ils avancent au-delà d'Andrinople et s'approchent de la Bulgarie, créant alors une vague de panique dans le pays. Comme le dit R.C Hall, neuf mois auparavant, c'était les Bulgares qui frappaient aux portes de Constantinople, maintenant c'est aux Ottomans d'entrer dans la Bulgarie ... Comme les Roumains, ils n'ont

---

<sup>56</sup>*Ibid.*, p. 119

<sup>57</sup>Georges Castellan, *Histoire des Balkans, XIV-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1999, p. 375

pas de pertes humaines dues à des combats, mais 4 000 de leurs hommes sont décédés à cause du choléra une fois encore<sup>58</sup>.

### ***Fin et résolution de la guerre***

En quelques mois, la Bulgarie connaît « les ivresses du triomphe » et toute « l'amertume de la défaite, la honte du drapeau blanc et la reddition »<sup>59</sup>. En effet, durant un court laps de temps, la Bulgarie a presque réalisé son souhait tant espéré de reconstitution de la Grande Bulgarie de San Stefano. Or, une fois encore avec le jeu des Puissances et la montée des tensions entre les anciens alliés de la ligue balkanique, cette Seconde Guerre Balkanique est inévitable et foudroyante pour la Bulgarie, comme l'a été pour l'Empire Ottoman la Première Guerre Balkanique.

### **Traité de Bucarest**

La conférence de paix se réunit le 30 juillet 1913, après 32 jours de combats, avec Vénizelos pour la Grèce en tant que représentant, Pashich pour la Serbie, le Premier Ministre Vukotich pour le Monténégro et enfin, le pays accueillant, la Roumanie, est représenté par son Premier Ministre Titu Maiorescu<sup>60</sup>. Toutefois, l'Empire Ottoman n'est pas convié à cette conférence puisque la Roumanie refuse leur présence car les pourparlers ne concerne que les alliés exclusivement. Enfin, le nouveau ministre de la finance bulgare, Dimitur Tonchev, est envoyé à la conférence de paix. Tout d'abord, un armistice de cinq jours est accordé à compter du 31 juillet. Ensuite, la Bulgarie accepte la concession du sud de la Dobroudja à la Roumanie, qui de fait, l'était déjà depuis mi-juillet. En revanche, les règlements entre la Bulgarie et ses anciens alliés sont plus difficiles à achever. En effet, chacun des partis souhaite la plus grosse part du gâteau : la Macédoine. Entre la Serbie et la Bulgarie, le problème se situe autour de la rivière du Vardar et de la vallée de la Struma. En fin de compte, la Serbie recevra le nord de la Macédoine, se partagera le Sandjak de Novi Pazar avec le Monténégro et accepte de laisser la ville de Štip à la Bulgarie<sup>61</sup>. En ce qui concerne la Bulgarie et la Grèce, le point de désaccord se situe sur le port de la mer Égée, Kavalla ; étant donné que la Bulgarie a perdu Salonique, elle réclame alors un port commercial et Kavalla est justement le centre d'une région riche en tabac. Or la Grèce refuse en faisant valoir qu'avant l'attaque des Bulgares le 29 juin, ils étaient prêts à

---

<sup>58</sup>Hall, *op. cit.*, p. 119

<sup>59</sup>Barby, *op. cit.*

<sup>60</sup>Hall, *op. cit.*, p. 123

<sup>61</sup>*Ibid.*, p. 124

concéder Kavalla et d'autres villes<sup>62</sup>. Or, maintenant, les Grecs victorieux ont toute légitimité à ne pas vouloir concéder ce port. En fin de compte, la Bulgarie ne recevra que Dedeagach (Alexandroupoli) comme ouverture sur la Mer Égée. Quant aux Monténégrins, pour avoir aidé les Serbes, ils espèrent avoir une bonne compensation dans le Sandjak de Novi Pazar, ce qui sera fait officiellement le 7 novembre lors de la signature d'un règlement de partage du territoire entre ces deux pays. Le Traité de Bucarest est donc signé le 10 août 1913 et se conclut par une division de la Macédoine en trois parties : la Grèce reçoit le sud de la Macédoine et la Crête lui est rattachée ; la Serbie reçoit une grande partie de la Macédoine avec toute la vallée du Vardar et cette fameuse « ligne litigieuse » promise à la Bulgarie d'après le traité de mars 1912. Quant à la Bulgarie, elle ne reçoit qu'une petite partie au sud-est de la Macédoine, le massif montagneux dit du Pirin qui est un ensemble formé par le Rila et les Rhodopes. C'est donc une double victoire pour les Grecs et les Serbes puisqu'ils ont acquis plus de territoires qu'ils ne pensaient, et en plus, la Bulgarie n'est plus la première puissance de la péninsule<sup>63</sup>.

### **Traité de Constantinople**

Le traité de Constantinople ne concerne que la Bulgarie et l'Empire Ottoman. Les pourparlers débutent le 6 septembre 1913 entre le Général Savov, Andrei Toshev et Rigor Nachovich d'un côté et Mehmed Talat Bey, Mahmud Pasha et Halil Bey de l'autre. Les Bulgares espèrent surtout pouvoir garder Kir-Killisé. Mais, la Bulgarie n'obtiendra que le nord-est de la Thrace. Le traité sera finalement signé le 30 septembre mais les négociations pour une alliance continue durant tout l'automne sans qu'un règlement définitif ne soit jamais signé. Par ce traité, la Bulgarie perd tous les territoires de l'est de la Thrace, là où elle a perdu nombres de soldats pendant la Première Guerre Balkanique et surtout, elle perd Andrinople<sup>64</sup>.

### **Conclusion**

Avec ce traité, la Bulgarie et l'Empire Ottoman entre dans une ère de détente entre eux qui durera jusqu'en 1918. Ces deux guerres balkaniques peuvent être vues comme des essais de tactiques et de matériels militaires par les Puissances, puisqu'en effet, alors que les Français fournissent des armes du Creusot aux Bulgares, les Allemands envoient des armes du groupe Krupp aux Serbes. De plus, c'est pendant ces guerres que les premières

---

<sup>62</sup>*Ibid.*, p. 124

<sup>63</sup>Cf annexe 5 sur les modifications territoriales entre les conférences de Londres et le traité de Bucarest

<sup>64</sup>Castellan, *op. cit.*, p. 375

tranchées sont creusées, et on sait très bien que la Première Guerre Mondiale s'est enlisée dans le temps par cette technique défensive. On retrouve aussi dans la Grande Guerre certaines tactiques offensives utilisées dans ces deux guerres comme par exemple, le fait de bombarder l'adversaire que ce soit par avions ou par plusieurs batteries d'artillerie, avant tout assaut et même pendant l'assaut. Selon Georges Castellan, on peut y voir aussi un prélude à la Grande Guerre parce que la Bulgarie, irrédentiste, veut récupérer la Macédoine aux Serbes, Thessalonique et la Thrace aux les Grecs et enfin, la Dobroudja du Sud aux Roumains<sup>65</sup>. Dix mois plus tard; la Première Guerre Mondiale éclatera ...

---

<sup>65</sup>*Ibid.*, p. 375



## **Partie 1**

### **Des guerres marquées par les atrocités et la violence**

## Chapitre 4 – Les atrocités commises

Nous étudierons dans cette partie la face sombre du conflit entre les alliés et les Ottomans, et pendant la guerre inter-alliés. En effet, les deux guerres balkaniques ne touchent pas seulement les armées, mais aussi les civils qui subissent toutes sortes d'atrocités. Nous allons énumérer ces dernières, d'après quelques sources historiques.

### *Les exactions contre les civils*

#### **Les pillages**

Le pillage est un acte de guerre qui existe depuis longtemps, et qui consiste à dépouiller un lieu de ses biens et de ses richesses tout en usant de la violence. Généralement, ces pillages sont accompagnés de viols et de destructions. Et ces deux guerres balkaniques n'ont pas été épargnées par ces actes ; nous citerons plusieurs exemples.

Tout d'abord, les lieux de cultes et administratifs ont été touchés par ces pillages. En effet, selon les Grecs font mention dans leur rapport que toutes les églises sont pillées et incendiées au passage des Bulgares ; même les vêtements ecclésiastiques, comme à Demir-Hissar<sup>66</sup>, où la métropole a été pillé avec sa croix en diamants, son évangélaire en or, ainsi que de l'argent qui y était caché. De plus, deux mosquées ont été pillées dont une a été transformée en église exarchiste, et l'autre en café-chantant. Le pillage est caché sous le nom de « réquisition pour l'armée », et les soldats pratiquent on peut dire, des dragonnades comme au XVII<sup>e</sup>s sous Louis XIV, ils rentrent dans les maisons et se servent, ils mangent, dorment, violent, pillent. A Stromnitza<sup>67</sup>, les officiers bulgares annoncent à leurs hommes qu'ils sont libres de s'enrichir en pillant, « sans crainte d'être repris par leurs supérieurs ».

A Andrinople, ville symbolique de l'Empire Ottoman, une enquête de la Commission Carnégie est faite car on y parle beaucoup d'atrocités bulgares. Or, selon la Commission, les pillages ont eu lieu après la prise de la ville par l'armée turque, et c'était l'œuvre de la populace Grecque et non des Bulgares<sup>68</sup>. On verra dans une autre partie

---

<sup>66</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913 : faits, rapports, documents, témoignages officiels*, Athènes, Sakellarios, 1914, p. 55-73

<sup>67</sup>*Ibid.*, p. 51-54

<sup>68</sup>Georges Lorand, *Les deux guerres et la atrocités balkanique d'après le rapport de la Commission Carnégie*, Bruxelles, Em. Rossel et fils, 1914

pourquoi certains accusent l'adversaire d'atrocités qu'il n'aurait en fait pas commis. Certains pillages sont cachés sous le terme de réquisitions on l'a vu ; par exemple, des troupes Serbes doivent partir vers l'ouest, vers Luma, mais ils n'ont pas de chevaux ; ils décident alors de réquisitionner 200 Albanais, forcés de porter 50 à 60 kilos chacun pendant 7 heures en pleine nuit. Beaucoup s'effondrent<sup>69</sup>. Dans un chapitre de Leo Freundlich, intitulé « la maraude serbe »<sup>70</sup>, il fait part de plusieurs pillages ; une grosse quantité d'objets de valeurs ont été volés à Strumica. Le major Ivan Gribić, commandant du 4ème bataillon du 14ème régiment serbe, rapporte 80 wagons en Serbie remplis de fournitures et de tapis ; parfois, les objets volés étaient aussi transportés par voie de mer jusqu'à Salonique puis transférés jusqu'à Belgrade. Étant donné que les troupes n'ont pas de provisions, elles se servent sur place, puis brûlent ce qu'elles ne prennent pas. Même des bancs antiques du gouvernement de Durrës sont « confisqués » et envoyés par navires en Serbie. Un homme, Dervish Hima, explique aux enquêteurs de la Commission qu'il ne peut planter les graines à l'arrivée du printemps car les Serbes leur ont tout volé, et que de toute façon, même s'ils avaient pu planter des graines, les Serbes les auraient détruites<sup>71</sup>. A Dédéagatsch, 150 *comitadji* bulgares arrivent dans la soirée du 19 novembre 1912. Une école de prêtres catholiques ont recueilli une trentaine de Turcs dans leurs bâtiments, mais des Grecs les ont dénoncés. Étant donné que les Pères refusent de livrer les Turcs aux irréguliers Bulgares, un des Turcs présent, Riza Bey, craignant une répression sur les Pères, se rend. Une fois dépouillé, il est tué à coup de baïonnette. Les *comitadjis* se retournent encore une fois vers les Pères, qui là, donnent leur caisse (environ 100 livres turque). Pendant ce temps, les habitants de Dédéagatsch, qu'ils soient Grecs ou autres, pillent les maisons turques, pendant huit jours, jusqu'à l'arrivée d'un croiseur français, le Jurien-de-la-Gravière. L'armée Bulgare arrive au même moment, avec le Général Gueneff ; les Pères courent sitôt s'y plaindre. Une enquête est ouverte et l'on retrouve 70 livres turques, mais l'argent sera réquisitionné pour élever un monument en l'honneur des soldats Bulgares morts<sup>72</sup>.

Comme nous pouvons le remarquer, le pillage est effectué quasi systématiquement, à chaque passage dans une ville ou juste avant de fuir la ville, par chacun des belligérants. Ces exemples ne sont pas exhaustifs, ce n'est qu'une partie de ce que l'on peut lire dans les sources. Rien n'est épargné si cela permet d'accroître sa richesse, même des sites religieux

---

<sup>69</sup> Leo Freundlich, *Albania's Golgotha. Indictments of the Exterminators of the Albanian People*; Vienne, 1913, p. 341

<sup>70</sup>*Ibid.*, p. 348

<sup>71</sup>*Ibid.*, p. 349

<sup>72</sup>Pierre Loti, *Turquie agonisante*, Paris, Calmann-Levy, 1913, p. 208-216

comme la mosquée de Selim II à Andrinople. Et généralement, ces pillages s'accompagnent d'incendies.

### **Les incendies et destructions**

L'incendie a deux principales fonctions : destructrice et meurtrière ; ce dernier point nous le verrons dans la partie sur les civils. Tous les rapports, documents, livres, font très souvent part d'incendies, toutefois, on retrouve peu de détails.

A Nigrita, au sud de Serrès, il ne reste que 49 maisons debout sur 1450, à Dimistri 97 maisons sur 115 sont brûlées, dont une école grecque<sup>73</sup>. Aux environs de Salonique, les villages musulmans sont brûlés par des troupes grecques<sup>74</sup>. L'enquête de la Commission Carnégie parle d'une destruction de ville préméditée<sup>75</sup> par les Grecs, à partir de la Seconde Guerre Balkanique. Aux alentours de Kilkish, ville située au nord de la région de Thessalonique, les Grecs auraient brûlés 40 villages bulgares pendant leur marche vers le Nord. En Albanie, 3 villages autour de Prizren sont totalement détruits, 27 villages de la région de Luma rasés à terre et les habitants sont tués, même les enfants<sup>76</sup>. Dans 29 villages aux alentours de Karadag (une montagne), 280 fermes albanaise sont brûlées. Pour assouvir leur « soif de sang », comme l'écrit Léo Freundlich<sup>77</sup>, les Serbes trouvent de nouvelles méthodes, consistant à bruler les villages et à massacrer les habitants qui tentent de fuir les flammes. L'incendie ici n'a pas que la vocation destructrice, mais aussi meurtrière<sup>78</sup>. Dans les environs de Kilkish et de Serrès, 52 bourgs et villages sont incendiés<sup>79</sup>. Et enfin, dernier exemple, à Serrès, qui paraît être le plus grand incendie de ces deux guerres : 4050 maisons sont détruites et plus de 1000 magasins ; et une centaine de personnes qui n'ont pas pu s'enfuir des zones incendiées, sont brûlées vives<sup>80</sup>.

Ces actes ont surtout eu lieu lors de la seconde guerre balkanique. Et la principale conséquence de ces incendies est la fuite des populations locales. Parfois, l'armée qui fuit une ville préfère la détruire par le feu plutôt que de la laisser à son ennemi. Cette fuite peut être un gage de survie, tout comme elle peut être une descente aux enfers avec les

---

<sup>73</sup>*Ibid.*, p.39

<sup>74</sup>Georges Lorand, *Les deux guerres et la atrocités balkanique d'après le rapport de la Commission Carnégie*, Bruxelles, Em. Rossel et fils, 1914

<sup>75</sup>*Ibid.*, p.46

<sup>76</sup>Freundlich, *op., cit.*, p. 343 et cf lettre d'un militaire serbe p. 72-73 de ce mémoire

<sup>77</sup>*Ibid.*, p. 346

<sup>78</sup>*Ibid.*, p. 345-346

<sup>79</sup>Pierre Loti, *Turquie agonisante*, Paris, Calmann-Levy, 1913, p. 190

<sup>80</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913 : faits, rapports, documents, témoignages officiels*, Athènes, Sakellarios, 1914

séparations, la pauvreté, les maladies, la sous-nutrition. Le but de ces destructions est de vider la population rivale du territoire concerné. Ceci permet alors de légitimer démographiquement l'occupation de ce territoire<sup>81</sup>. A l'entrée d'une ville, l'armée se retrouve face à des destructions parfois massives mais elle doivent aussi souvent faire face à d'autres atrocités qui touchent directement les populations locales.

### ***Le sort des prisonniers (militaires et civils)***

Tout un chapitre est consacré au sort des prisonniers de guerre dans la Convention IV de la Haye de 1907, concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. Cette Convention a été signée par tous les États belligérants dans ces guerres balkaniques, la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et la Turquie et l'article que l'on doit retenir est l'article 4 du chapitre II des annexes, stipulant que les prisonniers de guerre doivent être traités avec humanité... Ce qui n'est pas toujours le cas.

### **Rançons**

En plus des pillages, des soldats ou des irréguliers prennent des prisonniers afin de les libérer contre une rançon, plus ou moins élevée selon la personne, ou pour simplement les dépouiller.

Dans les environs de Demir-Hissar, de nombreux Grecs se sont enfuis chez des paysans, mais certains se sont réfugiés chez des paysans bulgares. Par exemple, dans une maison bulgare, 9 réfugiés sont retrouvés, seul un étudiant réussit à s'enfuir tout de suite contre une rançon, les autres ont reçu des coups de sabre sur la nuque près d'une fosse ; 3 personnes ont survécu ...<sup>82</sup> D'après cette même source, le 3 juillet à Dédagatsch, le gouverneur de la ville convoque tous les Grecs dans la cour de la métropole. Huit cents Grecs sont alors venus. Ils ont été enfermés dans des écoles grecques, puis ils ont été convoqués pour l'encaissement des rançons pouvant être plus ou moins élevées selon la personne. Ceux qui ne pouvaient pas payer étaient envoyés comme prisonnier en Bulgarie.

A Serrès, le vice-consul d'Autriche-Hongrie et le vice-consul d'Italie nous font part de ce qu'ils ont vécu. Ainsi, M. Zlatkos , le 11 juillet 1913, était contraint par des soldats Bulgares, de sortir de chez lui avec sa famille et les 150 personnes qui se sont réfugiées

---

<sup>81</sup>Hugo Slim, *Les civils dans la guerre. Identifier et casser les logiques de violence*, Genève, Labor et Fides, 2009, p. 106

<sup>82</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913 : faits, rapports, documents, témoignages officiels*, Athènes, Sakellarios, 1914., p. 55-73

chez lui. Ils sont ensuite emmenés sur les montagnes puis menacés et enfin libérés contre de fortes rançons<sup>83</sup>. Pour M. Simantoff, le rapport parle de 600 réfugiés chez lui. Par chance, il a avec lui un jeune qui enseigne le bulgare, il réussit alors à éloigner les soldats qui approchaient en négociant des rançons<sup>84</sup>. Un dernier exemple est tiré du rapport Carnégie : à Portchassié, les maris sont emmenés en dehors de la ville, et les femmes devaient payer une rançon afin de libérer leur mari. Toutefois, même si des femmes ont payés cette rançon, tous les maris ont été enfermés dans la mosquée, et l'armée occupante (ici, les serbes) l'on fait exploser à l'aide de 4 bombes<sup>85</sup>.

Ceux qui ont la « chance » de payer leur rançon ont généralement la vie sauve, sauf pour ce dernier cas. Ce sont donc les plus riches qui peuvent alors s'enfuir, en laissant derrière eux leurs compatriotes. Nous pouvons en effet parler de « chance » pour ceux à qui on demande une rançon, car pour les autres, un autre sort risque de les attendre.

### **Mutilations et maltraitances**

D'après la convention de la Haye, relative au traitement des prisonniers, ces derniers doivent « être traités avec humanité. Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété. », selon l'article 4, chapitre II concernant les prisonniers de guerre. Et de plus, ils « seront traités pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés. » (art.7, chap.II). Or, nous allons le voir, ces deux articles ont rarement été appliqués.

Voici déjà trois exemples de civils, à Salonique, après l'ouverture des hostilités le 30 juin 1913 : le premier, Jovane Ratchkovits, est un autrichien, et il a été dénoncé par un espion comme étant un *comitadji* bulgare. Il est alors arrêté, questionné et enfermé avec 72 autres prisonniers bulgares pendant trois jours et trois nuits. Son passeport autrichien est déchiré. Envoyé à Trikéri dans les soutes d'un navire, ils sont nourris de biscuits et d'eau salée. Des prisonniers sont fusillés pendant le voyage<sup>86</sup>. Le second est un civil bulgare, riche, Spiro Souroudjiev, qui a été lui aussi envoyé à Trikéri. Sa femme a payé une rançon de 500 livres turques, mais son mari est décédé peu de temps après son retour, suite aux

---

<sup>83</sup>Journal *Le Temps*, 23/07/1913

<sup>84</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913, op., cit.*

<sup>85</sup>Rapport de la Commission Carnégie, dotation pour la paix internationale, *Enquête dans les Balkans, rapport présenté aux directeurs de la Dotation par les membres de la Commission d'enquête*, Paris, George Crès et Cie, 1914, p. 136

<sup>86</sup>*Ibid.*, p.178

sérvices qu'il a reçus<sup>87</sup>. Enfin, le vicaire de l'archevêché bulgare de Salonique, Eulogius, représentant de la cause nationale bulgare dans ce vilayet, est donc considéré comme un ennemi de l'hellénisme. Le 2 juillet 1913, il est emmené avec Lazarov sur le même navire, le *Marietta Ralli*. Athènes assure qu'il est « à la tête des *comitadjis* bulgares de Salonique, faisant feu contre les troupes grecques, lesquelles cherchaient à rétablir l'ordre ; Eulogius fut tué au moment où il tirait sur les Grecs ». Or, c'est faux : le soir, il est emmené sur un autre navire, *Catherine*. Là, il est battu, puis jeté à la mer, les soldats Grecs ont tiré trois coups de feu et le vicaire s'est noyé. Le caissier de la Banque Nationale de Bulgarie, Néboliev, le comptable de la banque, Yankov et le courrier, Iliev, connaissent le même sort<sup>88</sup>. Toutefois, des efforts sont fait concernant la nourriture. En effet, à Andrinople, les soldats bulgares reçoivent l'ordre du Général Savov, le 27 mars, de distribuer un quart de leur pain pour les prisonniers et les populations affamées. Mais, l'ordre n'est appliqué que les trois premiers jours en raison des difficultés de ravitaillement à la suite de la destruction du pont sur l'Ardar<sup>89</sup>.

On peut lire des témoignages de personnes de nationalités différentes qui ont vu des corps mutilés, des nez et des oreilles coupés sur certains hommes, des marques de tortures sur des blessés et même des yeux arrachés de citoyens désarmés<sup>90</sup>. Certes, il y a sûrement eu des mutilations diverses ; néanmoins, on ne peut parler de « trophées » comme on peut parfois le lire. En effet, aucune preuve n'a été apportée concernant des trophées retrouvés dans les poches de Bulgares. Ce qui peut paraître logique, en raison de l'odeur qui aurait été nauséabonde. De plus, en cas d'arrestation, les Bulgares les auraient jeté pour se débarrasser des preuves de leur culpabilité. Cette histoire de trophée ne serait donc qu'une légende<sup>91</sup>. On trouve l'exemple d'un instituteur, Démètre Gicina, directeur de l'école de Turia, qui a été appelé par une lettre officielle puis tué atrocement : on lui aurait coupé la langue, arraché les cheveux, coupé chaque veines, puis jeté le corps dans la rivière<sup>92</sup>. Ou encore, à Serrès, avant d'exécuter les prisonniers, les soldats leur infligent des supplices : on aurait retrouvé des femmes sans langue, des femmes enceintes éventrées, ou encore des cadavres avec des yeux arrachés<sup>93</sup>. Un soldat monténégrin dit à propos des lèvres et des oreilles coupées que « c'est une ancienne coutume nationale. Comment un soldat peut il

---

<sup>87</sup>*Ibid.*, p.179

<sup>88</sup>*Ibid.*, p. 180

<sup>89</sup>*Ibid.*, p. 94

<sup>90</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913, op., cit.*, p. 18-38

<sup>91</sup>D'après G. Lorand dans *Les deux guerres et la atrocités balkanique d'après le rapport de la Commission Carnegie*, Bruxelles, Em. Rossel et fils, 1914

<sup>92</sup>Pierre Loti, *Turquie agonisante*, Paris, Calmann-Levy, 1913, chapitre XXI

<sup>93</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913, op., cit.*

prouver son héroïsme au haut commandement si il n'apporte pas de nez ? Bien sûr nous coupons les nez : nous l'avons toujours fait »<sup>94</sup>. Toutefois, on peut retrouver des cadavres dont les yeux sont manquants et les lèvres déchiquetées, on peut penser à des mutilations. Or, parfois, étant donné que les corps peuvent rester longtemps sur place, les oiseaux s'occupent des yeux, et le soleil brûle les lèvres<sup>95</sup>.

Ces atrocités, ces mutilations, marquent profondément et durablement la population civile qui les a subis. Rappelant incessamment ces événements, les blessés et mutilés demeurent à vie les porteurs des messages de leur exécutants ...<sup>96</sup>Après la rançon et les mutilations, un dernier sort peut être réservé à certains prisonniers.

### **Abattus**

Plusieurs possibilités poussent les soldats à tuer les prisonniers, alors qu'ils ne sont pas dans leur droit, mais la guerre est le mot d'excuse de tous les vices.

Aux alentours de Nigrita, à Dimistri, les Bulgares, n'ayant pas réussi à prendre la ville fin février, ils emmènent 10 otages. Ils sont torturés et tués puis jetés dans un fleuve<sup>97</sup>. A Doïran, l'évêque Polyani Photius et 27 citoyens de la ville sont enlevés par les Bulgares et d'après le rapport, ils sont tous disparus, sauf l'évêque, qui a été délivré avant son exécution, par l'armée roumaine, mi-juillet<sup>98</sup>. Un dernier exemple tiré de cette même source, à Demir-Hissar, le 25 juin à 15h, plusieurs habitants sont arrêtés et emmenés près d'une fosse nouvellement creusée, ils ont tous été tués à coups de baïonnette, mais un homme a survécu, Tsatalzinos, 32 ans. Il a été percé de 7 coups de baïonnette, il s'est alors évanoui et est donc laissé pour mort. Toutefois, il a demandé au tzigane chargé de recouvrir les corps, de lui laisser la tête hors de terre contre une forte récompense dès qu'il se sera enfui<sup>99</sup>. Le rapport fait part ponctuellement de faits racontés par des survivants, avec leur photographie, créant de la pitié et de la sympathie de la part du lecteur envers les Grecs, qui apparaissent comme des victimes, mais très courageux.

Mais l'exécution de prisonniers de guerre n'est pas le seul fait des Bulgares. En effet, des lettres de soldats Grecs ont été retrouvées, et dans certaines de ces lettres, des soldats se vantent de n'avoir laissé en vie que 41 prisonniers sur 1200 faits à Nigrita après

---

<sup>94</sup>R.C Hall, *The Balkan wars 1912-1913, Prelude to the First World War*, Londres, Routledge, 2000, p.136

<sup>95</sup>*Ibid.*, p. 136

<sup>96</sup>Hugo Slim, *Les civils dans la guerre. Identifier et casser les logiques de violence*, Genève, Labor et Fides, 2009, p. 85-90

<sup>97</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913, op., cit.*, p. 39

<sup>98</sup>*Ibid.*, p. 49-50

<sup>99</sup>*Ibid.*, p. 55-73



la prise de la ville<sup>100</sup>. A Stroumnitza, le commandant de la garnison serbe fait défiler les prisonniers turcs, et un vote est fait pour savoir si le prisonnier peut recevoir un « certificat l'autorisant à vivre » : seulement 1 prisonnier sur 10 l'obtient et est épargné, les autres sont dépouillés puis tués<sup>101</sup>. Une autre source cite un Général Serbe, qui aligne une centaine de prisonniers en 2 rangs, près de Kratovo, et les exécute. Il aurait dit « cette couvée doit être exterminée pour que les Autrichiens ne retrouvent jamais leurs Albanais adorés »<sup>102</sup>. Le docteur Leonte, un Roumain, rapporte dans un journal de Bucarest, le *Adevărul* le 6 janvier 1913, ce qu'il a vu : une centaine de prisonniers musulmans sont forcés de marcher une centaine de kilomètres ; lorsqu'ils s'effondrent de soif ou de faim au bord de la route, ils sont tués<sup>103</sup>. Une Dame Autrichienne, qui écrit à son frère, raconte que des musulmans, dont leur seul crime est de l'être, ont été emprisonnés une nuit, puis réveillés, dépouillés, attachés 3 par 3 et maltraités. La première nuit, 39 prisonniers ont été exécutés, la seconde 15, et ainsi de suite<sup>104</sup>. A Makri et à Dédéagatsch, 600 prisonniers turcs auraient été massacrés. Enfin, dernier exemple, lors de l'évacuation d'Andrinople par les Bulgares, face à l'avancée de l'armée turque, 200 prisonniers turcs sont emmenés. Les blessés et les malades sont tués sur la route. Quant aux autres, ils sont divisés en 3 groupes, puis on leur a annoncé qu'ils sont libres : dans leur course vers la liberté, les officiers bulgares ont ordonné de tirer, il y eut seulement 10 survivants qui faisaient semblant d'être mort<sup>105</sup>.

Enfin, dans le rapport de la Commission Carnégie, toute une liste de fait outrageants envers des prisonniers Serbes, blessés ou non, par les Bulgares sont cités ; on va retenir quelques uns de ces faits. La liste est introduite par une phrase « outrager le mort ou torturer le vivant »<sup>106</sup>. A l'issue des combats près de Trogartsi, des cadavres serbes sont retrouvés avec leur pénis coupé dans la bouche ; près de Dragovo, un cadavre de soldat serbe est lié par du fil de fer à un pilier et rôti, et l'on retrouve ce scénario plusieurs fois, à Kara-Hazani par exemple. Le 30 juin 1913, des prisonniers serbes sont jetés en l'air et reçus sur les baïonnette ; on peut voir aussi plusieurs exemples de soldats mutilés puis tués<sup>107</sup>.

---

<sup>100</sup>Lorand, *op. cit.*

<sup>101</sup>*Ibid.*

<sup>102</sup>Freundlich, *op. cit.*, p. 348 et p. 351

<sup>103</sup>*Ibid.*, p.349

<sup>104</sup>Loti, *op., cit.*, chapitre XVI

<sup>105</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913, op., cit.*

<sup>106</sup>Rapport de la Commission Carnégie, dotation pour la paix internationale, *Enquête dans les Balkans*, Paris, George Crès et Cie., p.126- 127

<sup>107</sup>*Ibid.*

Ainsi, un prisonnier, selon sa situation et l'humeur de ceux qui le détiennent, peut au mieux être dépouillé de ses biens, au pire, se faire torturer et tuer. Néanmoins, cela peut aussi arriver à des civils qui ne se sont même pas fait constituer prisonniers, comme le dit Georges Lorand, « la dure loi de la guerre permet l'exécution de civils saisis les armes à la main » ou même sans les armes ...

### ***Les malheurs de guerre***

Ce qui apparaît de plus en plus dans les guerres et qui caractérisera tous les conflits du XX<sup>e</sup>s, c'est bien l'atteinte aux civils, alors qu'auparavant, une guerre se déroulait qu'entre hommes de métier.

### **Les viols**

Le viol est un acte de violence qui accompagne régulièrement tous pillages et cela depuis toujours dans une guerre. Selon l'historien Fabrice Virgili, le viol peut avoir 3 significations différentes ; certains viols peuvent avoir une visée ethnique, d'autres un moyen d'affirmation de sa victoire après les combats, et enfin, le viol comme acte de torture. On le verra dans les exemples qui vont suivre, l'âge ou le statut social n'empêche rien puisqu'en effet, ces pratiques se font dans un contexte de violence et de haine envers une communauté, une ethnie. Le viol de guerre est un instrument d'épuration ethnique puisque les nombreuses naissances qui s'ensuivent brisent la cohésion ethnique de la communauté qui en est victime. Ce qui va suivre ne sont que quelques extraits tirés de différentes sources, décrivant les viols commis pendant les guerres balkaniques.

Dans le livre de Henry Barby<sup>108</sup>, on nous fait part de plusieurs viols vérifiés, d'après l'auteur, par une commission internationale (la Commission Carnégie) arrivée le 15 juillet dans la région de Knjaževac, près de la frontière bulgare : « des fillettes de 14 à 15 ans, à peine nubiles, doivent, sous la menace de la mort, s'abandonner aux fantaisies lubriques de véritables escouades de satyres. Une paralytique de 90 ans, [...] est violée par des soldats ivres ! Une septuagénaire [...] subit le même sort. Ailleurs, c'est une femme dont la maternité est imminente qui doit se plier à des pratiques d'un répugnant sadisme ». Ici, en trois phrases, l'auteur nous montre que toutes femmes se trouvant sur le chemin des bulgares - mais pas seulement eux - ne sont pas épargnées par des viols d'une extrême violence, selon les propos de l'auteur comme « satyres », ou encore « répugnant sadisme ». Nous devons faire attention de ne pas prendre les sources au pied de la lettre, puisque ce

---

<sup>108</sup>Henry Barby, *La Guerre Serbo-Bulgare*, Paris, Grasset, 1914, p.263

sont des écrits contemporains aux faits et ils ne sont pas impartiaux. En effet, Henry Barby nous fait comprendre rapidement qu'il prend parti du côté Serbes et attaque donc les Bulgares à travers son ouvrage en décrivant seulement les atrocités commises par ces derniers.

Dans le rapport de M. Maschkov<sup>109</sup>, correspondant de guerre du journal russe *Novoyé Vrémya*, voici ce que nous dit le journaliste concernant Andrinople, fuit par les Bulgares face à l'avancée de l'armée turque le 21 juillet : « Ce que les femmes d'Andrinople ont supporté dépasse toute imagination. On violait Grecques, Juives et Arméniennes. Naturellement, on s'acharnait surtout sur les femmes Turques. Ni position sociale, ni âge n'était respecté. [...] Le Mufti d'Andrinople, Ahmed Nôuri, vieillard respectable m'a raconté ce qui suit : [...] Vis-à-vis de sa maison habitait avec ses deux filles la femme d'un major Turc prisonnier en Bulgarie. Une heure après le coucher du soleil on entendit partir de cette maison des cris stridents de femmes désespérées [...]. Mufti envoya au secours de ces femmes un soldat bulgare que les autorités militaires lui avaient envoyé pour garder sa maison mainte fois violée. Un moment après le soldat retourna et déclara avec indignation que les soldats Bulgares violent ces trois femmes, mais qu'il ne peut rien car on menace fusil en mains de le tuer lui-même ». Un autre exemple est cité concernant une servante de 16 ans et la fille d'un riche propriétaire juif<sup>110</sup>. Comme l'auteur l'annonce dans son rapport concernant les viols de toutes femmes( « Ni position sociale, ni âge n'était respecté »<sup>111</sup>), il a donc choisit deux exemples précis où l'on retrouve ces caractéristiques : des viols de femmes plus ou moins jeunes, de différentes ethnies ou religion et de différentes catégories sociales. Chaque exemple utilisé dans les sources sont là pour appuyer des arguments contre l'adversaire.

D'autres exemples, tirés du rapport fait par les Grecs<sup>112</sup> après la guerre, font état de plusieurs viols aussi. D'après un télégramme envoyé au gouverneur général de la Macédoine, il stipule que « nombre de jeunes filles et de femmes ont été déshonorées »<sup>113</sup>. A Demir-Hissar, « la fureur et l'impudeur des officiers bulgares en vint à ce point, que dans la maison de Yannaki Dalambira, où s'étaient réfugiées nombre de femmes et de jeunes filles des meilleures familles de la ville, ils n'eurent pas honte après leur avoir extorqué 200

---

<sup>109</sup>Rapport de M. Maschkov, correspondant de guerre du journal *Novoyé Vrémya*, *Les atrocités des Bulgares en Thrace, par le comité de la défense nationale*, septembre 1913, p.8-9

<sup>110</sup>*Ibid.*, p. 9

<sup>111</sup>*Ibid.*, p. 8

<sup>112</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913 : faits, rapports, documents, témoignages officiels*, Athènes, Sakellarios, 1914

<sup>113</sup>*Ibid.*, p. 74

livres contre la promesse de ne pas les toucher, de procéder à des fouilles sur leurs personnes de la manière la plus indécente, [...]. Ils ne s'en tinrent pas là ; ils s'emparèrent sous les yeux des autres femmes d'une jeune fille nommée Agatha Thoma, dans l'intention la plus infâme, [...]. Les officiers ayant accompli leur affreux attentat sur la malheureuse restée entre leurs mains, se mirent à la poursuite des fugitives. Cinq autres jeunes filles de bonne famille, dont les pères avaient été tués, subirent les mêmes horribles outrages, mais nous taisons leurs noms, parce qu'elles ont survécu ... ».<sup>114</sup> Dans ce rapport, nombre d'allusions sont faites sur ces viols, et il en conclut que c'est systématique dans chaque village et ville que les Bulgares traversent. Toutefois, nous le verrons plus loin, il est rédigé après l'enquête de la Commission Carnégie, qui ne dispense pas les Grecs d'avoir commis eux-aussi des atrocités, d'où l'impartialité peut là aussi parfois faire défaut.

Dans le recueil de lettres de Pierre Loti<sup>115</sup>, il nous relate aussi des viols, mais exclusivement sur des turques : « les chrétiens ont dévalisé les maisons turques, [...], puis violant femmes et jeunes filles », « [...] les autres violaient femmes et filles et ce sont des chrétiens ! » Ici, Loti ne fait pas de distinction entre les Serbes, les Bulgares et les Grecs et compare cette guerre (la première guerre balkanique donc) comme une croisade, chrétiens contre musulmans, la Croix contre le Croissant. Et il rajoute « Inutile de dire que toutes ces victimes sont turques »<sup>116</sup>. Alors, à en croire Loti, lors de la Première Guerre Balkanique, aucune atrocité n'est l'œuvre que d'un seul peuple, mais bien de tous les belligérants, réunis sous le drapeau de la chrétienté. Cela déplait à Henry Barby, qui reproche à Loti de confondre justement « Bulgares, Serbes et Grecs dans l'appellation de 'balkaniques' [...] les englobant dans la même réprobation, 'massacres chrétiens' »<sup>117</sup>

Enfin, nous allons voir dans une dernière source ce que l'on peut lire sur ces viols. Dans le livre de George Lorand<sup>118</sup>, l'auteur, se faisant le défenseur des Bulgares, nous décrit les atrocités commises par les Grecs et vérifiées par la Commission Carnégie, supposée impartiale. Par exemple, dans la région d'Arkanjeli, malgré le fait que les Bulgares les aient accueillis avec le drapeau grec, du pain et du fromage, ils pillent les villages alentours et les incendient, mais aussi les paysans sont massacrés et les femmes violées. On retrouve ce même « rituel » comme le dit Lorand, à travers le témoignage d'Anathase Vanov à Kourtchevo où il voit six femmes se faire violer sous ses yeux.

---

<sup>114</sup>*Ibid.*, p.78-79

<sup>115</sup>Pierre Loti, *Turquie agonisante*, Paris, Calmann-Levy, 1913

<sup>116</sup>*Ibid.*, p. 218

<sup>117</sup>Barby, *op. cit.*, p. 269

<sup>118</sup>Lorand, *op., cit.*,

L'auteur ici rapporte des faits examinés et vérifiés par cette Commission internationale, mais il ne fait part que des atrocités grecques puisqu'il le dit lui-même, il se fait « l'avocat de la nation bulgare ». Dans le rapport de la Commission Carnégie, de nombreux cas de viols sont cités, on ne va en citer qu'un ou deux. A Haskovo, trois femmes se sont jetées dans un puits après avoir vu le meurtre de leur fiancé : les Turcs les récupèrent, deux étaient mortes, mais la troisième a « seulement » la jambe cassée, elle est violée par deux Turcs<sup>119</sup>. Sultana Balacheva, une femme de 90 ans, est violée par 5 Turcs. Et cela, on le retrouve dans tous les villages où l'armée turque passe lors de la seconde guerre balkanique<sup>120</sup>. Quant les viols sont pratiqués à la vue de tous, cela peut paraître être un moyen d'affirmer la toute puissance de l'ennemi, selon Charlotte Lindsay<sup>121</sup>. Mais cela peut être aussi une tactique de terreur pour faire fuir la population.

On l'a vu, toutes les sources font état de viols durant les deux guerres balkaniques. Que ce soit un acte d'assouvissement violent de la pulsion sexuelle masculine, d'humiliation, un acte de purification ethnique, de « dénationalisation » d'un peuple en introduisant le gène du conquérant, de torture, ou « simple plaisir de guerre », dans tous les cas, cet acte se retrouve de chaque côté dans la dénonciation des atrocités commises par l'adversaire. En plus de ces viols, ces femmes sont généralement les témoins des massacres de leur mari, et elles-mêmes aussi peuvent se faire massacrer, ou succomber aux sévices de leur viol.

### **Les massacres**

Un massacre désigne un déchaînement de violence extrême à l'égard de civils sans défense. Et cette violence peut prendre plusieurs formes, il n'existe pas un seul rituel de massacre, mais chaque individu ou groupe d'individu à une manière, une façon de tuer qui lui appartient, et pouvant être plus ou moins cruelle comme nous allons le voir dans les exemples qui vont suivre. Le contexte de guerre entraîne une tolérance vis-à-vis du massacre des populations civiles en cas de résistance, et on le verra, cette tolérance peut être manipulée par ceux qui pratiquent ces massacres afin d'organiser des tromperies, comme des promesses de protection, des offres d'asiles, mais généralement, les ordres sont contraires...

---

<sup>119</sup>Rapport de la Commission Carnégie, dotation pour la paix internationale, *Enquête dans les Balkans*, Paris, George Crès et Cie., p. 113

<sup>120</sup>*Ibid.*

<sup>121</sup>Marie Vlachova, Léa Biaison (dir.), *Les femmes dans un monde d'insécurité. Violence à l'égard des femmes. Faits, données, analyses*, Genève, La Martinière, 2007

Dans l'ouvrage de Freundlich, certains subterfuges sont créés pour pouvoir tuer des civils, dans les règles de la guerre, c'est-à-dire, comme on la vue auparavant, en cas de résistance. Voici 2 anecdotes : une femme, son fils, un autre de ses parents et deux hommes d'un village voisin ont pris la route pour aller à Prizren, avec un laissez-passer du poste de commandement du Général Janković. Le groupe de 5 albanais arrivent à Suni, située à 4 heures de route à pieds, ils sont alors défaits de leur possessions et les 4 hommes sont attachés, puis jetés dans une fosse et abattus. Le femme restante, devant la mort de son fils supplie les soldats pour être abattue, mais les soldats serbes préfèrent l'attacher à un arbre du lundi au vendredi et ensuite, ils l'emmènent à Prizren. Elle y est enfermée une nuit et présentée au Général Janković le lendemain. Ces hommes ont été abattus car un soldat montra à un officier un morceau de pain avec des balles Mauser cachées dedans ; or, ce sont bien les Serbes qui avaient mis ces balles dans cette niche de pain pour faire croire à un passage clandestin de munitions et pour légitimer le fait qu'ils aient tué ces hommes. En fin de compte, la femme sera envoyée dans un couvent se faire soigner<sup>122</sup>. On retrouve un autre exemple de ce genre, toujours à Prizren, un boulanger survit car il offre de la nourriture aux troupes serbes. Un jour, un sergent demande du pain pour sa troupe mais il oublie son fusil dans la boulangerie. Plus tard, des soldats serbes entrent dans la boulangerie et arrêtent le boulanger pour possession d'armes illégales. Au tribunal militaire, il est exécuté. Alors, le frère du boulanger recherche le sergent, l'emmène au tribunal de police où il reconnaît qu'il avait bien oublié son fusil dans la boulangerie. Les deux hommes sont battus et chassés. 10 jours plus tard, la mère du boulanger en cherchant son fils disparu, retrouve son cadavre hors de la ville et elle n'obtient jamais l'accord pour offrir à son fils une sépulture chrétienne : le corps a été brûlé sur place<sup>123</sup>.

Dans d'autres sources, on retrouve encore certaines stratégies pour tuer le plus de personnes. Par exemple, dans le recueil de Pierre Loti, des Turcs ont tués 2 soldats Bulgares à Serrès lors de l'entrée de l'armée victorieuse dans la ville. Les supérieurs bulgares ont alors donné le signal d'un carnage qui dura 24 heures. L'auteur écrit que 1 500 musulmans ont été tués dans ce massacre, et les Juifs n'ont pas été épargnés non plus<sup>124</sup>. Or, on ne retrouve pas cela dans le rapport de George Lorand. Pour lui, certes les autorités bulgares sont responsables des massacres turcs à Serrès. Toutefois, il ajoute que la garnison bulgare présente dans la ville et l'administration en place redoutaient une révolte ; alors ils

---

<sup>122</sup>Leo Freundlich, *Albania's Golgotha*, p.342

<sup>123</sup>*Ibid.*, pp.342-343

<sup>124</sup>Loti, *op. cit.*, p.204-208

ont lancé un massacre, commis par les *comitadjis*, et la Commission donne le chiffre de 200 victimes.... Il retranscrit aussi un événement, qui s'est déroulé à Boulgar-Keuï, qui signifiait « village bulgare », dont la Commission Carnégie assure l'authenticité des sources. Dans ce village se dégage une certitude d'extermination complète de la population bulgare par les autorités militaires turques, suivant un plan : tout d'abord, le village est pillé, les Turcs reprenant ce qu'il leur « appartenait ». Ensuite, un ordre est donné aux hommes d'aller à l'extrémité du village pour leur donner des instructions. 350 hommes du village y vont et ils se font quasiment tous tués dans la fusillade, seulement 4 personnes se sont sauvées, et ont pu donc raconter cela. Puis, les Turcs annoncent qu'ils ne tueront plus ; alors progressivement, les hommes qui n'ont pas suivi l'ordre la première fois et qui ont fui, sont revenus, et alors la fusillade repris<sup>125</sup>. On retrouve le même scénario à Haskovo. Dans le rapport fait par les Grecs, ce type de massacre est aussi évoqué<sup>126</sup>. Le 25 juin 1913 est renommé « le jour du martyr » à Demir-Hissar. En effet, à cette date, à 10 heures du matin, les soldats bulgares annoncent la paix et invitent les habitants à sortir, or, ceux qui sortent sont égorgés. Néanmoins, il ne faut pas croire que tous les massacres qui ont lieu lors de ces guerres balkaniques ont recours à ses subterfuges. On retrouve aussi des personnes brûlées vives lors d'incendie : 100 personnes sont décédées dans les incendies à Serrès, et 470 lors de l'incendie de Nigrita d'après le maire. Toujours dans ce rapport, les *comitadjis* bulgares à Kiourkiout, aux alentours de Kir-Kilissé, ont enfermé environ 700 hommes dans une mosquée, les femmes autour étant les témoins de ce spectacle : ils mettent le feu à la mosquée, et les hommes qui tentent de fuir sont tués au fusil<sup>127</sup>. A Planitza, les femmes sont brûlées vives sur la place publique<sup>128</sup>. De plus, on voit plusieurs fois la mention de métropolitain tué ; en effet, selon certains témoignages rapportés, les prêtres sont forcés de célébrer les messes avec les prêtres exarchistes bulgares, sinon ils sont enfermés voire tués, comme par exemple Papa-Christos, curé du diocèse de Dydimotique, ou encore le Diacre du métropole d'Héraclée, tué par un officier bulgare pour ajuster le tir de son arme<sup>129</sup>. On retrouve cela un peu partout d'après cette source, comme à Demir-Hissar où le métropolitain de Méléniko est conduit avec un notable sur une petite place hors de la ville où ils sont frappés et percés de coups de baïonnettes. De plus, les soldats déshonorent les cadavres en les insultant et en arrachant leur barbe et leurs cheveux. Après le feu, l'eau puisqu'en effet,

---

<sup>125</sup>Lorand, *op. cit.*

<sup>126</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913 : faits, rapports, documents, témoignages officiels*, *op. cit.*

<sup>127</sup>*Ibid.*

<sup>128</sup>*Ibid.*

<sup>129</sup>*Ibid.*

des cadavres sont retrouvés à la fois dans certains fleuves, mais aussi dans des puits ; par exemple à Raïnovo, le puits est rempli de cadavres, mais il n'est pas précisé s'ils étaient déjà morts avant d'être jetés dans le puits ou s'ils sont morts dedans<sup>130</sup>. Et d'après le chef d'état major grec Dousmanis, les Bulgares ont empoisonné l'eau des puits en y jetant des cadavres morts du choléra, dans la vallée du Strymon, qui est le point de passage quasi unique entre la Grèce et la Bulgarie. A Andrinople, à l'annonce de l'arrivée des Turcs, les Bulgares prennent une quarantaine de prisonniers Grecs qui auraient armé les Turcs pendant la fuite de l'armée Bulgare d'Andrinople. Ils les lient quatre par quatre « on leur dit qu'on les emmenait en Bulgarie, mais quand la troupe arriva au voisinage du pont établi sur l'Arda, on leur cria 'Courez vite, le train approche' ». Les prisonniers franchissent alors le pont, puis ils sont mis en ligne et on les poussent tous dans la rivière. Ceux qui lèvent la tête au dessus de l'eau se font tirer dessus. Il n'y a qu'un seul survivant, Pandéli, qui réussit à se délier les mains et à se laisser aller par le courant en se faisant pour passer pour mort<sup>131</sup>. On repêche 44 victimes de l'eau.

George Lorand quant à lui fait part des atrocités commises par les Grecs, afin de pointer du doigt que les Bulgares ne sont pas les seuls fautifs. Par exemple, un « homme d'honneur » connu de la Commission Carnégie affirme que 200 civils Bulgares sont tués à Ghevgheli<sup>132</sup>. De plus, la Commission a pu lire des lettres de soldats Grecs, puisque des sacs postaux sont capturés par les Bulgares à Dobrinitché fin juillet. Ces lettres, authentifiées, rappellent tout ce que l'on a dit précédemment : des soldats racontent en effet avoir brûlé tous les villages bulgares ; certains se vantent même d'avoir exterminés des prisonniers de guerre comme on l'a vu plus haut : « sur 1200 prisonniers faits à Nigrita, il n'en reste que 41 en prisons », « nous n'avons pas laissé une seule racine de cette race ». D'autres encore assurent avoir violé toutes les femmes, et la plupart insiste sur le massacre de non-combattants dont des femmes et des enfants. A Provishta, près de Kavalla, les Turcs accusent les bandes grecques et bulgares d'avoir tué 195 musulmans et extorqué de l'argent.

---

<sup>130</sup>*Ibid.*

<sup>131</sup>Rapport de la Commission Carnégie, dotation pour la paix internationale, *Enquête dans les Balkans*, Paris, George Crès et Cie., p. 104

<sup>132</sup>Lorand, *op. cit.*





FIG. 16. — Les victimes de la noyade de l'Arda.

Victimes de la noyade de l'Arda

Source : Rapport de la Commission Carnégie, Enquête dans les Balkans, Bruxelles, 1914

N'oublions pas dans cette liste, non exhaustive, la part des Turcs dans certains massacres. En effet, chaque belligérant a utilisé des Turcs autochtones et des bachibouzouks pour terminer le travail dans certaines villes et villages, comme dans les environs de Kilkish<sup>133</sup>. De plus, les Turcs prennent leur revanche lors de la Seconde Guerre Balkanique. On a vu les subterfuges utilisés à Boulgar-Keuï pour faire revenir les Bulgares et ensuite les massacrer ; mais en plus de cela, les Turcs vont de maison en maison pour trouver tous les hommes de plus de 16 ans et les tuer. La Commission évalue à environ 450 personnes massacrées sur 700 habitants dans ce village. Or, les Turcs ne sont pas seuls, ils recoivent de l'aide de la part des Grecs, et ses derniers violent les femmes<sup>134</sup>.

Dans l'ouvrage de Freundlich, tout un chapitre porte sur la mise en examen de l'extermination des Albanais par les Serbes, *Albania's Golgotha*. Dès lors, on retrouve une succession d'exemples de massacres, dont nous ne citerons que quelques passages, car ce serait trop long. Les auteurs de l'enquête parlent d'extermination ; par exemple, 300

<sup>133</sup> *Ibid.*

<sup>134</sup> *Ibid.*

Albanais d'une tribu de Luma ont été tués sans procès. Un officier Serbe aurait dit ouvertement « nous sommes venus anéantir les Albanais »<sup>135</sup>. Et de nombreuses pages font part de cela. Puis on retrouve plus loin que 400 hommes de Luma se sont rendus volontairement et sont exécutés par paquet de 40 à 60<sup>136</sup>. Entre Kumanovo et Skopje, 3000 personnes sont massacrées, près de 5000 lors de l'occupation de Prishtina. On parle même de chasse à l'homme : toujours à Skopje, si l'on trouve des armes chez quelqu'un le propriétaire est tué sur place, un officier se serait vanté d'avoir tué 9 Albanais en une journée de ses propres mains<sup>137</sup>. Autour de la ville, une fosse est déjà remplie d'une centaine de cadavres ; on retrouve 80 cadavres dans une fosse aussi à côté de Skopje à Vodno ; entre 20 et 30 cadavres par jour, sont jetés dans la rivière du Vardar, et on trouve 38 puits autour de la ville toujours, remplis de cadavres d'Albanais<sup>138</sup>. Dans cette enquête on retrouve aussi certain carnage : à Ferizaj, les Albanais, armés, résistent pendant 24 heures face aux Serbes. On a l'exemple d'une femme qui saisit le fusil de son mari qui venait d'être tué, et elle abat 5 Serbes avant d'être elle-même tuée. A la fin de ce carnage, on compte 1 200 Albanais tués. Puis, le commandant serbe invite les fugitifs à revenir et à déposer les armes. Plus de 400 personnes reviennent et se font massacrer<sup>139</sup> ... A Zalla, à l'ouest de Kruja, un Albanais tue un Serbe qui entre de force dans sa maison et qui assaille sa femme. Quant les Serbes arrivent sur les lieux du crime, le coupable s'est enfui. Ils massacrent alors tous les habitants en représailles, soit plus d'une centaine de personnes dont des femmes et des enfants, et ils rasent le village<sup>140</sup>. Près de Kumanovo, voici ce que dit un soldat Serbe : « La plupart des villageois qui ne pouvaient pas fuir se cachèrent dans leur grenier. Nous les enfumons, et quand leur maison est en feu, ils sortent de leur cachette comme des taupes, en criant et en demandant grâce. On les tuaient dès qu'ils passaient la porte, et nous réservions nos balles seulement avec les enfants, qu'on tuaient avec nos baïonnettes ». Plusieurs officiers prennent part à ce bain de sang, et ce n'est pas un exemple unique<sup>141</sup> : Prizren, surnommée « Kingdom of the death » par la population, connue elle aussi un bain de sang alors qu'elle n'offre aucune résistance ; dès les premiers jours de l'occupation serbe, on dénombre 400 morts. 30 fonctionnaires locaux sont tués pour être accusés de pro-autrichiens ; dans un village à côté, les femmes sont attachées

---

<sup>135</sup>Freundlich, *op. cit.*, p. 336

<sup>136</sup>*Ibid.*, p. 344

<sup>137</sup>*Ibid.*, p. 338

<sup>138</sup>*Ibid.*, p. 339

<sup>139</sup>*Ibid.*, p. 347

<sup>140</sup>*Ibid.*, p. 345

<sup>141</sup>*Ibid.*, p. 340

l'une à l'autre et elle se mettent en cercle, les soldats les abattent une à une, en s'amusant<sup>142</sup>. Les femmes et les enfants sont attachés comme des paquets de foin, et jetés au feu devant leur mari et leur père<sup>143</sup>.

Nous allons terminer par deux massacres décrits dans le livre de Lorand. Tout d'abord, le massacre de Doxato, ville grecque où l'on compte environ 600 victimes dont la moitié sont des civils en armes, et une centaine, des femmes et des enfants. Les faits sont racontés par le préfet de Dramas, M. Dobref. Les Grecs ont organisé un mouvement militaire d'environ une centaine d'hommes armés, dont Doxato est le centre. La provocation venant des Grecs, l'état-major bulgare sentant la révolte, attaque les insurgés. Le problème est que le capitaine confia les prisonniers Grecs aux paysans Turcs. Ces derniers, remplis de rancunes, vont piller et incendier la ville, et massacrer les prisonniers et des civils. Néanmoins, la responsabilité en revient aux officiers Bulgares puisque c'est eux qui armèrent les Turcs et leur laissèrent la garde. L'utilisation de bachi-bouzouks est une faute dont tout allié s'est rendu coupable. Les Bulgares ont décidé d'armer les Turcs car il étaient menacés par les colonnes grecques qui arrivaient aux alentours<sup>144</sup>. Le second massacre est celui de Serrès, la ville la plus importante de l'est de la Macédoine. Les autorités Bulgares sont persuadées qu'il y a des *andartes* (organisations d'insurgés) cachés. Alors ils procèdent à des arrestations. Quant le 5 juillet, la ville doit évacuer en hâte, les prisonniers sont massacrés. De plus, un escadron de cavalier bulgare parcourt la ville après l'évacuation afin de maintenir l'ordre, ils sont tous tués par des bandes grecques et des citoyens armés. Après la fuite de l'état major bulgare et de la garnison, l'archevêque Grec crée une milice et pourchasse la population bulgare, la pille et arrête environ 200 à 250 hommes qui sont emmenés au palais épiscopal. Là, les prisonniers sont dépouillés et envoyés dans une école de fille qui est dans les alentours où ils les enferment et les maltraitent, à coups de crosse. Ensuite, ils sont emmenés 2 par 2 au 1er étage où on les acheve. Ce massacre perdure jusqu'au 11 juillet, au retour de l'armée bulgare et de *comitadji* qui bombarde et incendie la ville<sup>145</sup>. La conclusion de la Commission Carnégie est de constater que ce massacre d'environ 200 Bulgares par les Grecs est d'une « révoltante cruauté », certes, mais que c'est la populace turque et grecque qui incendie et pille la ville pendant que les troupes combattent.

---

<sup>142</sup>*Ibid.*, p. 343

<sup>143</sup>*Ibid.*

<sup>144</sup>Lorand, *op. cit.*

<sup>145</sup>*Ibid.*

En fin de compte, Freundlich estime à 25 000 Albanais tués dans la région du Kosovo<sup>146</sup> ! Un rapport d'un docteur de la Croix Rouge affirme que partout en Albanie il y a des massacres sans pitié où les femmes, les enfants et les vieux ne sont pas épargnés et où des villages brûlent tous les jours<sup>147</sup>. Quant à Pierre Loti, il estime à 70 000 musulmans massacrés<sup>148</sup>. En reprenant ces deux estimations, nous sommes déjà à 100 000 personnes tuées, hors combats.

On peut dégager dans cette liste de massacres que chacun des belligérants prend part aux bains de sang. Ce ne sont pas les faits d'un seul pays, les Bulgares, comme certaines sources aimeraient nous le prouver. Ces actes de tueries visent souvent à sélectionner ou à éliminer une certaine catégorie de personnes au sein de la population civile. Certains exemples rappellent les massacres qu'il y a eut en Bosnie récemment. Par exemple, les forces serbes, sous le commandement du Général Ratko Mladic : lorsqu'elles arrivent à Srebrenica en juin 1995, elles séparent les hommes et les adolescents de leurs familles. Les Serbes les emmènent pour les garder comme prisonniers officiellement, mais en fait, ils sont emmenés dans une campagne isolée où ils sont exterminés<sup>149</sup>.

#### **Quelques autres exemples des plus sinistres, une propagande de guerre ?**

Dans ce paragraphe, nous verrons quelques exemples de cruautés commises sur les civils qui sont exceptionnelles puisque rarement faites de cette manière. Mais, il faut toutefois faire attention à la véracité de certains actes. En effet, pour la propagande de guerre, il faut le plus souvent perpétrer des atrocités inhumaines. Ceci permet de discréditer l'adversaire, d'en faire une armée sans pitié et cruelle, et à l'inverse en dénonçant ces cruautés, on se fait passer pour une armée humaine. D'où on retrouve parfois des récits ignobles. Voici quelques exemples : dans le recueil de lettres de Pierre Loti, un homme fait référence à des femmes éventrées<sup>150</sup> ; on retrouve cela dans le rapport grec, où à Doxato des soldats Bulgare parient sur le sexe du fœtus avant d'éventrer la femme enceinte ; ou encore, des soldats se lancent une jeune fille, et ils la rattrapent par leur baïonnette. En touchant aux enfants, on tente de rapprocher cela à la patrie, à un meurtre de la nation. On retrouve cela dans la Première Guerre Mondiale avec les mains coupées des bébés pour déshumaniser l'ennemi Allemand, et inversement, les Allemands dans leur

---

<sup>146</sup>Freundlich, *op. cit.*, p. 344

<sup>147</sup>*Ibid.*, p. 348

<sup>148</sup>Loti, *op. cit.*, p. 204-208

<sup>149</sup>Hugo Slim, *Les civils dans la guerre. Identifier et casser les logiques de violence*, Genève, Labor et Fides, 2009, p. 79

<sup>150</sup>Loti, *op. cit.*, chapitre IX

propagande de guerre font passer les Français pour des cannibales. Ici, c'est pareil, le rapport de Grèce tente de déshumaniser le Bulgare, et dès le début, on retrouve cela dans l'introduction, où il est fait référence à un peuple barbare qui n'a pas reçu d'influence civilisatrice de l'Europe malgré sa proximité<sup>151</sup> ... Et inversement, du côté des Bulgares on retrouve le thème du cannibalisme avec le « mangeur bulgare »<sup>152</sup> (cf p. 59). Ce thème viendrait d'un evzone grec (un montagnard) qui aurait attaqué un soldat bulgare et lui aurait mangé le visage. On retrouve bien là la spécificité de la propagande de guerre qui est de faire croire que « seul l'ennemi est coutumier de ces faits tandis que notre propre armée est au service de la population, même ennemie, et aimée d'elle »<sup>153</sup>. La criminalité déviante devient le symbole de l'armée ennemie, composée essentiellement de brigands sans foi ni loi, les *comitadjis*.

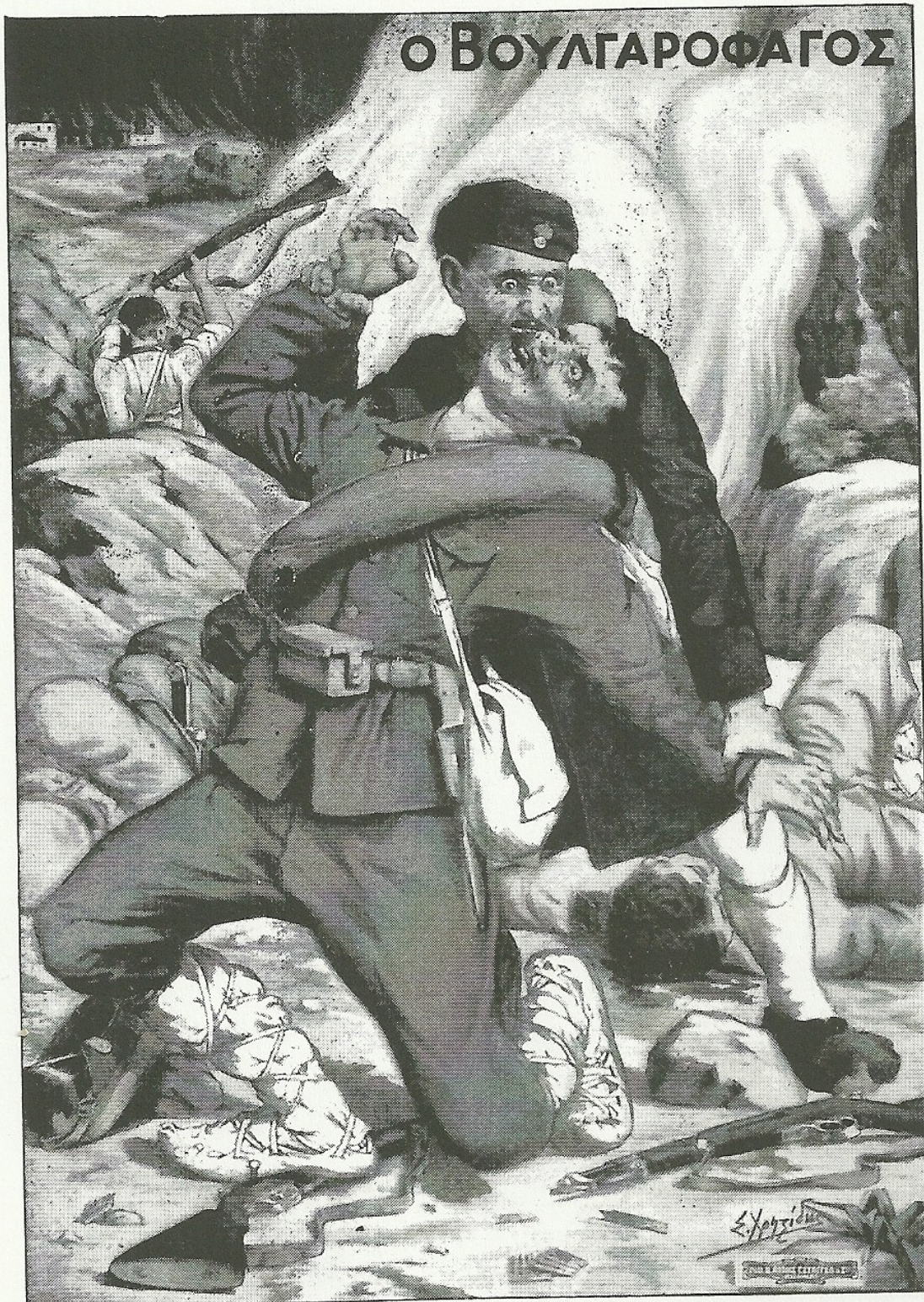
Ces deux guerres balkaniques ont en commun de ne pas faire la distinction entre les civils et les soldats, on l'a vu. Ces recours aux massacres, aux pillages et à la violence sont systématiques. Toutefois, ce ne sont pas des œuvres exclusives aux armées régulières, les nations elles-mêmes se battent entre elles, et s'entretuent. A travers ce thème de propagande que l'on vient d'évoquer, comment peut-on alors dégager la responsabilité des faits et leur véracité ?

---

<sup>151</sup> *Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913 : faits, rapports, documents, témoignages officiels, op. cit.* (introduction)

<sup>152</sup> Lorand, *op. cit.*

<sup>153</sup> Anne Morelli, *Principes élémentaires de propagande de guerre*, Bruxelles, Labor, 2006 d'après un livre de Arthur Ponsonby, *Falsehood in Wartime*, Londres, 1928



ΕΚΔΟΣΗ ΣΤΩ ΚΡΗΜΕΤΙΑΝΗΣ  
ΕΠΙ ΠΡΟΚΕΤΗ ΠΡΟΣ Τ  
ΑΘΗΝΑΙ

Το φλογισμένο πύλαρι που στη καρδιά μου βράζει  
Και μ' άγρια κορυφάτα θυμώ — Εκείνη που φωνάζει —  
Τότε, της Σοφίας τσεράτα θα κερφή, θα σβύσει  
Όταν αυτό το αίμα σας το μίσος μου πορφή!

Είσα άνωθεν έλεος έσπευσε  
Εκσυρταται μετ' τίν Νίσο

FIG. 12. — Image populaire grecque.

L'evzone grec

Source : Rapport de la Commission Carnégie, *Enquête dans les Balkans*, Bruxelles, 1914

## **Chapitre 5 – S'assimiler ou mourir**

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, plusieurs sources font état des massacres et des violences qu'il y a eu dans la péninsule balkanique pendant les Guerres Balkaniques. Ce sont des faits, rapportés généralement de façon brute. C'est pour cela que dans ce second chapitre, nous allons voir tout d'abord quelle est la part de chacun des belligérants dans ces atrocités. Est-ce que les hommes à la tête des États Balkaniques commanditent ces massacres ou non ? Nous verrons si des enquêtes sont demandées et la véracité ou non de certains faits. Puis, la seconde partie de ce chapitre sera consacrée au rapport de la Commission Carnegie, qui est supposé être une enquête sur les lieux des plus objective et impartiale, et donc nous allons voir ce que conclut le rapport sur ces atrocités ? Enfin, en dernière partie, nous nous demanderons quel était le but de ces massacres et de ces atrocités, et quelles mesures ont été mises en place pour pouvoir l'atteindre ?

### ***Les responsabilités de chaque belligérant***

Tout d'abord, nous allons voir, à travers les sources étudiées, si l'on peut dégager la part des responsabilités de chaque belligérant, plus particulièrement, si ces massacres sont commandités ou non par des hommes haut placés, pouvant aller du roi ou du tsar, jusqu'aux officiers de l'armée. Toutefois, certains renseignements paraissent contradictoires, à la fois sur l'origine et la conduite de la guerre. De plus, des bruits courent par rapport à des violations du droit des gens et des combattants. C'est pour ces deux dernières raisons en particulier, qu'une enquête, mentionnée dans la seconde partie de ce chapitre, a été menée sur les lieux.

### **Les Bulgares**

Quant on lit quelques sources de l'époque, on peut être amené à croire que les Bulgares ont commis les pires atrocités, les plus cruelles et « barbares ». Certes, ils ne sont pas exemptés de toutes suspicions, néanmoins, il faut faire la part des choses.

Au début de la première guerre balkanique, certes, les Bulgares ont commis certains dérapages envers les Turcs et les musulmans. D'après le rapport Grec, ces massacres suivent un plan préconçu, qui consiste d'abord à exterminer les musulmans, puis asservir tous les éléments non-bulgares se trouvant sur les territoires que veut occuper la

Bulgarie<sup>154</sup>. Puis l'exemple de Thessalonique est ensuite développé pour démontrer leur propos : certaines bandes bulgares mais aussi des soldats d'infanterie régulière et des officiers ont pillé, tué et violé. Une politique d'assimilation, envers les Grecs, est aussi décrite ; en effet, le clergé et le corps enseignant des communautés grecques sont aussi touchés par ces violences. La circulation dans les diocèses est interdite pour les prêtres phanariotes, certains sont même forcés de célébrer les messes et offices avec des prêtres bulgares. Quant aux instituteurs grecs, ils peuvent être soit expulsés, ou emprisonnés. Georges Lorand, qui se fait pourtant l'avocat de la nation bulgare, confirme que des excès pendant la première guerre sont commis sur les musulmans par les Bulgares<sup>155</sup>. Toutefois, il précise que des efforts ont été faits par l'administration bulgare pour mettre fin aux excès des bandes irrégulières à partir de janvier 1913. Une circulaire télégraphique, envoyée aux commandants et gouverneurs de Macédoine et de Thrace, ordonne une enquête sur les violences commises, en mettant en avant que l'honneur de l'armée est en jeu<sup>156</sup>. Mais, les archives de la Cour martiale de la Macédoine ont été perdues dans l'incendie de Serrès, il est donc difficile de savoir si les instructions ont bien été observées. Toutefois, les Turcs sont d'accord pour dire que ces excès ont lieu que dans les premières semaines de la première guerre balkanique<sup>157</sup>. L'effort bulgare pour châtier les excès sont considérables mais tardifs. Donc, on peut penser que les exactions commises dans les premières semaines de la guerre sont le fait de troupes irrégulières, mais il est difficile de croire qu'un programme d'extermination a été mis en place par l'État Bulgare, comme voudrait le démontrer le rapport grec.

Néanmoins, on peut attribuer trois épisodes de violence à la charge des Bulgares. Tout d'abord, Doxato est incendiée et des massacres ont lieu. Sur 2 700 habitants, on dénombre 600 victimes dont la moitié sont des civils en arme et une centaine sont des femmes et des enfants. Toutefois, il faut replacer l'évènement dans son contexte. La provocation vient des Grecs, qui donne l'exemple en massacrant des Turcs non-combattants et en attaquant un convoi bulgare<sup>158</sup>. L'État Major bulgare est donc dans son

---

<sup>154</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913 : faits, rapports, documents, témoignages officiels*, Athènes, Sakellarios, 1914

<sup>155</sup>Georges Lorand, *Les deux guerres et la atrocités balkanique d'après le rapport de la Commission Carnégie*, Bruxelles, Em. Rossel et fils, 1914

<sup>156</sup>Rapport de la Commission Carnégie, dotation pour la paix internationale, *Enquête dans les Balkans, rapport présenté aux directeurs de la Dotation par les membres de la Commission d'enquête*, Paris, George Crès et Cie, 1914, p. 61, cf annexe 6 sur les ordres du Général Savov pour arrêter les crimes contre les lois et coutumes de la guerre

<sup>157</sup>*Ibid.*

<sup>158</sup>*Ibid.*, p.65



droit de donner l'ordre d'attaquer, ce qui n'excuse pas, bien évidemment, les massacres qui ont lieu. De plus, « l'erreur » est faite de confier les prisonniers Grecs aux Turcs, remplis de haine.

Le second épisode indéniable que l'on peut attribuer aux Bulgares est l'incendie et les massacres de Serrès, dont les faits on déjà été relatés plus haut. Toutefois, on peut ajouter que la responsabilité en revient bien aux autorités bulgares et non à des bandes irrégulières. Enfin, Demir-Hissar, entre le 5 et le 10 juillet, est l'objet d'un sanglant carnage aussi. En effet, les Grecs de la ville, témoins du désordre de l'armée bulgare, prennent les armes et s'acharnent sur les Bulgares blessés, mais trop tôt. Dès lors, les Grecs subissent les représailles bulgares. Lors de l'arrivée de l'armée grecque, elle peut contempler une scène de carnage<sup>159</sup>. Dans la version grecque des faits, ils suppriment tout ce qui a trait à la provocation des habitants grecs ; et inversement, dans la version bulgare, on ne dit rien sur la manière dont les représailles sont menées. Ces trois épisodes sont les principaux griefs des Grecs à l'égard des Bulgares. Les autres faits restent généralement isolés.

Ensuite, les responsabilités de l'attaque du 29 juin sont difficiles à déterminer. En effet, cette attaque est lourde de responsabilités puisqu'elle met fin à l'alliance balkanique et rend caduc le traité de Londres de mai 1913. Pour comprendre cette attaque, il faut se remettre dans l'état d'esprit de l'époque. Le Traité de Londres de mai 1913 laisse aux alliés le découpage territorial de la Macédoine, en dehors de l'Albanie, dont les frontières seront définies par les Puissances. Or, on l'a vu, des dissensions éclatent entre les Bulgares et les Serbes, et entre les Grecs et les Bulgares. Mais la Bulgarie refuse toute concession et discussion, et légitime cela en remettant en avant le traité de mars 1912 qui fait mention d'un arbitrage par la Russie en cas de litige. Dans une lettre datant du 19 mai 1913 du Général Savov, généralissime des armées bulgares, adressée au président du conseil des ministres, Ivan Evstratiev Gueshov , il raconte que « la guerre avec les Serbes et les Grecs est inévitable. Toute concession faite à nos alliés affaiblis, provoquerait un vif mécontentement dans les rangs de l'armée ... On se demande qui aura l'hégémonie de la péninsule balkanique... Une guerre victorieuse tranchera définitivement cette question d'hégémonie en notre faveur... »<sup>160</sup>. Alors, même si l'ordre vient du Tsar Ferdinand, il a sûrement été influencé par le Général Savov.

---

<sup>159</sup>*Ibid.*, p.73

<sup>160</sup>D. Iancovici, *La crise balkanique 1912-1913*, Paris, Larose, 1916, p.193



FIG. 1. — Doxato : ruines.



FIG. 2. — Doxato : on retrouve les cadavres des victimes.

Photos prises à Doxato

Source : rapport de la Commission d'enquête Carnégie, Enquête dans les Balkans, 1914

Enfin, les atrocités commises pendant la guerre inter-alliés sont surtout commises par des irréguliers, en particulier en Thrace, par des populations abandonnées après le passage des armées. Toutefois, sur le théâtre des batailles entre les Serbes et les Bulgares, on peut relever plusieurs scènes outrageantes. Selon M. de Pennerum, dans son ouvrage intitulé *Quarante jours de guerre dans les Balkans*, la bataille sanglante qui se déroule dans la nuit du 29 au 30 juin est un moyen d'intimidation pour les Bulgares<sup>161</sup>. Sanglante en effet, puisque l'on compte 3 200 pertes humaines de chaque côtés. De plus, les « atrocités » auraient été ordonnées par les officiers ; dans un télégramme du général Savov datant du 17 juin 1913, il est dit de considérer les alliés de la veille comme leur ennemi et « qu'on frappe les adversaires de grands coups pour les forcer à être plus disposés à traiter plus facilement et à faire des concessions »<sup>162</sup>.

Néanmoins, des excès ont été commis par tous les belligérants, sans exception. Donc les Bulgares, comme les Serbes, les Grecs et les Turcs ne sont pas exemptés<sup>163</sup>.

### **Les Grecs**

Les excès des Grecs ont commencé le 4 juillet 1913 à Doxato, et ce sont accrus avec les événements à Serrès et Demir-Hissar. Le même jour, le 4 juillet 1913, l'armée grecque fait son entrée à Kukush, qui compte environ 13 000 habitants. La destruction de la ville aurait été préméditée selon l'enquête dans les Balkans, puisque, l'armée fouille chaque maison une par une, puis ils pillent, incendient chacune d'entre elles et violent des femmes au passage, alors que la population a fui avant l'arrivée des Grecs<sup>164</sup>. Les personnes n'ayant pas pu fuir se sont réfugiées à l'orphelinat catholique : on dénombre environ 400 personnes. 74 personnes ont été tuées, pour la plupart des vieilles femmes et des enfants. Par cet acte de destruction, l'armée grecque inaugure la seconde guerre balkanique par l'incendie systématique d'une ville bulgare<sup>165</sup>. Aux alentours, une quarantaine de villages sont brûlés, et l'armée grecque utilise des bachi-bouzouk pour terminer le travail de destruction. On retrouve, par exemple, ces incendies systématiques à Arkanjeli, où le village s'est soumis, mais qui est néanmoins pillé et incendié ; les troupes grecques se laissent aller à la luxure et des paysans sont tué froidement sans aucune provocation<sup>166</sup>. Même scénario à Kourtchevo et Gherman. Le 27 juillet 1913, les Bulgares ont saisi un

---

<sup>161</sup>rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 124

<sup>162</sup>*Ibid.*, p. 51

<sup>163</sup>Lorand, *op. cit.*

<sup>164</sup>rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 78

<sup>165</sup>*Ibid.*

<sup>166</sup>*Ibid.*, p. 81

bagage du 19ème régiment d'infanterie grec à Dobrinitché, avec entre autre, des sacs postaux. 25 lettres contiennent l'aveu formel des brutalités auxquels les Grecs se sont livrés, appuyant ce que l'on vient de dire<sup>167</sup>. Concernant Dédéagatsch, le massacre est exagéré par la presse, en l'attribuant aux Bulgares, alors que c'est l'œuvre de la population grecque et arménienne<sup>168</sup>. En effet, selon un rapport grec<sup>169</sup>, toutes les déclarations d'infamies doivent montrer le Bulgare comme accusé. D'où le fait que les accusations contre les Bulgares soient si nombreuses dans les déclarations signées au nom de la population grecque et publiées par les Jeunes-Turcs en août 1913.

Enfin, que s'est-il vraiment passé à Salonique ? Pendant l'occupation déjà, les relations entre les militaires grecs et les militaires bulgares sont très tendues. Ce n'est qu'à partir de mai qu'une petite garnison seulement peut rester à Salonique, selon une Convention spéciale des deux gouvernements<sup>170</sup>. Le 30 juin 1913, lors de l'ouverture des hostilités, le général Hessaptchiev, le représentant du gouvernement bulgare au quartier général grec de Salonique préfère fuir la ville ; mais le commandant de la garnison bulgare, le major Vélisar Lazarov, quant à lui, décide de ne rien lâcher tant qu'il n'aura pas la permission de parler à ses supérieurs. Pendant ce temps, environ 80 citoyens sont déjà morts à la suite de combats dans les rues, une centaine de soldats bulgares sont tués, et déjà des maisons sont détruites par des canons<sup>171</sup>. Quant Lazarov se rend, le lendemain matin, le 1er juillet 1913, la persécution des civils bulgares de Salonique commence, avec des perquisitions abusives à domicile et des arrestations arbitraires<sup>172</sup>, généralement sous prétexte qu'ils sont des *comitadjis*.

### **Les Serbes**

Le gouvernement serbe a pris toute les mesures nécessaires pour qu'aucun exemple d'atrocités bulgares ne soit omis<sup>173</sup>. Or, les Bulgares et les Serbes commettent les mêmes atrocités sur les frontières serbo-bulgares : des pillages, des viols et des meurtres. Même si nous ne sommes pas aussi bien documentés sur les atrocités serbes que sur les atrocités bulgares, certains témoignages et documents nous permettent d'affirmer qu'ils ont pratiqué eux-aussi des atrocités. Par exemple, le massacre de cinq officiers bulgares faits

---

<sup>167</sup>Cf annexe 7 pour voir quelques extraits des lettres de soldtas Grecs

<sup>168</sup>rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 59

<sup>169</sup>Lorand, *op. cit.*

<sup>170</sup>rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 176

<sup>171</sup>*Ibid.*, p.177

<sup>172</sup>Des exemples de traitement des prisonniers à Salonique : p. 40-41 de ce mémoire

<sup>173</sup>rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 119

prisonniers à Bossilégrade le 11 juillet 1913. Une pétition d'Albanais aux Puissances, datant du 21 septembre 1913, nous permet de comprendre que, malgré le fait qu'on ne trouve pas de documents officiels sur les atrocités qu'ils ont commis, les témoignages ne manquent pas, et concordent. Cette pétition raconte :

« Les troupes régulières serbes et monténégrines, depuis le premier jour où elles ont envahi le territoire albanais, ont tout entrepris, tout exécuté, soit pour faire perdre leur nationalité originelle aux habitants, soit pour y supprimer brutalement la race shkiptare. Incendies de maisons et de villages entiers, meurtres en masse de populations désarmées et innocentes, violences inouïes, pillages et brutalités de toutes sortes, voilà les moyens dont les troupes serbo-monténégrines se sont servies et se servent encore dans le but de transformer entièrement la physionomie ethnique des régions exclusivement habitées par les Albanais. »<sup>174</sup>

Bien évidemment, les atrocités commises lors de la première guerre balkanique sont le fait des « chrétiens ». On ne peut attribuer à un seul peuple les violences commises par tous. En effet, la première guerre balkanique « fait des chrétiens opprimés les maîtres et juges de leurs ex-seigneurs musulmans »<sup>175</sup>, et l'on développera cet argument de la vengeance dans une partie à suivre.

### ***L'enquête de la Commission Carnégie : un rapport impartial et objectif ?***

Les publications sur ces deux guerres balkaniques et sur la violence des combats sont très importantes de 1913 à 1914. Toutefois, ces discours sont généralement subjectifs, on l'a vu, certains prennent par d'un côté ou de l'autre en dénonçant, par leur témoignage, la violence utilisée par tel ou tel État ; pour d'autres on a des discours très sommaires sur les nations et les peuples comme par exemple, le barbare turc face aux chrétiens civilisés. Néanmoins, tous sont d'accord pour y voir dans la Première Guerre Balkanique une guerre de libération nationale face à la domination ottomane dans la péninsule, et dans la seconde

---

<sup>174</sup>*Ibid.*, p. 136

<sup>175</sup>*Ibid.*, p. 55

guerre, une rupture de la ligue balkanique, de leur alliance à travers leur nationalisme territorial. En quoi alors le rapport de la Commission diffère-t-il des autres publications ?

### Les membres

Un premier argument d'objectivité que l'on peut mettre en avant concernant ce rapport : c'est une commission indépendante et non gouvernementale qui mène l'enquête, il est donc supposé qu'il n'y a pas de conflit d'intérêts pour les États européens et balkaniques, c'est-à-dire que la Commission ne sera pas tentée de montrer du doigt ce pays plus qu'un autre dans les atrocités commises pendant les guerres. D'où, selon Nicholas Butler, président de la division des relations extérieures de la Fondation Carnegie, « la nécessité d'une étude impartiale et définitive des faits »<sup>176</sup>.

De plus, les membres de la Commission sont éclectiques, chacun à une spécialité dans son domaine, en rapport avec l'enquête, que l'on va développer dans cette partie. Huit personnes constituent la Commission d'enquête : deux Français, le Baron d'Estournelle de Constant (1852-1924), sénateur et Président de la Commission, et Justin Godart (1871-1956), juriste et député de Lyon, il dirigera le voyage de la Commission d'enquête. Ensuite, il y a deux Britanniques, le Dr. Henry Noël Brailsford (1873-1958), journaliste et spécialiste des Balkans, et Francis W. Hirst (1873-1953), qui est l'éditeur du journal *The Economics* et spécialiste d'histoire économique. Un Américain, le Dr. Samuel T. Dutton, qui est professeur au Teachers College à Columbia University ; un Russe, Paul Milioukov (1859-1943), qui est historien spécialiste lui aussi des Balkans, et député à la Douma : un Allemand, le Dr. Joseph Redlich (1869-1936), qui est professeur de droit public à l'Université de Vienne ; et enfin un Allemand pour terminer, le Dr. Walther Schücking (1875-1935), professeur de droit à l'Université de Marbourg. L'extrait du journal *Le Temps* du 21 août 1913 fait mention du professeur Paszowsky de l'Université de Berlin, mais il a été remplacé par Schücking car il n'avait pas reçu les autorisations nécessaires pour aller sur le terrain.

Donc, cette Commission est à la fois internationale et variée, malgré le fait qu'il n'y ait pas de représentants des États balkaniques en question. Toutefois, les deux spécialistes des Balkans, Milioukov et Brailsford doivent faire face aux hostilités de certains pays accueillant. En effet, Milioukov est dénoncé par les Serbes de pro-bulgare, ce qui ne peut que nuire à l'enquête selon eux, et il est aussi obligé de quitter Athènes plus tôt que prévu.

---

<sup>176</sup>Dzovinar Kenovian, « L'enquête, le délit, la preuve : les « atrocités » balkaniques de 1912-1913 à l'épreuve du droit de la guerre », dans *Le mouvement social*, La Découverte, Janvier-mars 2008, p.23

Même chose pour Brailsford, accusé de bulgarophilie par les Grecs, son enquête dans les alentours de Salonique est à plusieurs reprises empêchée par les autorités Grecques. Par conséquent, malgré l'impartialité dite de la Commission, elle ne fait pas l'unanimité, en particulier dans les Balkans, qui y voit là des individus venus donner des leçons de morale. Cependant, l'enquête continue.

### **L'enquête sur les lieux**

Tout d'abord, si le besoin d'une enquête se fait ressentir, c'est surtout parce que certaines accusations envers un État paraissent contradictoires, et pour authentifier et mettre en avant la vérité sur ces accusations de violations des droits des civils et du droit de la guerre.

L'enquête a lieu du 20 août au 28 septembre 1914, soit un peu plus d'un mois, et seulement 10 jours après la conclusion de la paix entre les États Balkaniques. Seul W. Hirst et Estournelles de Constant ne participent pas à l'enquête de terrain. Toutefois, à peine arrivée sur place, la Commission fait déjà polémique : une des critiques consiste à dire qu'il n'est pas nécessaire de devoir enquêter sur les atrocités balkaniques puisque cela fait de toute façon partie de la guerre et de plus, seconde critique, cela ne peut que « raviver un conflit à peine éteint »<sup>177</sup>. Pourquoi des États qui disent avoir subi des atrocités, refusent-ils de voir une enquête menée par un tiers ? Parce que cela peut les discréditer, si l'on y voit une réticence de la part de certains, c'est qu'ils doivent s'en vouloir de quelque chose. Aucun des belligérants n'est tout blanc ou tout noir, et c'est bien ce que va montrer le rapport de l'enquête. Seul la Bulgarie et l'Empire Ottoman accueille de façon sincère la Commission. En effet, pour la Bulgarie, c'est un moyen de prouver que, malgré certaines atrocités qu'elle a pu commettre pendant ces guerres, ses anciens alliés, qui la dénoncent pour cela, ne seront pas épargnés non plus. Cela lui permet de se racheter une image sur la scène européenne. Quoi qu'il en soit, la Commission une fois sur place, tente de trouver le plus de preuves possibles pour affirmer ou infirmer un fait et en trouver le ou les responsables.

### **La conclusion du rapport**

Il aura fallu environ une année pour rédiger le rapport de la Commission, qui est divisé en 7 chapitres. Pour ce qui nous intéresse, c'est-à-dire les massacres et les cruautés perpétrés depuis la début de la Première Guerre Balkanique, jusqu'à la conclusion de la

---

<sup>177</sup>*Ibid.*, p.27

paix de la Seconde Guerre Balkanique, deux chapitres y sont consacrés. Tout d'abord, le chapitre 2 fait état des crimes commis par les Bulgares et les Grecs, avec donc des preuves à l'appui : pillages, massacres, meurtres, incendies, conversions forcées, tortures et mutilations et migrations forcées ont été de mises. Quant au chapitre 3, ce sont les crimes commis là encore par les Bulgares, mais aussi les Serbes et les Turcs, c'est-à-dire, le vol de bétails, les pillages, les maltraitances ou les exécutions de prisonniers, les occupations et les prélèvements, les massacres, les profanations de cimetières et de lieux de culte, les incendies et les destructions de villages, les viols et enlèvements de femmes et de jeunes filles et enfin les mutilations d'enfants. En deux chapitres, l'enquête apporte la preuve que tous les belligérants des deux guerres et même les Turcs, ont commis des massacres. Ce qui ne va pas plaire évidemment aux Grecs en particulier qui, comme on l'a vu, répondront par leur rapport sur les cruautés bulgares. Néanmoins, il est précisé dans l'introduction que « les pires atrocités n'ont pas été dues aux excès des soldats réguliers... les populations elles-mêmes s'entretuèrent »<sup>178</sup>. Le chapitre 4 tente alors de comprendre ces violences et de les mettre en lien avec un nationalisme exacerbé dans un contexte de nouvelle guerre moderne. Donc, ce qu'en conclut le rapport est un fait indéniable et que l'on a répété plusieurs fois : « l'idée d'une barbarie et de violations largement partagées par tous les belligérants »<sup>179</sup>. C'est-à-dire que l'on a à faire à une nouvelle forme de conflit qui transgresse les codes de la guerre établis par les Conventions de la Haye de 1899 et 1907 et qui ne fait plus la distinction entre les civils et les militaires. Nous allons voir quelques articles qui ont été formellement transgressés par tous. Déjà, l'article un concernant l'ouverture des hostilités stipule qu'un avertissement préalable soit fait, sous la forme d'une déclaration de guerre. Or, on l'a vu, il n'y en a pas eu en ce qui concerne la seconde guerre balkanique. Toutefois, les Grecs et les Serbes considèrent déjà cette guerre comme inévitable. De plus, le roi Constantin, en partant pour Salonique le 27 juin 1913, avait en poche une déclaration de guerre<sup>180</sup>. Néanmoins, la responsabilité du point de vue du droit international en revient aux Bulgares. En ce qui concerne traitement des prisonniers de guerre, voici une partie des articles sur les lois et coutumes de la guerre, qui ont été mis de côté pendant ces guerres :

#### Article 4.

---

<sup>178</sup>Rapport de la Commission Carnégie, *Enquête dans les Balkans*, Paris, George Crès et Cie., p. XXIII (introduction)

<sup>179</sup>Kenovian, *op., cit.*, p.32

<sup>180</sup>rapport Carnégie, *op., cit.*, p. 204



Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés. Ils doivent être traités avec humanité. Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

#### Article 23.

Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment interdit : [...]

b. de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie;

c. de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion; [...]

g. de détruire ou de saisir des propriétés ennemies, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre; [...]

Tout d'abord, un prisonnier de guerre est un soldat, en uniforme. Or, même des civils sont considérés comme des prisonniers de guerre par les belligérants, subissant le même traitement que les soldats fait prisonniers. Par exemple, les Grecs, d'après les lettres que l'on a retrouvées, font soit peu de prisonniers, soit ils en font mais ils ne les gardent pas<sup>181</sup> ; les Bulgares, après les avoir pillés, les tuent, ou pas, selon l'ivresse du combat, si le soldat est encore échauffé ou non, mais parfois, des groupes de prisonniers sont tués. Derniers exemples d'articles non respectés concernent l'autorité militaire sur un territoire ennemi, en particulier l'article 47 stipulant que « le pillage est formellement interdit ». Or, dans ces deux guerres, le pillage est universellement avoué et pratiqué.

Le rapport se permet de rajouter une cause exogène à ces deux guerres balkaniques : les politiques régionales des Puissances. En effet, chacun a des intérêts militaires, par exemple, la France envoyait de l'armement du Creusot à la Serbie, et l'Allemagne envoyait des fusils Mauser et de l'artillerie Krupp à l'Empire Ottoman ; chacun

---

<sup>181</sup>Cf annexe 7 sur les extraits des lettres de soldtas Grecs

cherchait à avoir le plus d'influence sur ces États, par exemple la Russie avec son panslavisme, ou encore l'Autriche-Hongrie qui cherche tous les moyens pour avoir un couloir vers la Mer Égée. Donc, chaque Puissance avait tout intérêt à ce que le pays où il avait le plus d'influence, soit lui-même le plus influent dans la péninsule.

Toutes ces atrocités sont une atteinte évidente au droit des personnes créant de massifs mouvements de population, et cela engendre des conséquences morales et sociales importantes, comme une haine inexpiable, des instincts de meurtre, de la violence et du pillage. Mais avant ça, le rapport nous rappelle que les peuples balkaniques ont vécu sous la domination ottomane et donc, on le sait, chaque guerre ou chaque représaille était accompagnés de pillages, de massacres et de dévastations<sup>182</sup>. Par exemple, les massacres d'Arméniens en 1894-1896, Abdulhamid II voulut faire un exemple en massacrant ceux qui ne veulent pas se soumettre, dans la région de Sassoun. Il y eut 4 à 6 000 victimes. De plus, ce massacre exemplaire retenti dans toute l'Anatolie Orientale, où il y a alors plusieurs centaines de petits massacres locaux. En 3 ans, on estime alors de 200 à 250 000 victimes, 2 500 villages en ruines, 645 églises détruites et 328 transformées en mosquées et des Arméniens convertis de force<sup>183</sup>. On retrouve les mêmes méthodes utilisées par les chrétiens de la péninsule balkanique lors des guerres balkaniques. Les nations se sont donc alliées dans une guerre d'affranchissement ; mais la haine mutuelle, les jalousies, la convoitise de certains territoires et la méfiance engendre des atrocités encore plus cruelles. On peut alors se demander quels sont les effets moraux sur les survivants : la stupeur ? Le désespoir ? Mais aussi, quels effets ont eu ces atrocités sur ceux qui les commettent ? Ce n'est pas sans rappeler le livre de George L. Mosse *La Brutalisation des sociétés européennes. De la Grande Guerre au totalitarisme*. Une violence qui se retrouve alors dans la vie quotidienne, une violence banalisée, comme le dit Lev Trotsky<sup>184</sup>...

Enfin, voici la conclusion morale qu'apporte le rapport de la Commission, et qui résume bien la situation : « le sentiment national légitime, qui inspire les actes héroïques, et le nationalisme forcené qui pousse au crime sont deux états de l'âme collective d'une nation qui se touchent de près. Nous considérons comme justes et légitimes [...] les actes et les manifestations par lesquels une nationalité défend sa personnalité et sa vie. Mais dès l'instant où ces mêmes nationalités passent de la défensive à l'offensive, commencent par

---

<sup>182</sup>rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 89

<sup>183</sup>Bernard Bruneteau, *le siècles des génocides*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 51

<sup>184</sup>Lev Trotsky, *Les guerres balkaniques, 1912-1913*, Paris, Science Marxiste, 2002, p. 145

empiéter sur l'existence d'une autre individualité nationale, elles commettent une action illicite et criminelle ».

### ***Une guerre de substitution***

La Macédoine mélange plusieurs nationalités, fragmentées, qui « veulent se substituer les unes aux autres »<sup>185</sup>. Elles répondent à de vieilles rancunes et d'anciennes haines que l'on développera plus tard. Pour arriver à ce but commun de substitution des nationalités, les armées occupantes ont recours à deux moyens directs.

#### **Exterminer**

Tout d'abord, le moyen le plus sanguinaire de se substituer à une nationalité, est d'exterminer complètement la population allogène. Et pour arriver à cette fin, des ordres sont généralement émis. D'après les lettres des soldats grecs retrouvées, (citées plus haut), un ordre est de tuer toute la population mâle des régions que l'Armée Grecque occupe<sup>186</sup>. Toutefois, on épargne ceux qui ne peuvent pas prolonger l'espèce, c'est-à-dire les vieillards ; ou ceux qui peuvent encore recevoir une éducation et perdre donc sa nationalité, c'est-à-dire les plus jeunes<sup>187</sup>, étant donné qu'ils sont plus malléables. Mais ceci n'est pas le fait que des Grecs. Même si les Serbes ont fait attention pour qu'il n'y ait pas trop de fuite concernant leurs atrocités, on retrouve quand même des conversations privées et des témoignages. En effet, pour les armées serbes et bulgares, on ne retrouve pas d'ordre d'extermination, mais plutôt l'inverse (télégramme bulgare ordonnant une enquête sur les atrocités bulgares). Mais l'idée reste la même : voici la lettre d'un militaire serbe, publiée le 22 octobre 1912, dans le journal serbe socialiste *Radnitchké Noviné*<sup>188</sup> :

« Mon cher ami, je n'ai pas le temps de t'écrire longuement, mais je peux te dire qu'il se passe ici des choses affreuses. J'en suis terrifié et je me demande sans cesse comment les hommes peuvent être assez barbares pour commettre de telles cruautés. C'est horrible. Je n'ose pas t'en parler davantage, mais je peux te dire que Liouma (c'est une région albanaise, le long de la rivière du même nom) n'existe plus. Tout n'est plus que cadavres, poussière et

---

<sup>185</sup>Rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 133

<sup>186</sup>*Ibid.*, p. 134

<sup>187</sup>*Ibid.*, p. 134

<sup>188</sup>*Ibid.*, p. 135

cendres. Il y a des villages de 100, 150, 200 maisons où il n'y a plus un seul homme, mais, à la lettre, plus un seul. Nous les réunissions par groupes de 40 à 50, et ensuite, nous les percions de nos baïonnettes jusqu'au dernier. Partout on pillait. Les officiers chargeaient les soldats d'aller vendre, à Prizrend, les objets volés ».

Dans le journal *Echo de Bulgarie* est publié, le 16 octobre 1912, un article énonçant une liste de villages totalement pillés et incendiés, et dont les familles musulmanes ont été massacrées ; par exemple, à Lissitchani, Gitoché, Ptchélopek où il y a 47 tués. Le même journal parle de l'évènement à Portchassié, où tous les maris sont enfermés dans la mosquée, qui a explosé<sup>189</sup>. Même chose pour les Turcs, lors de la seconde guerre balkanique, où la cavalerie, envoyée devant avant les troupes régulières, reçoit l'ordre de tuer systématiquement, après avoir tout brûlé et détruit<sup>190</sup>. Toutefois, comment des hommes ordinaires peuvent-ils en arriver à tuer des civils, à violer les femmes ? Un simple ordre n'explique pas tout. Nous verrons dans la seconde partie qu'elles sont ces vieilles haines qui mènent à ces atrocités.

Néanmoins, l'extermination d'une population locale est un moyen de s'approprier les territoires alentours. En effet, cette « politique d'extermination » est connue par les populations présentes sur le théâtre de la guerre. Et ceci a pour principale conséquence la fuite des populations, avant même l'arrivée de l'armée ennemi. Ce qui est un moyen indirect d'arriver à ce but commun de substitution des nationalités. De nombreuses familles, qui fuient face à l'armée ennemie, se réfugient dans les grandes villes, dans des camps obsolètes.

---

<sup>189</sup>*Ibid.*, p. 136

<sup>190</sup>*Ibid.*, p. 109



FIG. 20. — Les réfugiés devant Salonique.

Le campement de réfugiés à Salonique

Source : Rapport de la Commission Carnégie, Enquête dans les Balkans, Bruxelles, 1914



REFUGEES AT STAMBOUL FERRY.

L'arrivée en masse de réfugiés au port de Stamboul

Source : H-F BALDWIN, A war photographer in Thrace. An account of personal experience during the turco-balkanian war (1912), 1913

En septembre 1913, 135 000 émigrés sont passés par Salonique depuis la seconde guerre balkanique ; il y a eu jusqu'à 111 560 émigrants qui se sont réfugiés en Bulgarie dont 50 000 venaient de la Macédoine, des territoires qui appartiennent à la Serbie ou à la Grèce après le traité de Bucarest, et 30 000 venaient de la Thrace retombée aux mains des Turcs<sup>191</sup>. Toutes ces migrations changent la carte des nationalités en Macédoine, la peur faisant fuir les populations devant l'armée occupante, par crainte des pillages, brutalités et même des tueries.

### **Un ethnocide religieux et culturel : la politique d'assimilation**

Afin de « façonner » les territoires conquis comme le souhaitent les armées occupantes, c'est-à-dire, « helléniser », « serbiser » ou « bulgariser » les populations autochtones, un moyen utilisé est la conversion forcée, la persuasion brutale. Dans cette lutte des nationalités, c'est un moyen moins direct que l'extermination, mais très largement utilisé, parfois selon un plan préconçu.

Les Pomaks sont environ 80 000 dans les territoires nouvellement conquis par la Bulgarie. On l'a vu, ce sont des Bulgares qui ont été islamisés plusieurs siècles auparavant. Afin de les reconverter à l'Église nationale bulgare, le St Synode décide d'employer la force, en argumentant qu'il est normal, licite de l'utiliser, pour reconverter les Pomaks<sup>192</sup>. Pour arriver à leurs fins, les Bulgares imposent leurs fêtes religieuses et leur langue, à la fois dans l'administration, à l'école et dans les cérémonies religieuses<sup>193</sup>. Lors de la première guerre balkanique, les Bulgares détruisent les villages musulmans, les mosquées et les écoles ; par exemple, à Havsa, village mixte de musulmans et de chrétiens, en Thrace, le quartier musulman est entièrement brûlé alors que le quartier des Bulgares est resté intact. Il y avait deux mosquées dont l'une est transformée en dépôt de munitions, et l'autre a subi beaucoup de dommages, elle est transformée en dépôt d'ordures et les stèles du cimetière ont été détruites<sup>194</sup>. Le rapport Carnégie parle de « tactique nationale » ; en effet, ce ne sont pas des faits isolés, on retrouve le même scénario à Has-Keuï, où là encore une mosquée est transformée en dépôt de munitions et l'autre est détruite. Quant les

---

<sup>191</sup>G. Lorand, *Les deux guerres et les atrocités balkaniques, d'après le rapport de la Commission Carnégie*, Bruxelles, Em. Rossel et fils, 1914

<sup>192</sup>Rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 62

<sup>193</sup>G. Cirilli dans son *Journal du siège d'Andrinople*

<sup>194</sup>rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 106-107

mosquées ou les églises, et les écoles ne sont pas détruites, elles sont réquisitionnées pour loger les soldats<sup>195</sup>.



Mosquée de Mustapha Pacha transformée en dépôt de munitions



Mosquée de Koumanovo après le bombardement serbe  
Source : catalogue de la bnf.fr

<sup>195</sup>George Lorand, *op. cit.*

D'après le rapport sur les cruautés bulgares en Macédoine Orientale, si les Bulgares massacrent les musulmans lors de la première guerre balkanique (or on l'a vu, c'est le fait de tous les « chrétiens »), c'est pour les asservir, puis, pour « abolir l'état de chose établie »<sup>196</sup> dans les villes et villages non tenus par des Bulgares. Voici ce que nous dit la démogérontie grecque de Demir-Hissar :

« Il est clair qu'ils (les soldats et officiers Bulgares) n'entendaient pas tolérer l'existence d'une communauté grecque homogène à Demir-Hissar, et qu'ils avaient formé dès le début le projet de bulgariser par la violence la ville et les environs. Aussi s'empressèrent-ils de nommer aux emplois de l'administration les plus fanatiques de leurs nationaux [...]. Tous les villages grecs de langue bulgare de notre région [...] furent dès la première semaine bulgarisés de force ; églises et écoles furent saisies, les prêtres et instituteurs Grecs chassés. [...] Ils s'emparèrent des écoles grecques pour en faire des hôpitaux, sans permettre l'usage d'aucun autre local pour tenir lieu de l'école confisquée. »<sup>197</sup>

Une fois l'armée en place sur les territoires conquis, tout est fait pour transformer un village de telle nationalité à celle souhaitée. Un fonctionnaire serbe, M. Drakalovits, rapporte qu'un comité spécial est créé à Pechtchévo afin de convertir les Turcs des environs au christianisme. Ce comité arme 400 paysans chrétiens, leur donne l'ordre d'attaquer les musulmans et les forcent à entrer dans l'église, où ils sont baptisés de force<sup>198</sup>. Dans le journal *Le Temps* du 21/08/1913, un exemple de conversions forcées en masse est aussi décrit. Tout d'abord, les Bulgares rangent les musulmans en groupe, et tel groupe reçoit tel nom de baptême, des noms tirés de l'histoire de la Bulgarie ou de l'Église nationale bulgare. Ensuite, le pope exarchiste passe et d'une main, il asperge d'eau bénite le front des futurs convertis, représentant le baptême, et de l'autre, il fait mordre dans un morceau de saucisson, afin de marquer symboliquement le reniement à la religion musulmane, puisque manger du porc est défendu par le Coran. Ensuite, un certificat est donné aux nouveaux convertis contre de l'argent.

Le gouvernement serbe prend aussi des mesures contre les chefs de l'Église Nationale bulgare en Macédoine. En particulier à partir de l'ouverture des hostilités entre

---

<sup>196</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913 : faits, rapports, documents, témoignages officiels*, Athènes, Sakellarios, 1914

<sup>197</sup>*Ibid.*, p.75-76

<sup>198</sup>Rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 140



les Bulgares et les Serbes, le 30 juin 1913, qui marque le terme des résidences des chefs d'église bulgares en Macédoine. Par exemple, Monseigneur Néophyte, archevêque d'Uskub, est fait prisonnier dans sa métropole. Le 7 juillet, le chef de la police lui propose de partir pour Salonique. Comme il refuse de partir, le soir même il reçoit un acte d'accusation. Il doit alors partir pour la Bulgarie<sup>199</sup>. Mais, avant même la seconde guerre balkanique, les Serbes ont déjà pris des mesures de persécution, certes moins radicales que celles mises en place à partir du 30 juin. A Vélès, le 17 février 1913, les fonctionnaires de l'archevêché sont arrêtés, certains sont maltraités, comme Mikhaïlov, et l'évêque suppléant est prié de quitter Vélès. A partir du 10 avril, l'archevêque Mélétius est surveillé de très près par la police et le 30 juin il est fait prisonnier. Lui aussi, il est renvoyé en Bulgarie, en même temps que M. Néophyte<sup>200</sup>. L'archevêque Auxentius de Monastir, Boris d'Okrida et Cosmas de Dibra sont tous les trois envoyés à Constantinople, en passant par Salonique. M. Auxentius, arrêté le 30 juin, est questionné sur les « relations des archevêques avec un gouvernement étranger », délit passible de 20 ans de prison. En effet, après son arrestation, une perquisition est faite chez lui, où l'on découvre des brouillons sur les violences serbes contre les Bulgares. Afin d'éviter la Cour Martiale, il doit signer une lettre disant qu'« à cause des hostilités entre la Serbie et la Bulgarie, il vous déplaît de rester à Monastir ». Le lendemain, il est expédié à Salonique. M. Boris a droit au même scénario : une enquête conclut à une existence d'une comité révolutionnaire dont Auxentius en est le chef et lui l'adjoint. Accusé de trahison, il est alors passible de la peine de mort. Le préfet lui propose la signature d'un document stipulant que « depuis le commencement de la guerre fratricide, il considérait sa mission comme achevée ; il renonçait volontairement à la dignité de métropolitain exarchiste du diocèse d'Okrida et il demandait un permis pour se rendre à Salonique »<sup>201</sup>. Avec le départ des évêques, cela signifie la fin de l'Église exarchiste en Macédoine et donc de « l'existence officielle et reconnue de la nationalité bulgare ». Et pour cela, tous les moyens sont bons. Ceci rappelle la politique d'« ottomanisation » des Jeunes-Turcs. En effet, en 1909, cette politique vise d'abord la Macédoine, en fermant tous les clubs nationaux ; s'ensuit l'assassinat des chefs à la tête des comités révolutionnaires ; et enfin, en novembre 1909, la Chambre vote la loi interdisant « toute organisation ayant pour base une dénomination nationale »<sup>202</sup>. Toutefois, cela ne suffit pas pour « serbiser » ou « débulgariser » tout un territoire.

---

<sup>199</sup>*Ibid.*, p. 152

<sup>200</sup>*Ibid.*, p. 153

<sup>201</sup>*Ibid.*, p.154 + cf annexe 8 , modèle type serbe d'une déclaration de rétraction de nationalité

<sup>202</sup>*Ibid.*, p. 17

Les menaces et les persécutions permettent généralement de renverser la nationalité de tout un village. Le chef de bande Voulovits a sa manière de faire. Pendant l'occupation, il persécute le vicaire de l'archevêque, le prêtre Yanev, et les vicaires de Kratovo et de Palanka, en leur tirant la barbe et en les frappant. Le 30 juin, Koumanovo, Palanka, Kratovo et tous les villages environnants sont proclamés formellement serbes<sup>203</sup>. Les Serbes utilisent aussi les fouilles dans les maisons, des arrestations arbitraires et des menaces. A Uskub, un Bulgare est battu et maltraité après avoir salué un officier bulgare, par un officier serbe ; des villageois sont jetés en prison parce qu'ils sortent de la métropole d'Uskub, dès lors, les paysans ont peur de venir chez leur archevêque Néophyte. Après l'Église et l'instauration de la terreur, il faut aussi s'occuper des autres personnes influentes, comme les maîtres d'écoles, les notables, ... Le 1er juillet 1913, l'armée et la police Serbe procèdent à de nombreuses arrestations : 200 personnes sont arrêtées à Tétovo, 300 aux alentours d'Uskub, 150 à Koumanovo, une centaine de personnes arrêtées à Palanka, ne pouvant pas marcher, sont tuées sur le chemin menant à Koumanovo. Toutes ces personnes sont en majorité des maîtres d'école, des fonctionnaires de métropole, des prêtres, des notables, ... Seuls ceux qui acceptent d'adhérer à la nationalité serbe peuvent être libérés<sup>204</sup>. Par exemple, à Vélès, où tous les maîtres et maîtresses d'école sont arrêtés, on leur propose de devenir fonctionnaire serbe : seulement une personne refuse, M. Brachnarov (son destin n'est pas mentionné)<sup>205</sup>. Quant les serbes n'arrêtent pas, ils font reconnaître aux prêtres de villes et villages, par la contrainte, l'archevêque de Belgrade comme leur chef spirituel (par exemple, à Resna, le 24 juillet 1913)<sup>206</sup>. A Krouchévo, la terreur est à son maximum. En effet, à la tête se trouve la bande serbe d'Uskub de Vanguel, et cinq bulgares qui appartenaient auparavant à des *comitadjis* et qui décident alors de une bande. Dès lors, le sous-préfet, Avto Békritis, annonce le 5 juillet 1913 qu'en « l'absence de l'armée, vous êtes autorisés à faire tout ce que vous voudrez à quiconque s'appelle Bulgare ». Le 17 juillet, le chef de bande bulgare, Vantcho Bélouvtchéto, est tué et décapité, sa tête est placée sur le seuil de la prison où le sous-préfet déclare « ainsi seront exposés les têtes de tout ceux qui oseront s'appeler Bulgares ». Dès le lendemain, de nombreuses personnes se déclarent Serbes...<sup>207</sup>.

---

<sup>203</sup>*Ibid.*, p. 158

<sup>204</sup>*Ibid.*, p. 162

<sup>205</sup>*Ibid.*

<sup>206</sup>*Ibid.*, p. 166

<sup>207</sup>*Ibid.*, p. 167

Dans la Macédoine occupée par les Grecs, les deux méthodes, d'assimilation et d'extermination, sont analogues à celles des Serbes. Toutefois, elles sont pratiquées avec plus de vigueur et de rigueur. Un sentiment « bulgarophage », de haine de « cette sale race de slaves », s'est développé à travers les vers patriotique et les images populaires (cf l'evzone, p. 59). Nous n'allons pas rappeler le traitement accordé aux prisonniers, dont on évalue à 4-5 000 envoyés en Grèce et environ un millier enfermés dans la prison de Salonique. En ce qui concerne l'école bulgare, les Grecs (ainsi que les Serbes ) voient dans le maître d'école, l'homme à abattre. En effet, les écoles sont le centre du rayonnement du nationalisme bulgare, de la civilisation bulgare. En fermant les écoles, on anéantit alors tous les efforts faits par les Bulgares depuis le milieu du XIX<sup>o</sup>s pour ressusciter l'histoire de leurs ancêtres, et leur faire enlever l'idée de cette Grande Bulgarie de Siméon. Les mesures utilisées par les Grecs sont similaires à celles pratiquées par les Serbes. En effet, ils ferment d'abord les écoles pour en faire des logements pour les soldats ; puis, ils proposent aux professeurs de devenir fonctionnaires grecs. S'ils refusent, ils sont persécutés jusqu'à ce qu'ils acceptent ; les plus irréductibles sont envoyés en prison à Salonique, ou parfois, sont renvoyés en Bulgarie<sup>208</sup>. Les Grecs, en arrivant dans un village bulgare, suivent un certain plan. Tout d'abord, ils occupent les écoles et les églises bulgares, où ils brûlent les livres d'office et de culte en bulgare ainsi que les images nationales de Cyrille et Méthode ; les prêtres se voient interdit d'administrer les sacrements. Les instituteurs sont chassés et les écoliers sont forcés à aller dans les écoles grecques, s'ils sont assez jeunes pour être « dénationalisés ». Ensuite, on s'attaque aux personnes influentes, en logeant des soldats chez les propriétaires bulgares, en réquisitionnant sans donner de récépissé, en faisant des arrestations arbitraires ou en menaçant : « nous vous couperons la langue, pour que vous appreniez à parler grec »<sup>209</sup>. Pour « convertir » les populations à la nationalité grecque, des andartes sont placés à la tête de l'administration, qui laissent faire les meurtres, les viols, et les incendies de maisons, imposant alors un climat de terreur. On propose alors aux Bulgares de signer une déclaration de rétractation formelle. Deux modèles de rétractation existent : l'un consiste à faire dire que le Bulgare était Grec depuis des temps anciens, mais que sous l'influence de la propagande bulgare, il se nomme Bulgare ; le second fait dire que jusqu'en 1903, le Bulgare était Hellène mais que de 1903 à 1906, sous la menace des bandes et des *comitadjis* bulgares, il est forcé de se reconnaître Bulgare. Et dans ces deux modèles, on

---

<sup>208</sup>*Ibid.*, p. 34

<sup>209</sup>*Ibid.*, p. 189

retrouve la même conclusion, comme quoi, après l'arrivée de l'armée grecque, la population s'est sentie Hellène et elle demande à être reçue dans la « Grande Église de Jésus-Christ »<sup>210</sup>. Donc, l'Église exarchiste n'est pas vue comme chrétienne aux yeux des Grecs, mais comme une hérésie.

En résumé, les mesures de « dénationalisation », de substitution d'une nationalité à une autre, consistent à fermer les écoles et à inviter les maîtres et maîtresses à de venir fonctionnaire serbe ou grec, s'ils refusent, ils sont renvoyés en Bulgarie après un long voyage où ils sont maltraités. L'école étant le meilleur moyen de faire connaître l'histoire de son pays et de son peuple ; elle émet une propagande militante en faveur de leur pays, et donc elle crée de loyaux et bons nationalistes. L'ordre est donné au clergé d'obéir à l'archevêque serbe ou grec ; les prêtres doivent changer la langue de leur office ; l'église exarchiste peut être transformée en église patriarcale si l'armée occupante rencontre des résistances de la part des prêtres ; et cela peut aller plus loin, en leur interdisant de communiquer avec ses fidèles, jusqu'à l'accusation de propagande politique et de crime de trahison. S'il n'y a plus d'Église Bulgare, cela marque la fin de l'existence reconnue des Bulgares. Des réquisitions, des arrestations arbitraires, des atrocités et même des massacres sont pratiqués pour instaurer un climat de terreur afin que les villageois se proclament Serbes ou Grecs, ou pour s'assurer alors un certain soutien, de la part de ces villageois, puisqu'ils ne peuvent qu'obéir, ne laissant aucun autre choix, à part la mort ou la fuite (avec toutes les conséquences qu'il peut y avoir, cf p. 41-42). Pour cela, des bandes spéciales sont organisées, dont la plus « obscure » est la « bande noire », avec un QG situé à Uskub, dans la « maison noire ». Ces bandes menacent, maltraitent et parfois même exécutent. Même après la signature du traité de Bucarest, la politique d'assimilation par la terreur continue. En effet, le délégué serbe refuse le procès verbal n°10 du traité qui stipule que « [...] la Bulgarie, la Grèce, le Monténégro et la Serbie reconnaissent sur leurs territoires nouvellement annexés l'autonomie des communautés religieuses et la liberté des écoles ». A Kitchovo, 150 paysans sont maltraités, 17 meurent de leur sévices ; à Planitsa, 6 paysans sont tués, 40 en octobre 1913 ; à Gvayacé, 40 paysans sont mis à mort en octobre 1913 et leurs cadavres sont jetés dans un puits<sup>211</sup>. Le 4 octobre 1913, un « règlement sur la sécurité publique »<sup>212</sup> est publié, concernant les territoires nouvellement acquis en Macédoine par la Serbie. Cela équivaut à une dictature militaire, puisque tout est fait pour qu'aucune

---

<sup>210</sup>*Ibid.*, p. 188

<sup>211</sup>*Ibid.*, p. 173

<sup>212</sup>Cf annexe 9 pour voir le document sur la « sécurité publique » par le roi Pierre de Serbie

revendication nationaliste ne se fasse entendre ; toute résistance, même simplement verbale, peut aller de 10 ans de travaux forcés à la peine de mort (art.18). Toutes les peines qui sont mentionnées sont soit la peine de mort, soit les travaux forcés ; la délation est fortement recommandée sous peine de cinq ans de travaux forcés (art.16). Ce document nous montre bien que les territoires nouvellement conquis sont loin d'être unifiés, voire que ce sont des populations « rebelles » et récalcitrantes, pour avoir à faire à une telle réglementation militaire.

Tous les belligérants ont pratiqué cette politique de l'assimilation forcée, d'une substitution de nationalité. En effet, si on arrive à faire dire à tout un village qu'il est par exemple grec, il paraît plus légitime aux yeux des Puissances d'occuper ce territoire. Toutefois, les menaces suffisent généralement à « convertir » tout un village ou à faire fuir les chefs d'Églises nationales, les maîtres d'écoles et autres personnes influentes. Mais ceci engendre un désordre social et moral profond, stoppant le progrès social et intellectuel, avec ces fonctionnaires municipaux, ces instituteurs, ces prêtres et ces notables chassés, maltraités, emprisonnés voire tués et pour nombre d'entre eux, obligés de s'exiler. Cette situation est sans issue...

L'extermination n'est pas le but premier de ces peuples balkaniques, qui se déchirent entre eux. La « dénationalisation » d'un territoire passe parfois par l'utilisation d'une violence physique pouvant aller jusqu'à la mort. Mais les massacres que l'on retrouve dans les sources, ne sont généralement pas liés qu'à cette fin. D'autres facteurs sont à mettre en avant, en particulier les haines et de vieilles rancunes, liées aux ambitions nationalistes de chacun, et aux prétentions spirituelles et culturelles de chacune des Églises que l'on retrouve en Macédoine.

## **Partie 2**

### **De l'idée nationale aux massacres et cruautés**

## Chapitre 7 – Un fort nationalisme développé au XIX<sup>o</sup>s

A travers cette partie, nous allons tenter de dégager des explications à ce déchaînement de cruautés entre les populations de la péninsule balkanique. Nous avons déjà vu que la volonté de substituer une nationalité à une autre, peut avoir recours à la violence et même aux meurtres. Toutefois, pourquoi vouloir modifier ethniquement un territoire ? Des réponses peuvent se trouver dans la montée des nationalismes dans la péninsule durant tout le XIX<sup>o</sup>s et en particulier dans la seconde moitié, avec plus d'un demi-siècle de retard, par rapport au reste de l'Europe. Dans la première partie de ce chapitre, nous verrons que la montée des nationalismes ne se font pas sans tensions, envers les nationalismes voisins. Quelques rixes préexistent avant cette Seconde Guerre Balkanique, considérée comme une guerre fratricide. Mais en plus de cette volonté d'agrandir temporellement son influence en Macédoine, chaque peuple balkanique souhaite aussi que son influence culturelle et spirituelle imprègne les Macédoniens.

### *Une haine nationaliste ou raciste*

Tout au long du XIX<sup>o</sup>s, des voix s'élèvent ...

#### **Le réveil des nations**

##### *En Bulgarie*

Sofia, qui devient la capitale bulgare en 1879, et ville très occidentalisée par rapport au reste du pays, est prise par les Turcs en 1382 ; dès lors, la population se soumet de façon fataliste, jusqu'à la moitié du XVII<sup>o</sup>s, quant les taxes et les impôts sont de plus en plus lourds. Parallèlement à l'emprise administrative et politique turque, la vie spirituelle des Bulgares est dirigée par le clergé grec, puisqu'il désigne à la fois les ecclésiastiques, il dirige les écoles et enseigne les dogmes, tout cela, en grec. De plus, la langue grecque est obligatoire dès que l'on est un peu éduqué ; parler en langue vulgaire, c'est se reconnaître « ignare et inférieur »<sup>213</sup>. Tout est fait pour helléniser le bulgare. Ce dernier doit en plus payer des taxes et des redevances au clergé grec, puisque l'obtention d'une charge ecclésiastique n'est pas gratuite, alors le remboursement de cette charge se fait via les fidèles. Malgré cette forte imposition à la fois turque et grecque, on compte peu de révoltes, quelques Haidouiks, sorte de patriotes-bandits à la « Robin des bois », prenaient

---

<sup>213</sup>René Ristelhueber, *Histoire des peuples balkaniques*, Paris, Fayard, 1950

les troupes turcs en guet-apens et repartaient se cacher dans les forêts. Mais la meilleure résistance revient aux moines qui tentent de raviver la mémoire du passé bulgare.

Le premier réveil national commence en 1762. Les idées de l'Aufklärung (des Lumières) pénètrent en effet un moine du Mont Athos, Pasij de Hildendar, et se diffusent à travers la publication d'un ouvrage appelant à l'émancipation des peuples : *Histoire du peuple, des tzars et des saints bulgares*. Parallèlement, on retrouve la promotion de la langue bulgare dans l'Église, avec l'évêque de Vratza, Sofronij, qui prêche en langue bulgare. Toutefois, pour développer cet éveil, il faut pouvoir le transmettre par l'école, qui est dirigée par le clergé grec. Ce n'est qu'en 1835 que la première école secondaire qui enseigne en bulgare est créée, par le marchand Vasil Aprilov, mais, cela reste encore minoritaire. Donc ce renouveau national bulgare est d'abord un mouvement d'opposition hellénophone, par rapport à la liturgie et à l'enseignement. Ce n'est qu'à partir des années 1860 que l'usage de la langue bulgare se répand de plus en plus grâce à la diffusion de l'enseignement laïque en bulgare, et grâce à la politique de panslavisme russe qui contribue au développement des écoles et des centres religieux.. De plus, l'édition des manuels scolaires et de journaux se fait en bulgare : le premier journal bulgare paraît en 1844. Avec l'octroi d'un exarchat bulgare indépendant du Phanar Grec, grâce à un firman impérial de 1870, se dessine alors « les contours d'une entité bulgare comprise entre le Danube, la frontière serbe et le Mer Noire »<sup>214</sup> et permet un plus grand développement des écoles en langue bulgare.

Après la lutte religieuse, il faut une lutte politique. Des réseaux de comités révolutionnaires se développent au début des années 1870, dont le plus connu est Vasil Levski qui est la plus éminente figure révolutionnaire bulgare, considéré comme un héros national et surnommé « l'apôtre de la Liberté ». L'indépendance politique est effleurée quand la Russie, victorieuse face à l'Empire Ottoman crée une Grande Bulgarie à travers le traité de San Stefano (3 mars 1878). Mais ce traité, inacceptable pour l'Empire Ottoman, les peuples balkaniques, l'Autriche-Hongrie et pour l'Angleterre, est donc remplacé par le Traité de Berlin (13 juillet 1878), qui divise alors la Bulgarie en deux, et réduit par conséquent les frontières de la Bulgarie de San Stefano. Les Bulgares vivront cela comme une profonde injustice et dès lors, leur objectif est de retrouver les frontières de San Stefano. Toutefois, ces frontières dites ethniques, puisqu'elles prétendent réunir tous les Bulgares, sont difficiles à appliquer car la péninsule balkanique est une région dont les

---

<sup>214</sup>*Revue des Etudes Slaves*, « quelques aspects du nationalisme en Bulgarie 1878-1918 », Tome 60, fascicule 2, Paris, Institut d'études slaves, 1988, p. 500



populations sont très mélangées. Si chaque pays balkanique revendique des frontières « ethniques », alors, on ne peut qu'entrer en conflit ! Mais les Bulgares restent obnubilés par leurs frontières et veulent « œuvrer à la libération de ses frères du joug turc »<sup>215</sup>. Le 6 septembre 1885, le putsch pacifique de Plovdiv permet le rattachement de la Roumélie Orientale à la principauté de Bulgarie. Cette union est la première étape du programme national bulgare, dont l'objectif reste San Stefano. La Serbie, contre cette union, entre en guerre contre la Bulgarie, en novembre 1885, mais essuie une défaite rapide. Ce succès territorial de la Bulgarie, reconnu par les Puissances en avril 1886, gêne les voisins balkaniques. En effet, la Bulgarie, dès lors, apparaît ambitieuse et hégémonique par rapport à ses voisins. De plus, ce succès de l'union par rapport à l'Empire Ottoman ajoute une véritable arrogance dans les rangs des militaires, leur faisant croire que toute revendication sera acceptée facilement ... On retrouve cela dans les guerres balkaniques de 1912-1913. De plus, l'armée Bulgare représente l'idéal nationaliste de la Bulgarie.

Enfin, le 22 septembre 1908, la Bulgarie rompt tout lien avec l'Empire Ottoman en déclarant son indépendance.

### *En Serbie*

Pour comprendre l'essence du nationalisme serbe, il faut remonter au XIV<sup>e</sup>s, à l'époque d'Etienne-Ourosch IV, appelé aussi Douchan Le Grand, qui mène la Serbie à son apogée. A la suite de la défaite de l'Empire d'Orient face aux Croisés, Douchan en profite pour conquérir l'Albanie, l'Epire, une grande partie de la Macédoine et dans sa lancée, il assiège l'empereur à Salonique en 1340. Le traité de paix assure à la Serbie les territoires compris entre le Danube et le golfe de Corinthe, de l'Adriatique à la Maritza, jusqu'aux environs d'Andrinople. En plus de cette expansion territoriale importante, il réussit aussi à libérer l'Église Serbe du patriarcat grec. En 1346, il se proclame empereur des Serbes, des Grecs, des Albanais et des Bulgares et il arrache la Bosnie et l'Herzégovine à la Hongrie. Toutefois en 1355, juste avant son arrivée à Constantinople dont il veut s'emparer, car conscient du danger turc, il meurt brutalement et ses successeurs ne réussiront pas à tenir cet empire. Les Hongrois récupèrent la Bosnie, mais l'évènement qui marque la conscience nationale serbe est la bataille du Kosovo, qui oppose le sultan ottoman Mourad Ier face au tsar serbe Lazare, qui réunit une armée « chrétienne » composée de Serbes, de Bosniaques dont le roi de Bosnie Tvrtko Ier, de Bulgares et d'Albanais dont le prince Gjergj II Balsha. Ce fut un désastre sanglant. Cette bataille du 15 juin 1389 devint une journée de deuil

---

<sup>215</sup>*Ibid.*, p. 501

nationale et accentu le patriotisme serbe. Mais elle marque aussi la fin de l'âge d'or serbe et le début de l'oppression sous le joug ottoman. En effet, en 1459, la Serbie est finalement totalement envahie par les Turcs. Et en 1683, en plus de la domination temporelle turque, s'ajoute la domination spirituelle grecque, comme pour les Bulgares, avec l'abolition du patriarcat serbe à Peć. Toutefois, à la différence de la Bulgarie, la conscience nationale serbe ne s'est pas éteinte malgré la domination turque, car des centres intellectuels diffusent encore la permanence de la pensée slave. En effet, de nombreux Serbes vivent hors du territoire ottoman, en particulier en Autriche-Hongrie, où l'on retrouve deux centres intellectuels qui servent à la nation serbe à Raguse et Agram<sup>216</sup>. Et de plus, les traditions familiales, les chansons populaires et les récits épiques célébrant la dynastie des Nemanjić, dont est issu Douchan le Grand, entretiennent aussi cette conscience nationale.

Malgré quelques résistances pendant ces quatre siècles de domination ottomane, ce n'est vraiment qu'au début du XIX<sup>e</sup>s que la foi patriotique serbe s'agite. Tout d'abord, à la fin du XVIII<sup>e</sup>s, des livres sont rédigés exaltant le passé glorieux de la Serbie, en particulier de la puissance des États serbes médiévaux, nourrissant alors le nationalisme serbe ; par exemple, *l'Histoire de la Serbie* de Jovan Rajić, écrivain et historien, en 1794. Mais la Serbie connaît d'abord une lutte d'indépendance avec le développement intellectuel de la nation<sup>217</sup>. L'affranchissement envers l'Empire Turc se fait progressivement tout au long du XIX<sup>e</sup>s. Et cela commence avec Georges Petrovitch, à la tête de la première révolte serbe (1804-1813) qui s'empare de Belgrade le 13 août 1806 à la bataille de Michar, où il fait massacrer tous les musulmans qui n'ont pas pu s'enfuir<sup>218</sup> ; toutefois, lorsque les Turcs reviennent en force, ils se livrent aussi à des massacres en représailles. Et Milos Obrénovitch qui, en 1815, à la tête du second soulèvement serbe, obtient la reconnaissance de la liberté de religion et une semi-autonomie avec le *pachalik* de Belgrade. Ces deux évènements sont bien des mouvements nationaux. Mais, le développement national de la Serbie est fortement retardé par ces luttes intestines entre la dynastie des Karageorgevitch et des Obrénovitch, depuis l'assassinat de Georges Pétrovitch par Milos Obrénovitch en 1817. Durant tout le XIX<sup>e</sup>s, l'assassinat politique joue un rôle central dans la vie politique serbe. Toutefois, à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup>s, la conscience nationale historique refait surface avec la résurrection de cette fameuse bataille du champ des merles (Kosovo).

---

<sup>216</sup>Rapport de la Commission Carnégie, dotation pour la paix internationale, *Enquête dans les Balkans, rapport présenté aux directeurs de la Dotation par les membres de la Commission d'enquête*, Paris, George Crès et Cie, 1914, p. 3

<sup>217</sup>*Ibid.*, p.3

<sup>218</sup>Georges Castellan, *Histoire des Balkans, XIV-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1999

Mais ce que l'on retire en particulier de cette bataille, c'est l'héroïsme d'un homme, Milos Obilitch, qui réussit à tuer le sultan Mourad Ier dans son camp. On retrouve alors les deux ingrédients qui créent ce nationalisme serbe : « l'exaltation de l'héroïsme et le refus obstiné de se soumettre »<sup>219</sup>.

Parallèlement se développe la volonté de réunir tous les Serbes dans des frontières communes grâce à la formation de ce sentiment national serbe. En effet, on retrouve des Serbes à la fois dans l'Empire Ottoman, en Bosnie-Herzégovine, et dans l'Empire Austro-Hongrois, en Macédoine et dans le Sandjak de Novi Pazar. Vuk Stefanović Karadžić contribue à la formation de ce sentiment national serbe ; écrivain et linguiste serbe, il épure la langue, détermine l'orthographe, les règles et la grammaire ; il rassemble les légendes et poèmes du passé nourrissant le peuple d'idéaux nationalistes. Cette langue nationale devient celle de tous les Yougoslaves, unifiant les slaves avec en plus cette propagande panslave russe, que l'on retrouve aussi en Bulgarie. Cette politique d'expansion territoriale, pour accueillir tous les frères de race serbe, ne peut donc se faire qu'aux dépens de l'Empire Turc ou de l'Empire Austro-Hongrois. Et cela implique en plus un contrôle sur la « Vieille Serbie », c'est-à-dire le Kosovo et la Macédoine du nord et de l'ouest. Reste à définir le terme de race dans ce contexte. Charles Seignobos nous fait part de la déviation qu'a pris le sens du mot « race » : à l'origine, c'est « un groupe de gens descendant de mêmes ancêtres, caractères physiologiques communs et héréditaires »<sup>220</sup>. De cette définition anthropologique, nous sommes passés à une définition sous influence des linguistes : la race serait un « groupe que forment les gens de même langue ou de langues apparentées ». Alors pourquoi la Serbie intervient-elle en 1875, lorsque les paysans d'Herzégovine se soulèvent contre les grands propriétaires musulmans et que cette révolte gagne ensuite la Bosnie ? Dans cette Bosnie-Herzégovine de 1875, on compte environ 500 000 Serbes orthodoxes, 200 000 Croates catholiques et environ 450 000 musulmans, dont la majeure partie sont des Slaves convertis à l'Islam. Pour revenir à la définition linguistique de Seignobos, si la Serbie n'est pas indifférente à cette révolte, c'est bien parce que tous les habitants de Bosnie-Herzégovine, quelle que soit leur origine ou leur religion, parlent tous la même langue, c'est-à-dire le serbe. Ce nationalisme serbe, trouve son écho dans la voix de Garašanin, ministre des affaires intérieures de la Principauté serbe à l'époque, qui préconise la réunion de tous les Slaves du Sud dans un de ces rapports appelé *Načertanije*

---

<sup>219</sup>Jean-Jacques Becker « L'ombre du nationalisme serbe », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 1/2001 (n° 69), p. 7-29.

<sup>220</sup>P. Saly, A. Gerard, C. Gervais (et al.), *Nations et nationalismes en Europe, 1848-1914*, Paris, Armand Colin, 1996, p. 114

(« Esquisse » ou « Projet »), en 1844. Ce concept de Grande Serbie sera à plusieurs reprises modernisé, et repris, en particulier par Pašić. En 1878, suite au traité de Berlin, la Serbie obtient certes son indépendance totale, et son territoire s'agrandit avec la région de Nish, qui compte environ 400 000 habitants. Mais, elle reste un petit pays, avec ces 2 millions d'habitants et ces 50 000 km<sup>2</sup>, et surtout, elle n'a toujours pas d'accès à la mer, l'Autriche-Hongrie faisant tout pour l'en empêcher. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine par cet empire meurtrit encore plus les Serbes, ce qui n'est pas le cas de leur nouveau roi Milan Obrénovitch, qui se tourne de plus en plus vers l'Autriche-Hongrie.

Donc, le nationalisme serbe est plus une politique d'expansion territoriale pour accueillir tous ses frères de « race » ou plutôt, devrions nous dire, de « langue », quitte à entrer en guerre avec ses grands voisins, l'Autriche-Hongrie, ou l'Empire Turc. La Serbie souhaite alors réunir tous les Slaves dans un seul pays, mais non pas en les accueillant dans leurs frontières actuelles, trop petites pour contenir tous les Slaves de la péninsule, mais en intégrant les régions où se trouvent des Serbes dans les frontières de la Serbie. Cela ne peut donc engendrer que des conflits ...

### *En Grèce*

L'Empire Ottoman conquiert toute forme d'indépendance grecque à partir de la chute de Byzance en 1453. En effet, Athènes est prise dès 1458, et Mistra en 1460, juste à côté de l'ancienne Sparte. Déjà, la conscience nationale grecque sera nourrie du souvenir d'Alexandre le Grand, unificateur des Grecs, qui est alors le point de départ de ce que l'on appellera plus tard, au XIX<sup>o</sup>s, la *Megali Idea*, « Grande Idée »

Le territoire grec, constitué en *millet*, connaît deux groupes sociaux qui ont acquis beaucoup de puissances, malgré la domination de l'Empire Ottoman. Il y a tout d'abord le patriciat phanariote qui contrôle l'Église Orthodoxe, et ensuite, la bourgeoisie grecque. Ces deux groupes ont un rayonnement sur toute la péninsule balkanique<sup>221</sup>. L'un par sa domination idéologique depuis le début du XVIII<sup>o</sup>s, l'autre, par son influence croissante des intellectuels bourgeois à partir de la fin du XVIII<sup>o</sup>s, avec par exemple Rhigas (1757- 1798). Influencé par les idées de la Révolution Française, il rédige alors des écrits politiques en faveur, en particulier, de l'indépendance des populations balkaniques sous domination ottomane. A travers son programme, en particulier *Thourios* en 1797 qui est diffusé dans les Balkans, on peut retrouver les ambitions idéologiques et territoriales des

---

<sup>221</sup>Encyclopedia Universalis, article de Dimitri KITSIKIS (professeur agrégé à l'université d'Ottawa, Canada), « de la Grèce Byzantine à la Grèce contemporaine »

Grecs : son but étant de renverser le sultan et transformer cet empire en une « République hellénique » comprenant les peuples de la péninsule balkanique, avec une constitution inspirée de la constitution française de 1793.

« Bulgares et Albanais, Serbes et Roumains,  
Épirotes et insulaires, d'un même élan  
Tirez le sabre pour la liberté;  
L'Hellade vous appelle et vous tend les bras! »

Source : *Thourios* (« l'hymne de la guerre ») de Righas<sup>222</sup>

Mais ce programme a été un échec justement à cause des particularismes ethniques dont Righas ne prend pas en compte. Après son indépendance en 1830, reconnue en 1832 par la Porte, la Grèce connaît plusieurs luttes intestines, opposant les vieilles castes oligarchiques contre la classe des bourgeois, mais son problème principal est bien la question nationale. Comme la Serbie, c'est après cette indépendance que s'affirment les bases de la civilisation nationale hellénique<sup>223</sup>. C'est alors qu'apparaît la « Grande Idée », *Megali Idea*, expression du sentiment national grec, et qui ressemble en tout point au nationalisme serbe et bulgare et aux autres mouvements nationaux de l'époque. En effet, le but de cette « Grande Idée » est d'unir tous les Grecs dans les frontières de l'État-Nation Grec, mais aussi tous les orthodoxes de l'Empire Ottoman, et elle vise comme capitale Constantinople. Le but final est donc de reconstituer un « Empire Byzantin purement grec »<sup>224</sup>. Tout de suite, on peut donc affirmer que les Grecs devront agrandir leur territoire, d'abord au dépens de l'Empire Ottoman, puis certainement au dépens des Bulgares qui eux aussi souhaite, non pas de conquérir Constantinople, mais d'au moins avoir les territoires autour de Andrinople, c'est-à-dire la Thrace orientale, et pourquoi pas la Thrace occidentale pour retrouver les frontières de leur ancêtre Siméon le Grand (893-927). Et dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup>s, cette expression nationale grecque va justement se heurter aux nationalismes des autres peuples balkaniques, qui veulent elles aussi, récupérer certains territoires de la Turquie d'Europe afin d'accomplir leur unification nationale.

---

<sup>222</sup>C. Fauriel, *Chant populaires de la Grèce Moderne*, T.2 Chants historiques, romanesques et domestiques, Paris, 1825, accessible sur Gallica, p. 21-29, cf annexe 10 pour le chant en entier

<sup>223</sup>Rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 3

<sup>224</sup>Encyclopedia Universalis, *op. cit.*

Le nationalisme est l'idéologie dominante dans chacun de ces pays balkaniques. Elle est d'abord révélée, puis diffusée dans les journaux et inculquée aux enfants et aux soldats. Ce nationalisme se caractérise par une langue commune et par un socle historique commun<sup>225</sup>, plus ou moins ressuscité selon son degré d'oubli, auquel on fait référence pour appuyer sa politique. Par exemple, la Bulgarie souhaiterait retrouver les frontières de San Stefano qui s'approchent beaucoup des frontières de leur plus grand chef : Siméon Le Grand, qui a porté son Empire d'Andrinople à la Morava. En Serbie, les Hommes s'appuient sur l'exaltation de l'héroïsme d'un homme lors de la bataille du Kosovo, afin d'insuffler du courage et de la volonté pour refuser de se soumettre au joug ottoman. En Grèce, on souhaite retrouver l'Empire unificateur de tous les Grecs, celui d'Alexandre le Grand. Et chacun de ses États a un but, qui oblige à regarder avec convoitise certains territoires, en particulier ici la Macédoine. Cette ambition territoriale, on la retrouve chez tous les États Balkaniques, pour pouvoir accueillir le plus de « frères de race », donc de population parlant la même langue si l'on reprend la définition linguistique de Seignobos. Or justement, ces populations sont très mélangées et ces États revendiquent alors les mêmes portions de territoires, ce qui engendre donc des tensions, pouvant mener jusqu'au conflit. On retrouve vers la fin du XIX<sup>e</sup>s déjà quelques rixes entre eux.

### **Les prémices d'une guerre inévitable**

Les conflits nationalistes se retrouvent bien avant les deux guerres balkaniques de 1912 et de 1913. D'après Iancovici, il faut trouver les origines des discordes entre les peuples balkaniques dans le traité de Berlin de 1878<sup>226</sup>, censé rétablir un certain équilibre européen. Tout d'abord, on l'a vu, la Bulgarie est amputée des territoires donnés par le traité de San Stefano, créant alors une profonde frustration chez les Bulgares. De plus, la Dobroudja est remise à la Roumanie, ouvrant une nouvelle querelle. La réunion, demandée par la Serbie, entre cette dernière et la Bosnie-Herzégovine, est refusée, ce qui empêche alors la Serbie d'avoir un accès à la mer Adriatique, et de réunir ses frères de race. Et enfin, le traité refuse la réunion de la Crète à la Grèce. Dès lors, la Macédoine devient « la pomme de discorde » entre les peuples balkaniques<sup>227</sup>, avant même la lutte contre leur oppresseur commun.

---

<sup>225</sup>Dusan T. Batakovic, « Le passé des territoires : Kosovo-Metohija XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup>s », in *Balkan Studies*, vol. 38 t. 2, Salonique 1997, pp. 253-283.

<sup>226</sup>D. Iancovici, *La crise balkanique 1912-1913*, Paris, Larose, 1916, p. 26

<sup>227</sup>*Ibid.*, p. 27

Trois conflits précédant ceux de 1912 et 1913 nous montrent bien à la fois, le poids du nationalisme dans les conflits à cette époque et dans cette péninsule, et les jalousies territoriales qui peuvent exister, au sujet de la Macédoine, entre les peuples balkaniques. Tout d'abord, la guerre greco-turque dite de Trente jours de 1897. En mai 1896, des affrontements entre chrétiens et musulmans (un tiers de la population crétoise dont la plupart est hellénophone) ont lieu à Héraklion et Hanya<sup>228</sup>. Les chrétiens attaquent les villages musulmans, et inversement, ces derniers incendient les quartiers chrétiens. Le 6 février 1897, les insurgés crétois d'Hanya proclament l'union avec la Grèce et demandent de l'aide au roi George Ier : un corps expéditionnaire grec arrive sur l'île<sup>229</sup>. En effet, les Grecs sont échauffés et des comités nationalistes comme *Ethniki Hetairi*, la Société nationale, entretiennent ce rêve de la « Grande Idée ». Le 17 avril 1897, l'Empire Ottoman déclare la guerre à la Grèce à la suite d'une insurrection en Crète, qui avait pour but l'*enosis*, c'est-à-dire l'union de la Crète avec la Grèce, dans le cadre de la « Grande Idée »<sup>230</sup>. Toutefois, les inégalités de forces, en terme d'effectifs mais aussi de matériels, permettent de conclure rapidement la guerre, en faveur de l'Empire Ottoman. En effet, ces derniers comptent dans leurs rangs 120 000 hommes contre 75 000 pour les Grecs<sup>231</sup>. Mehmet Uğur Ekinçi précise dans son mémoire qu'il aurait fallu une insurrection dans les territoires ottomans pour que la Grèce ait une chance d'être victorieuse, ou alors que les États Balkaniques se rallient à la cause grecque. Le conflit passe de la Crète en Thessalie et en Epire où les Grecs essuient une importante défaite près de Mati le 23 avril 1897, où Tirnova tombe alors aux mains des Ottomans. Larissa est capturée deux jours plus tard, le 25 avril. Les Grecs, furieux de ces défaites successives, accusent le roi George Ier et le gouvernement. La contre-attaque grecque à Dhomokos, le 18 mai est une catastrophe ; les Grecs, battus, permettent alors aux Ottomans de s'avancer dans les territoires grecs et d'occuper presque toute la Thessalie. Le cessez-le-feu est signé le 20 mai sous la pression de Puissances ... La Crète fait partie des territoires à inclure dans la « Grande Idée » puisqu'elle est considérée comme grecque à la fois par la Grèce, mais par l'île elle-même. Cette guerre de Trente jours nous révèle bien que la Grèce, tout comme les peuples balkaniques, n'est pas capable de réaliser sa « Grande Idée » toute seule. Et cela, les

---

<sup>228</sup>François Georgeon, *Abdulhamid II, Le sultan calife*, Paris, Fayard, 2003, p. 336

<sup>229</sup>*Ibid.*

<sup>230</sup>Mehmet Uğur Ekinçi, *The origins of the 1897 Ottoman Greek War : a diplomatic history*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Bilkent University Ankara, 2006

<sup>231</sup>*Ibid.*, p. 80

peuples balkaniques l'ont bien compris : malgré le déclin de l'Empire Ottoman, ce dernier reste une puissance militaire trop importante face à de jeunes États<sup>232</sup>.

Un autre conflit marque profondément les Macédoniens et prépare les populations à la révolte. En 1893, un groupe de jeunes intellectuels fondent une société secrète, l'« organisation intérieure » à Resna, afin de « préparer la population chrétienne à la lutte armée contre le régime turc, afin d'obtenir la sécurité des personnes, des garanties d'ordre et de justice », sous-entendu, l'autonomie politique<sup>233</sup>. Cette organisation distribue donc des armes et exerce les populations au tir. Cependant, les Turcs découvrent un dépôt d'armes et de bombes, et déclenchent alors des représailles : 200 personnes seront tuées. Au lieu d'éteindre l'étincelle, cela ne fait qu'attiser le feu. De 1898 à 1902, on compte 132 conflits contre les autorités turques et 512 victimes<sup>234</sup>. Et le 20 juillet 1903, une insurrection éclate à Salonique. Les effectifs sont inégaux, on dénombre 26 000 révoltés contre 351 000 soldats turcs ! 200 villages seront ruinés par la vengeance turque, 12 000 maisons brûlées, 3 000 femmes violées, 4 700 habitants tués et 1 000 révoltés massacrés, d'après le rapport officiel de l'« organisation intérieure ». Ces sanglantes représailles marqueront toute une génération de Macédoniens, prêts à renverser l'ordre des choses, dès que le moment opportun se présentera.

Ensuite, la guerre serbo-bulgare de 1885-1886 nous montre les mécontentements préexistants entre la Serbie et la Bulgarie, qui sont, en plus du nationalisme de chacun, une des facettes de cette guerre. Suite à la tentative d'union de la Roumélie Orientale à la principauté de Bulgarie par des nationalistes bulgares en septembre 1885, le roi de Serbie Milan Ier fait part de son désaccord. Sans déclaration de guerre au préalable, l'armée serbe entre en Bulgarie dans la nuit du 13 au 14 novembre 1885. La principale bataille se déroule du 17 au 19 novembre 1885 à Slivnitsa et se conclut par la victoire des bulgares, avec en tête de l'armée le Prince Alexandre de Battenberg, face au roi Milan Ier. Les troupes bulgares avancent alors en Serbie jusqu'au moment où l'Empire Austro-Hongrois menace d'entrer en guerre contre la Bulgarie si elle ne s'arrête pas là. Un traité de paix est signé le 3 mars 1886 reconnaissant chacun des États dans ses frontières, et surtout, la Bulgarie conserve les territoires de la Roumélie Orientale. Cet épisode nous montre bien que chaque avancée des Bulgares vers la Macédoine irrite la Serbie qui, elle, n'arrive pas à avoir de débouchés sur l'Adriatique, et qui n'arrive pas non plus à réunir sous un même drapeau tous

---

<sup>232</sup>Gergeon, *op. cit.*, p. 338

<sup>233</sup>Rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 14

<sup>234</sup>*Ibid.*



les Serbes de Bosnie-Herzégovine et du Monténégro. Le nationalisme implique des ambitions territoriales que chacun arrive plus ou moins à accomplir, ce qui, entre voisins, peut amener à certains mécontentements et à certaines jalousies (ce qui n'est pas sans rappeler l'Alsace et la Lorraine entre la France et l'Allemagne ...).

Nous pouvons rajouter à ces conflits militaires, des conflits idéologiques qui s'enracinent à partir de la moitié du XIX<sup>e</sup>s, entre les Grecs, les Serbes et les Bulgares, au sujet de la Macédoine. Un publiciste bulgare, Lioubène Karavélov, dit en 1869-70 : « Les Grecs ne demandent pas quelle est la population qui habite une contrée comme la Macédoine ; ils disent bien que cette contrée a jadis appartenu aux Grecs, et que, pour cette raison, elle doit leur appartenir de nouveau [...]. La Thrace et la Macédoine doivent être bulgares, puisque ce sont des Bulgares qui les peuplent ». Ce conflit d'intérêt nationaliste ne se borne pas aux les Grecs et aux Bulgares. En effet, certes, les Serbes reconnaissent au début la Macédoine comme bulgare, sauf les nationalistes, qui veulent retrouver l'étendue territoriale de Douchan le Grand. Alors, ils organisent des écoles serbes, on en compte six en 1866, 32 un an plus tard et 42 en 1868. Mais, en 1869, une polémique est lancée par la presse bulgare, qui se rend compte que les maîtres d'écoles font de la propagande en faveur de leur nationalité. Parallèlement à cela, l'Exarchat Bulgare est créé en 1870, ce qui exacerbe encore plus les Serbes, qui, quant à eux, se voient refuser le débouché sur l'Adriatique ; de plus leur frères de race en Bosnie-Herzégovine sont à partir de 1878, occupés par l'Autriche-Hongrie. Dès lors, l'école nationale serbe prend le dessus<sup>235</sup>, accentuant les conflits d'intérêts entre Serbes et Bulgares<sup>236</sup>.

Les représentations des évènements historiques que se font les peuples pèsent sur eux-mêmes. La perte de la Bosnie-Herzégovine pour les Serbes et leur défaite face aux Bulgares en 1886, l'abolition de la Grande Bulgarie de San Stefano pour les Bulgares en 1878, et la défaite grecque en 1897 avec la perte de la Thessalie, tous ces évènements historiques créent des sentiments de frustration, d'injustice et d'impuissance, que J. Semelin appelle « le 'malheur' du peuple »<sup>237</sup>. En instrumentalisant ce traumatisme collectif, à travers la propagande, on peut réveiller le ressentiment, la peur, ce qui peut alors attiser le feu nationaliste<sup>238</sup>.

---

<sup>235</sup>Rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 6

<sup>236</sup>Pour mieux illustrer notre propos, cf carte schématisant les conflits nationalistes entre les peuples balkaniques en annexe 3

<sup>237</sup>Jacques Semelin, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil, 2005, p. 41

<sup>238</sup>*Ibid.*, p. 72

### Une haine de race (envers les Bulgares)

Peut-on voir à travers ce nationalisme de chacun une part de racisme ? Cela peut paraître paradoxal de parler de racisme entre les Serbes et les Bulgares, tous deux étant des peuples slaves. Ces deux entités forment un « bloc ethnolinguistique », c'est-à-dire, « un regroupement d'hommes unis par la cohabitation et la langue »<sup>239</sup>. Et en effet, on ne retrouve pas de propos racistes provenant des Serbes envers les Bulgares et inversement. Leur haine se focalise surtout sur des rivalités territoriales et historiques anciennes, comme on l'a vu précédemment. De plus, leur haine vient aussi, selon l'étude de Sigmund Freud (« narcissisme des petites différences »), d'un paradoxe qui fait que les individus cherchent à se différencier des autres, et parfois, cela devient une cause d'hostilité entre les hommes<sup>240</sup>. Il écrit : « Deux villes voisines se font l'une à l'autre une concurrence jalouse. Chaque petit canton est plein de mépris pour le canton voisin. Des groupes ethniques appartenant à la même souche – les Slaves Serbes et les Slaves Bulgares – se repoussent réciproquement. » (dans *Psychologie collective et analyse du moi*, Paris, Payot, 1962, p. 52-53). Donc, on ne retrouve pas de racisme entre les Serbes et les Bulgares, mais une haine réciproque. Là où nous retrouvons le plus de propos racistes, ce sont dans les sources écrites par les Grecs. Un sentiment « bulgarophage » se dégage de ces écrits, de ces rapports, comme une « sale race de slaves »<sup>241</sup>, alors que leur allié dans la seconde guerre balkanique sont aussi des slaves ... Les Bulgares sont généralement comparés à des barbares des temps anciens, comme un peuple qui n'a pas évolué vers la civilisation, et qui est resté enfermé dans des coutumes barbares et sanguinaires. Les écrits font des rapprochements avec les Huns<sup>242</sup>, sous Attila, voire avec les Mongols, sous Gengis Khan<sup>243</sup>. Tout dépend sur quelle théorie s'appuient les sources, pour connaître l'origine des proto-bulgares. L'une propose que les proto-bulgares sont un groupe de Huns qui sont descendus vers le Danube après le mort d'Attila (453) ; l'autre théorie rattache les proto-bulgares à des habitants d'Asie Mineure<sup>244</sup>. Dans le rapport grec, dès l'introduction, on nous fait part de leur interprétation des massacres pratiqués par les Bulgares, en lien avec ces théories. Pour eux, les massacres et atrocités ne peuvent pas être justifiés uniquement par une explosion

---

<sup>239</sup>Georges Castellan, *Le monde des Balkans. Poudrière ou zone de paix ?*, Paris, coll. Thématèque/Histoire, Vuibert, 1994, p. 12

<sup>240</sup>Semelin, *op. cit.*, p. 47-48

<sup>241</sup>Rapport Carnégie, *op. cit.*, p. 175

<sup>242</sup>Pierre Loti, *Turquie agonisante*, Paris, Calmann-Levy, 1913

<sup>243</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913 : faits, rapports, documents, témoignages officiels*, Athènes, Sakellarios, 1914,

<sup>244</sup>Rashev, Rashed, "On the origin of the Proto-Bulgarians." in *Studia protobulgarica et mediaevalia europensia. In honour of Prof. V. Beshevliev*, 1992, Veliko Tarnovo, pp. 23-33.

de haine nationaliste, ni parce qu'une guerre est inséparable de violences. Pour eux, la violence est ancrée dans les mœurs des Bulgares. Malgré les contacts avec l'Europe civilisée, cela n'a pas apaisé ces mœurs. Les Grecs (les plus extrémistes) s'appuient au préalable sur des stéréotypes négatifs des Bulgares. Les Grecs les considèrent donc comme des barbares orgueilleux<sup>245</sup>, un peuple d'arriérés non civilisés, même s'ils sont chrétiens<sup>246</sup>. Comme une race « inférieure », alors que les Grecs se considèrent comme les « vengeurs de la civilisation », face à cette « race de monstre », que la presse ne lésine pas à utiliser pour désigner les Bulgares. Voici ce que l'on pouvait lire dans le journal *Zukunft* en juillet 1913 : « vous avez conservé les sauvages et hideux instincts des hordes dont vous êtes les descendants et qui ont, il y a 1 000 ans, épouvanté le monde de leurs forfaits. Vous les continuez aujourd'hui. »<sup>247</sup>. Si les Bulgares coupe les oreilles et le nez, mutilent, torturent, étranglent et pendent, ce sont bien là, pour les Grecs, les restes d'anciennes coutumes de barbares des temps anciens. On attaque alors la souche même d'un peuple, ces racines, pour l'accuser d'atrocités au XX<sup>e</sup>s, comme si c'était écrit dans leur gène. Le gène de la cruauté, transmise depuis Attila et Gengis Khan dans le sang des proto-bulgares puis, mêlé ensuite aux slaves orientaux qui deviendront ces Bulgares, une « sale race de slave » ... Cette propagande, mêlée aux images populaires, peut alors expliquer l'acharnement sur les populations Bulgares pour leur faire changer de nationalité - certes par la force -, le traitement qui leur ont été infligés, que ce soit dans les prisons ou même dans le quotidien. Étant donné que les Bulgares sont vus comme des barbare, les Grecs considèrent alors que seule la brutalité et la force peut les faire changer ? Comme le disait Simone Weil « La violence, c'est ce qui fait de quiconque une chose »<sup>248</sup>. Et là, justement, les Bulgares ne sont plus des êtres civilisés aux yeux des Grecs, puisqu'ils disent eux-mêmes qu'on ne devraient plus les considérés comme un peuple civilisé<sup>249</sup>. On a là un noyau psychologique, qui, d'après J. Semelin, serait ancré dans l'imaginaire et qui serait la source « dans le processus de violence, pouvant conduire au massacre »<sup>250</sup>.

---

<sup>245</sup>Georges Lorand, *Les deux guerres et la atrocités balkanique d'après le rapport de la Commission Carnégie*, Bruxelles, Em. Rossel et fils, 1914

<sup>246</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, op. cit.*, dans l'introduction

<sup>247</sup>*Ibid.*

<sup>248</sup>Simone Weil, « L'Illiade ou le poème de la force » dans *La source Grecque*, Paris, Gallimard, 1953, p. 12- 13

<sup>249</sup>*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, op. cit.*, dans l'introduction

<sup>250</sup>J. Semelin, *op. cit.*, p. 72

## ***Un antagonisme religieux : l'Eglise Exarchiste contre l'Eglise Phanariote***

Les « droits historiques » sont, on l'a vu, une des raisons de ces prétentions rivales entre les nations, en Macédoine. La religion est aussi un thème qui divise au sein de ces territoires, d'autant plus que Nation et Religion sont souvent liés l'un à l'autre, sauf pour la Grèce depuis son indépendance en 1830.

### **La Croix contre le Croissant**

Lors de la première guerre balkanique, plusieurs sources font état d'une guerre qui oppose les Chrétiens aux Musulmans, en particulier chez P. Loti. Sorte de croisade de la Croix contre le Croissant. P. Loti ne comprend pas pourquoi les chrétiens s'en prennent aux musulmans. Il avance des arguments, comme quoi c'est un pays parfait, bon, sage. Il pardonne même les atrocités turque, car, selon lui, ce sont des massacres de désespoir, parce qu'ils sont affamés<sup>251</sup>. Alors que les vainqueurs, eux, n'ont pas d'excuses ... Il compare la Turquie aux pays balkaniques, respectivement, l'un est hospitalier et tolérant, l'autre est jaloux, féroce et brutal. Il cherche à secouer l'Europe pour qu'elle réagisse dans les Balkans, pour qu'elle stoppe cette « croisade » sanglante. Or, nous le verrons dans la partie suivante que, certes, il y a des cruautés commises par les populations chrétiennes sur des musulmans. Mais il ne faut pas les voir comme des actes de croisade, mais plus comme un geste « social », de « révolution sociale ». On tue le Turc musulman, parce que c'est lui qui nous taxe de plus en plus depuis le XVIII<sup>o</sup>s ; on maltraite le riche propriétaire local, qui est généralement Turc, parce qu'il nous prélève une grosse partie de nos récoltes et nous demande de lourdes corvées. En effet, la politique de l'Empire par rapport à l'Islam et aux populations chrétiennes des Balkans, est une politique de tolérance. Depuis la chute de l'Empire Byzantin en 1453 par les Turcs, ces derniers ont préférés jouer la carte de la tolérance religieuse, afin de faciliter l'intégration de l'Empire dans la péninsule et afin de s'assurer la loyauté des populations conquises<sup>252</sup>. Malgré, il faut le dire, quelques conversions forcées ici et là, surtout en Albanie.

En revanche, ce sont bien les chrétiens entre eux, qui se rivalisent, et cela, depuis la seconde moitié du XIX<sup>o</sup>s.

---

<sup>251</sup>Pierre Loti, *Turquie agonisante*, Paris, Calmann-Levy, p. 83-96

<sup>252</sup>Thierry Mudry, *Guerre de religions dans les Balkans*, Paris, Ellipses, 2005, p. 61

### L'Eglise Exarchiste contre l'Eglise Phanariote

Les différentes Églises dans la péninsule balkanique se sont réveillées en même temps que les ambitions nationalistes de leur peuple, au cours du XIX<sup>o</sup>s, et commencent à mener une lutte « spirituelle » à partir de la fin du XIX<sup>o</sup>s, jusqu'aux guerres balkaniques.

Lors de la conquête ottomane en 1453, mettant fin à l'Empire Byzantin, le sultan Mehmet II décide de jouer la carte de la tolérance religieuse. En janvier 1454, il procède à l'intronisation officielle d'un patriarche œcuménique, le Grec Georges Scholarios Gannadios<sup>253</sup>. Puis un siècle plus tard, en 1557, il restaure le patriarcat serbe orthodoxe de Peć, au Kosovo. Si le sultan décide de laisser en place ces Églises, c'est pour deux principales raisons : à la fois s'assurer la loyauté des populations conquises, et par là, faciliter l'intégration de l'Empire dans la péninsule balkanique. Mais, cette tolérance a ces limites. Certaines conversions forcées sont pratiquées, en particulier en Albanie, et sur certains Bulgares, que l'on nomme alors les Pomaks. Lors de la guerre austro-turque, de 1683 à 1699, opposant l'Empire Ottoman de Mehmet IV à la monarchie des Habsbourg, le patriarche de l'orthodoxie serbe, Arsenije III (1674-1691) répond à l'appel du commandant Louis-Guillaume Ier le Bave, pour lever des troupes contre les Turcs, en 1688, et incite les fidèles à la révolte. L'Empire Ottoman décide alors de renforcer le parti Grec, en particulier les Phanariotes (parti Grec dans la capitale ottomane, contrôlant le patriarcat œcuménique). Ces derniers en profitent alors pour procéder à l'hellénisation de la liturgie et de l'enseignement dans toute la péninsule ...<sup>254</sup> Puis, le patriarcat de Peć et l'autocéphalie de l'archevêché d'Ohrid sont supprimés pour renforcer la pleine autorité des Phanariotes, en 1767.

Le premier à s'insurger contre la politique d'hellénisation des Phanariotes est le moine Paisij Hildandar, avec son ouvrage *Histoire du peuple, des tzars et des saints bulgares*, en 1762, qui exalte le passé glorieux des Bulgares. Au début du XIX<sup>o</sup>s, cet ouvrage fait naître la conscience nationale bulgare. Dans ces peuples de la péninsule, l'idée de nation est en lien total avec la religion, sauf pour les Grecs à partir de leur indépendance en 1830. Dans les années 1860, les Bulgares expriment de plus en plus leurs ambitions nationalistes. En effet, sur les populations pèse une double domination, à la fois temporelle, par l'Empire Ottoman, et spirituelle, par la tutelle ecclésiastique des

---

<sup>253</sup>*Ibid.*, p. 57

<sup>254</sup>*Ibid.*, p. 61

Phanariotes ; ils souhaitent alors rejeter cette double tutelles<sup>255</sup>. Avec la reconnaissance de l'Exarchat bulgare en 1870 par la Porte, les tensions se déploient en Macédoine et en Thrace, pour le contrôle spirituel des populations locales chrétiennes. En effet, l'article 10 du firman impérial dit que « si tous les habitants de religion orthodoxe ou au moins les deux tiers d'entre eux [...] désirent se soumettre, pour leurs affaires spirituelles, à l'exarchat bulgare et si cela est dûment établi, ils pourront le faire »<sup>256</sup>. Dès lors, la concurrence est rude. Tout de suite, l'Église Hellénique et l'État Grec, qui ont des intérêts en Thrace et en Macédoine, déclarent l'Église Bulgare schismatique. Cette scission sera désavouée en 1872 par une conférence de prélats orthodoxes réunis à Constantinople, mais elle nous permet de se rendre compte des tensions qui existent entre ces deux Églises. Aux environs de Skopje et d'Ohrid, l'Exarchat obtient une majorité écrasante, ce qui impose alors aux évêques grecs de partir et d'être remplacés par des Bulgares. La concurrence est parfois violente entre les partisans, qui se disputent les églises et les écoles ; des célébrations religieuses sont interrompues, des assassinats et des actes de barbaries ont lieu, d'après Douglas Dakin<sup>257</sup>. L'État grec s'engage alors de plus en plus dans les vilayets où la concurrence est rude et parfois ponctuée de violence. Il envoie alors des missionnaires, des renforts militaires, encourage la création d'écoles et d'églises, afin de consolider l'influence culturelle, politique et militaire grecque, face à des nationalismes concurrents de plus en plus présents<sup>258</sup>. En 1904, on compte alors six évêchés appartenant à l'Exarchat Bulgare (Monastir, Debar, Nekrovop, Ohrid, Strumica et Vélès) et 592 écoles ; 28 évêchés pour le Phanar dont 2 serbes, et plus de mille écoles<sup>259</sup> ; enfin, les Serbes comptent environ 226 écoles<sup>260</sup>. Toutefois, dans ces données, le vilayet d'Uskub n'est pas pris en compte : il y a que 5 écoles grecques, contre 149 écoles bulgares et 88 écoles serbes dans cette région<sup>261</sup>. Dans les années 1860, le gouvernement serbe n'a pas de revendications territoriales en Macédoine, il se tourne plutôt du côté de la Bosnie-Herzégovine et de la côte Adriatique. Toutefois, certains extrémistes, comme Miloš Milojević, argumentent pour une Macédoine serbe. Il mène alors une propagande pour que des Bulgares de Macédoine se déclarent Serbes, rappelant les techniques d'assimilation utilisées pendant les guerres

<sup>255</sup>Isabelle Dépret, *Église orthodoxe et histoire en Grèce contemporaine. Versions officielles et controverses historiographiques*, Paris, l'Harmattan, 2009, p. 57

<sup>256</sup>Mudry, *op. cit.*, p. 63

<sup>257</sup>Douglas Dakin, *The Greek Struggle in Macedonia, 1897-1913*, Thessalonique, Institute for Balkan Studies, 1993, p. 45

<sup>258</sup>Dépret, *op. cit.*, p. 59

<sup>259</sup>Dakin, *op. cit.*, p. 19

<sup>260</sup>Georges Castellan, *Histoire des Balkans, XIV-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1999, p. 354

<sup>261</sup>Dakin, *op. cit.*, p. 20

balkaniques...<sup>262</sup>. En 1878, quant la Bosnie-Herzégovine est confiée à l'Autriche-Hongrie, la Serbie change d'attitude et se tourne alors vers la Macédoine. Pour affirmer alors son influence, elle crée en 1885 la Société de Saint Sava pour étendre son réseau scolaire en Macédoine, avec l'accord de l'Empire Ottoman qui, depuis l'union de la Roumélie Orientale et de la principauté de Bulgarie en 1885, y voit un moyen de « diviser pour mieux régner », comme elle l'a toujours fait. Pour contre-balancer encore plus les efforts bulgares, la Serbie propose même une alliance avec les Grecs pour combattre l'emprise croissante de l'Exarchat en Macédoine, et restaurer l'influence du Phanar. En échange, Athènes doit autoriser l'implantation serbe dans le vilayet du Kosovo, de Monastir et de Salonique. Athènes refuse à deux reprises, en 1893 et 1899<sup>263</sup>. A partir de l'assassinat du dernier Obrenović en 1903, la Serbie décide alors d'utiliser la force militaire pour contrôler une partie des églises et des écoles en Macédoine, en particulier au centre et à l'ouest de cette région, en chassant les exarchistes<sup>264</sup> : on retrouve la même situation, 10 ans plus tard...

Quant les Grecs et les Serbes ne massacrent pas, ils forcent les éléments « gênants » (prêtres, maître d'écoles, fonctionnaires, ...) à fuir. Ils ferment les écoles exarchistes dès l'automne 1912, obligent les fonctionnaires bulgares à devenir des fonctionnaires au profit de l'occupant, ou ils les obligent alors à fuir, d'autres sont emprisonnés, maltraités, voire tués (par exemple : le vicaire de l'archevêché de Salonique, Eulogios, jeté à la mer par l'armée grecque<sup>265</sup>). En quelques semaines, la présence exarchiste sur les territoires occupés par l'armée serbe ou grecque, est éradiquée.

---

<sup>262</sup>Mudry, *op. cit.*, p. 67

<sup>263</sup>Dakin, *op. cit.*, p. 45-46

<sup>264</sup>Mudry, *op. cit.*, p. 69

<sup>265</sup>Cf p. 46 de ce mémoire

## Chapitre 8 – Une soif de vengeance ...

La vengeance est un moyen de rétablir un acte que l'on considère comme injuste, de châtier quelqu'un pour le mal qu'il a fait, qu'il a pu engendrer. Cela paraît alors légitime afin de rétablir un équilibre de forces. La revanche est ancrée en chacun de nous, elle est comparable à une « justice simple »<sup>266</sup>, considérée comme juste. Toutefois, cet acte est inefficace car il relance la violence par le jeu de compensation/contre-compensation. Un va-et-vient qui est interminable puisque celui qui veut se venger, le fera selon son propre point de vue, ce qui est alors une nouvelle violence ...<sup>267</sup>. Seule la colère anime la vengeance. Néanmoins, on verra parfois que la limite entre colère et haine, qui mène à la suppression de l'autre, est parfois très mince.

### *... que l'on retrouve dans la Seconde Guerre Balkanique ...*

Le seconde guerre balkanique à été l'occasion pour chacun de se venger. De quoi ? Justement nous allons le voir. Toutefois, on retrouve surtout cet esprit de vengeance chez les soldats Turcs et chez les soldats Bulgares. Mais aussi dans la population. On le verra, c'est parfois l'occasion de se débarrasser de quelqu'un de gênant.

### *... chez les belligérants ...*

On retrouve surtout, dans les sources, ce sentiment de vengeance chez les belligérants Turcs et Bulgares. Chez les Bulgares, la vengeance est un plat qui se mange chaud. On retrouve un épisode de massacre vindicatif, perpétré par une armée bulgare. Une légion marche à travers la Gumuljina, et elle aperçut une cinquantaine de cadavres bulgares tués par des Turcs. L'occasion de venger ces morts commence dès qu'ils rencontrent des Turcs. Ils tirent sur tous les villageois turcs et sur les soldats qui s'enfuient. Environ 50 hommes sont tués et deux ou trois femmes<sup>268</sup>. Les officiers bulgares ont voulu trouver les coupables, mais les hommes, solidaires, argumentent cette traversée sanglante comme une représailles légitime. Ils ont « compensés » les Bulgares tués par le massacre d'une cinquantaine de Turcs... Toutefois, ce type de vengeance est un cas isolé.

---

<sup>266</sup>Hugo Slim, *Les civils dans la guerre. Identifier et casser les logiques de violence*, Genève, Labor et Fides, 2009, p. 182

<sup>267</sup>Gérard Courtois, J. Clavreul (et al.), *La vengeance. Etudes d'ethnologie, d'histoire et de philosophie*. Volume 4 *La vengeance dans la pensée occidentale*, Paris, Cujas, 1984, p. 14

<sup>268</sup>G. Lorand, *Les deux guerres et les atrocités balkaniques, d'après le rapport de la Commission Carnégie*, Bruxelles, Em. Rossel et fils, 1914



Nous avons vu que l'Empire Ottoman a subi une rapide et décisive défaite, en quelques semaines seulement. Il est alors amputé de tous ses territoires en Europe (sauf à l'est de la ligne Mydie-Eniz. Et pendant l'occupation des Bulgares en Thrace orientale, des atrocités sont commises sur les musulmans et les Turcs. Avec la défaite de la guerre, l'amputation des territoires européens, et les cruautés commises sur ces confrères par les Bulgares, l'Empire Ottoman se perçoit donc comme une victime agressée, qui doit alors défendre les siens, et cela, avec des moyens terribles et similaires à ce qu'ont fait les Bulgares. De plus, les Turcs ressentent cela comme une injustice, de la part des Puissances, en particulier de la France, qui a toujours argumenté en faveur d'un statu quo territorial de l'Empire Turc. En effet, Pierre Loti critique la France, qui tourne le dos à la Turquie malgré les garanties d'intégrité territoriale<sup>269</sup>.

Lors de la retraite bulgare, pendant la seconde guerre balkanique, les Turcs ont pu rentrer chez eux. A leur retour, ils se sont laisser aller dans leur vengeance. En effet, rappelons qu'en Thrace, dans les premières semaines de la première guerre balkanique, les Bulgares se sont déchaînés sur les villages musulmans : à Havsa, Has-Keuï par exemple. Quand l'armée Turcs a avancé dans la péninsule balkanique, les Turcs ont alors pu se venger : par exemple, à Osmanly, village bulgare qui se trouve à côté de celui de Havsa, 114 maisons chrétiennes ont été brûlées, et l'église a été également rasée<sup>270</sup>. On se trouve alors dans le cas d'une vengeance : « tu as détruit mon village, je détruis le tiens dès que j'en ai l'occasion »... Les Turcs souhaitent compensation, ils l'obtiennent à leur manière. Cet esprit de revanche se transforme alors en représailles. On retrouve alors deux sentiments dans la population turque, et même dans l'armée turque. Tout d'abord, ce désir de vengeance contre les chrétiens, en particuliers les Bulgares, comme nous venons de le voir. Ensuite, la volonté de récupérer ce qui leur appartient, et donc, en plus des destructions, les Turcs s'adonnent aussi au pillage. Par exemple, le 14 juillet 1913, quant Rodosto a été reconquise par l'armée turque, les « voleurs » ont deux jours pour restituer les biens qu'ils ont volés. Toutefois, la population turque n'attend pas ce délai, et commencent déjà à piller et à massacrer<sup>271</sup>. Ces massacres se déroulent surtout quant il y a des Bulgares. L'évènement à Boulgar-Keuï, Pichman-Keuï et Haskovo (cf p. 52) où au départ, les Turcs se sont adonnés au pillage pour « récupérer » leurs biens, mais ensuite, ils ont massacré les hommes, et violé les femmes<sup>272</sup>. Les Turcs se sont alors vengés des

---

<sup>269</sup>P. Loti, *Turquie agonisante*, Paris, Calmann-Levy, 1913, p. 103-118

<sup>270</sup>Rapport de la Commission Carnégie, *op. cit.*, p. 107

<sup>271</sup>*Ibid.*, p. 110

<sup>272</sup>*Ibid.*, p. 112

exactions, des atrocités et des conversions forcées, commises par l'armée bulgare et par la population.

### **... et les populations.**

Des exactions et atrocités commises par les populations locales ont aussi eu lieu. Nous l'avons vu juste avant : la population Turque se venge des Bulgares en les pillant, enfin, en reprenant ce qui leur appartenait, et ensuite, selon leur passion vengeresse, ils massacrent et violent. Mais dans certains cas, la vengeance peut être d'ordre social. Pour les chrétiens, soumis aux propriétaires Turcs, la vengeance peut ressembler à une « révolution sociale »<sup>273</sup>. En effet, depuis le XVIII<sup>e</sup>s, les petits paysans étaient de plus en plus écrasés par les impôts, les taxes et les corvées. Une insurrection a déjà eu lieu en 1875, dans les villages serbes contre les exactions des fonctionnaires turcs. Les troubles s'étant étendus jusqu'en Bosnie, l'Empire Ottoman fait alors un massacre. Mais ce massacre a engendré, contrairement à ce que pensait l'Empire, de nouvelles insurrections : en avril 1876, le comité révolutionnaire bulgare déclenche une révolte générale. En juillet 1876, l'Autriche-Hongrie et la Russie interviennent face à l'extension des troubles et aux représailles terribles menées par l'Empire. Le contexte des guerres balkaniques permet alors aux petits paysans chrétiens de chasser les propriétaires et les fonctionnaires turques, qui levaient de lourds tributs sur leurs travaux et la moisson. Les défaites turques renversent la balance, « entre vainqueurs et serfs »<sup>274</sup>.

Par ailleurs, la délation est également utilisée. Par exemple, lorsque les populations locales grecques aidaient les Turcs, elles dénoncent un voisin bulgare gênant, dont ils sont jaloux, ou tout simplement parce qu'il est riche ... Pour celui qui dénonce, c'est un moyen de s'approprier des terres<sup>275</sup>. Inversement, les armées grecques utilisent aussi des populations locales turques pour qu'elles leur montrent où sont les maisons de Bulgares riches. En effet, c'est un moyen rapide et efficace, puisque les villageois se connaissent entre eux. Les Serbes mettent à la tête de l'administration locale un représentant d'une minorité car il a une connaissance intime des affaires locales, et des rancunes à satisfaire ... Et c'est dans ces cas là que l'on rencontre les situations les plus funestes, car il y a une totale confusion entre le pouvoir responsable, à la tête du village ou de la ville, et le pouvoir irresponsable, les bandes. Ces dernières sont constituées de Serbes, ce ne sont pas des militaires mais des civils, et pendant 6 mois, avant la seconde guerre balkanique, ces

---

<sup>273</sup>*Ibid.*, p. 55

<sup>274</sup>*Ibid.*, p. 55

<sup>275</sup>*Ibid.*, p. 55

bandes ont suivi l'armée serbe et mené une véritable guérilla<sup>276</sup>, avec les méthodes d'assimilation que nous avons déjà énoncées plus haut (fermeture des écoles, désarmement des populations, nomination de Grecs ou de Serbes à la tête de l'administration, maîtres d'école chassés, réquisitions, arrestations arbitraires, ...).

Ce sentiment de justice est difficile à arrêter. Prenons l'exemple d'un homme, qui a vu sa maison détruite, ses proches tués, il cherchera à se venger dès que l'occasion se présentera. C'est le cas par exemple des Turcs, quand les conditions de combats ont changé de camp. La peine que « nous » avons subie, « l'autre » doit le ressentir, voire en pire<sup>277</sup>. Toutefois, la vengeance se porte généralement sur un groupe de civils qui n'est pas l'auteur initial (par exemple, les massacres par la légion bulgare à travers la Gumuljina). Quant à la vengeance serbe, on l'a vu elle se porte à la fois sur les Bulgares, mais aussi et surtout, sur les Albanais.

### ***La revanche Serbe : une guerre d'extermination ?***

#### **La frustration albanaise et serbe**

Les guerres balkaniques ont des conséquences directement sur l'identité culturelle et politique des albanais au Kosovo et en Macédoine. En effet, avec l'alliance des États Chrétiens des Balkans, les vilayets albanais sont en danger. Remontons quelques années auparavant. Le nationalisme albanais n'est pas inexistant à l'arrivée des Jeunes-Turcs au pouvoir en 1908. L'émergence du mouvement national albanais apparaît au milieu du XIX<sup>e</sup>s, en réaction aux réformes du Tanzimat. Des révoltes éclatent dès 1841 contre l'autorité ottomane et s'étendent dans toute l'aire albanophone en 1844. De là vont naître les premières revendications nationalistes albanaises, à savoir, une autonomie à l'image de la Serbie. Certains historiens parlent de protonationalisme car il y a une absence d'unité de projet politique et idéologique dans le territoire albanais<sup>278</sup>. L'aboutissement de l'émergence d'un mouvement national albanais se fait en trois phases. Tout d'abord, l'élite albanaise, en prenant conscience de sa propre appartenance ethnique, va le mettre en avant et la théoriser, en créant un alphabet et une langue albanaise (par Naum Veqilharxhi, à partir de

---

<sup>276</sup>*Ibid.*, p. 155

<sup>277</sup>Hugo Slim, *op. cit.*, p. 182

<sup>278</sup>Bashkim Iseni, *La question nationale en Europe du Sud-Est. Genèse, émergence et développement de l'identité nationale albanaise au Kosovo et en Macédoine*, Berne, Peter Lang SA, 2008, p. 180-182

1824<sup>279</sup>), en inventant son histoire et ses mythes « nationaux »... Comme l'on fait la Serbie et la Bulgarie. Ensuite, il faut diffuser ses idées nationales au sein de la population, à travers des sociétés culturelles, comme la « Société des lettres albanaises », créée en 1979, pour promouvoir les publications en langue albanaise ; ou encore une œuvre emblématique : celle de Pashko Vasa, *La vérité sur l'Albanie et les Albanais* en 1879, qui tente de retracer le passé des Albanais. Il est considéré comme « le premier manifeste de l'idéologie nationale albanaise »<sup>280</sup>. Enfin, après le traité de San Stefano, le mouvement national albanaise se mobilise pour faire face à l'élargissement des États balkaniques voisins et pour pouvoir agir sur les Puissances afin qu'elles tiennent compte des Albanais lors du Traité de Berlin<sup>281</sup>. C'est alors que des représentants des quatre vilayets albanophones se réunissent à Prizren, et constituent la Ligue de Prizren. Cependant, le Congrès de Berlin ne répondra pas aux revendications, Bismark dira même « je ne vois pas de nationalité albanaise ». Suite à l'assassinat de Mehmed Pacha le 6 septembre 1878, la Ligue se scinde en deux : les pro-ottomans quittent la Ligue qui devient alors « Ligue albanaise ». Avec la radicalisation de la Ligue, une répression brutale est menée en 1881 détruisant alors la Ligue. Ce sera la politique d'ottomanisation, de turquisation des éléments non-turcs par l'Empire à partir de 1908, sous le régime des Jeunes-Turcs, qui va favoriser une politique agressive du nationalisme albanaise, et va aussi amener une forte adhésion populaire<sup>282</sup>. En effet, le régime Jeune-Turc, pour mener à bien son but, est agressif et discriminatoire, ce qui accélère alors la mobilisation albanaise. S'ensuit alors les guerres balkaniques et la création d'un État Albanais indépendant en 1912, et reconnu par les Puissances en 1913, avec le traité de Londres. Soutenue en particulier par l'Autriche-Hongrie et l'Italie<sup>283</sup>, une commission est créée pour déterminer les futures frontières de ce nouvel État, et les troupes serbes et monténégrines, à leur grand désarroi, doivent se retirer. Toutefois, les délimitations des frontières albanaises ne refléteront que le souci de ménager les intérêts des Grandes Puissances, laissant alors hors des frontières plus de la moitié des populations albanophones et amputant le vilayet de Kosovo<sup>284</sup>. En effet, les propositions du

---

<sup>279</sup>Il participa aussi à la révolution grecque où il sera fortement influencé par l'esprit du mouvement national grec. C'est pour cela que selon lui, la libération des Albanais du joug ottoman ne se fera que si la lutte des peuples de Balkans sera commune. Bashkim Iseni, *La question nationale en Europe du Sud-Est. Genèse, émergence et développement de l'identité nationale albanaise au Kosovo et en Macédoine*, Berne, Peter Lang SA, 2008, p. 184

<sup>280</sup>*Ibid.*, p. 193

<sup>281</sup>*Ibid.*, p. 206

<sup>282</sup>*Ibid.*, p. 284-285

<sup>283</sup>On a déjà vu les raisons plus haut : pour l'Autriche-Hongrie, crainte que l'invasion serbe sur les côtes albanaises servent de bases navales russes ; et pour l'Italie, souhaite contrôler toute l'Adriatique.

<sup>284</sup>Iseni, *op. cit.*, p. 292

gouvernement provisoire albanais ne sont aucunement pris en compte<sup>285</sup>. En revanche, on cherche un équilibre entre les propositions des alliés balkaniques et les propositions de l'Autriche et de l'Italie, afin de répondre aux intérêts de chacun. Dès lors, les Albanais sont mécontents à l'issue de la Conférence et du traité de Londres, et le vivent comme une profonde injustice, tout comme les alliés balkaniques, en particulier la Serbie, enclavée, qui se voit refuser alors un accès à la mer Adriatique. Mais ce qui va marquer le plus les populations albanaises lors de ces guerres balkaniques, ce sont les massacres, à grande échelle, de la population civile par les Serbes et les Monténégrins...

### **Albania's Golgotha**

Lors de l'occupation des territoires albanais par les Serbes, un objectif est poursuivi : la purification ethnique et l'assimilation forcée. Pour comprendre cela, revenons au « plan » de Garašanin cité plus haut. Son discours, similaire à la *Megali Idea* grecque, a pour but un rassemblement ethnique de tous les Serbes et une expansion territoriale, pour retrouver la grandeur de leur empire médiéval. Avec la chute de l'Empire Ottoman dans la péninsule, le projet peut alors commencer et l'on parle alors de plus en plus de « Vieille Serbie », comme on a la « Grande Bulgarie »... Cette « Vieille Serbie » est le leitmotiv de toute l'élite serbe, et « électrise » les masses<sup>286</sup>. Pour cela, il faut étendre les territoires où se trouvent des Serbes, puis ensuite, assimiler les non-serbes. C'est donc au nom de cette idéologie politique nationaliste, et au nom des « droits historiques » serbe, concernant le Kosovo, que les populations albanaises et musulmanes ont subi des massacres, des viols et la politique de la terre brûlée. Mais pas seulement : nous avons vu que la Serbie a ressenti la création d'une Albanie indépendante par les Puissances, comme une injustice, et cela leur est insupportable. D'autant plus qu'elle peut le voir comme une agression de la part de l'Autriche-Hongrie, qui a soutenu, avec l'Italie, la création de cet État. De là surgit alors ce sentiment vindicatif<sup>287</sup>.

Nous avons vu plusieurs faits d'ethnocides sur les Albanais<sup>288</sup>, rapportés par le rapport Carnégie et des témoignages d'officiers Serbes. Dans le livre de Lev Trotsky, l'auteur alors correspondant de guerre, nous fait part de sa rencontre avec un officier serbe, dans le train qui mène à Skopje<sup>289</sup>. L'officier tente en vain de lui faire comprendre que ça

---

<sup>285</sup>Cf annexe 11 sur les différents tracés des frontières albanaises

<sup>286</sup>Iseni, *op. cit.*, p. 299

<sup>287</sup>D'après Philippe Breton, *Les refusants. Comment refuse-t-on de devenir exécuteur ?*, Paris, La Découverte, 2009

<sup>288</sup>Cf p. 72 de ce mémoire

<sup>289</sup>Lev Trotsky, *Les guerres balkaniques, 1912-1913*, Paris, Science Marxiste, 2002, p. 142-148

ne vaut pas le coup de faire un voyage jusqu'à cette ville. Se rendant alors compte qu'il n'empêchera pas Trotsky d'y aller, il dit « Ce sont des choses désagréables, mais inévitables, malheureusement ». L'auteur en conclut à une « raison d'Etat »<sup>290</sup> car il ne connaît pas encore la finalité de ce conseil. Dès qu'il passe la frontière serbe, il est « saisi par l'horreur ». « Des villages entiers albanais sont réduits à des ruines en fumées. C'est la première, réelle, authentique extermination réciproque d'êtres humains ». Lev Trotsky utilise le terme d'extermination, ce qui sous entend que le responsable est le gouvernement serbe, et les autorités militaires appliquent avec zèle leur devoir ...Dès son arrivée à la guerre à Skopje, il assiste à l'assassinat de deux Albanais par un sous-officier serbe ivre. A la nuit tombée, les *comitadjis* s'acharnent à leurs rituels habituels : saccages et tueries dans les maisons turques et albanaises<sup>291</sup>. La population serbe descend dans les villages albanais pour piller<sup>292</sup>. Les régions albanaises et macédoniennes occupées par l'armée serbe subissent nombres de brutalités, une brutalité qui est organisée, et Trotsky en vient à dire que les Serbes ne s'en rendent même plus compte, cela leur paraît banal, « les gens s'abrutissent » de la brutalité. Un caporal lui répond « on ne peut pas faire autrement, on s'habitue », à sa question « pourquoi tant de brutalité ? ». Après seulement quelques semaines de guerre, les soldats ont pris l'habitude de tuer les « arnautes » comme ils les appellent, et cela les indiffère. « Le commandant donne des ordres qu'il faut exécuter ». Cette dernière phrase résume tout, et si l'ordre est aussi bien appliqué, c'est bien pour se venger d'un État qui n'aurait pas dû naître.

Ces atrocités et ces massacres pratiqués par les Serbes sur les Albanais au Kosovo, sont vus comme un « processus de revanche historique »<sup>293</sup>. Une vengeance contre les Albanais pour s'être rangés du côté des turcs, lors de la première guerre balkanique, contre Belgrade. Mais aussi, une vengeance pour avoir empêché la Serbie de réunir les Serbes se trouvant sur les territoires de ce nouvel État indépendant, et qui empêche aussi la Serbie de se désenclaver, en ayant accès à la mer Adriatique. Cette vengeance punitive nécessite-t-elle vraiment l'extermination de tous les musulmans et les non-serbes d'Albanais ? Non. Derrière cela se cache une politique d'homogénéisation des territoires occupés par les Serbes, en purifiant ethniquement les musulmans et les non-serbes afin de corriger les données statistiques... Rappelons la pétition des Albanais, aux Puissances, concernant les moyens utilisés par les troupes serbo-monténégrines « dans le but de transformer

---

<sup>290</sup>*Ibid.*, p. 142

<sup>291</sup>*Ibid.*, p. 143

<sup>292</sup>*Ibid.*, p. 145

<sup>293</sup>Iseni, *op. cit.*, p. 304

entièrement la physionomie ethnique des régions exclusivement habités par les Albanais » (cf p. 66).

Pour des questions historiques, démographiques et religieuses, on use de la force, de la brutalité et de la violence, pour « éliminer cette semence », d'après les propos du général serbe Živković, qui admet avoir fusillé 850 Albanais pour cette raison. Dans la région de Peć, plus de 10 000 personnes ont été converties de force, par la menace, la terreur : la moindre opposition est réglée à coups de baïonnettes ou d'incendies de maisons<sup>294</sup>.

---

<sup>294</sup>*Ibid.*, p. 306

## Conclusion

Ces violences pendant les guerres balkaniques sont un mélange de massacres, d'expulsions, en particulier des personnes considérées comme gênantes (maîtres d'écoles, prêtres, fonctionnaires, ...), d'actes de terreurs, comme les pillages, les destructions, les viols parfois collectifs, et les arrestations arbitraires. Tous ces procédés ont servi les desseins, plus ou moins avoués, de l'Etat, c'est « l'arsenal classique des moyens de domination territoriale »<sup>295</sup>. En effet, il ne faut pas croire que l'État y soit entièrement pour rien : les auteurs des massacres, que ce soit des groupes paramilitaires comme les *comitadjis*, mais aussi des militaires et des civils, ont une large autonomie, qui est alors propice à l'installation d'un climat de terreur. Nous retrouvons ce cas en particulier en Serbie, qui a tout fait pour empêcher les fuites sur ces atrocités commises sur les Albanais et les Bulgares. De plus, sa dictature militaire mise en place dans les nouveaux territoires annexés en Macédoine à partir d'octobre 1913 nous montre bien qu'elle cherche à maintenir son « empire », tout en usant de procédés violents et répressifs. Ces guerres balkaniques sont à la fois un prélude à la Grande Guerre avec l'utilisation de l'aviation aérienne pour les bombardements, les tranchées, certaines tactiques offensives, ... mais elles sont aussi un prélude aux massacres et génocides du XX<sup>e</sup>s, une guerre moderne où il n'y a plus de distinction entre militaires et civils. Le nombre de victimes est difficile à estimer, mais voici les chiffres que nous donne R.C. Hall :

### Pertes militaires<sup>296</sup>

		Bulgarie	Monténégro	Grèce	Serbie	Turquie
1ère Guerre Balkanique	Tués	14.000	2836	5169	36.550 tués et 55.000 blessés lors des deux guerres	Estimation autour de 100.000 hommes morts
	Blessés	50.000	6602	23.502		
	Morts de maladies	19.000	n.c.			
2nde Guerre Balkanique	Tués	18.000	240	2563		
	Blessés	60.000	961	19.307		
	Morts de maladies	15.000	n.c.			

Il est en revanche difficile d'estimer le nombre de victimes de massacres et d'atrocités commis par les belligérants. Les seules estimations que l'on trouve dans les sources sont celles de Léo Freundlich, qui estime à environ 25 000 Albanais tués dans la

<sup>295</sup>David El Kenz (dir.), *Le massacre, objet d'histoire*, Paris, Gallimard, 2005, p. 13

<sup>296</sup>Richard C. Hall, *The Balkan wars 1912-1913, Prelude to the First World War*, Londres, Routledge, 2000, p.135



région du Kosovo<sup>297</sup>, et Pierre Loti qui comptabilise environ 70 000 musulmans massacrés lors de la première guerre balkanique<sup>298</sup>.

Afin de dominer les nouveaux territoires occupés, les belligérants ont donc voulu dénationaliser la population locale de ces territoires. Toutefois, nationalité va généralement de paire avec religion dans la péninsule à cette époque. Par conséquent, pour arriver à leurs fins, les occupants pouvaient soit passer par la religion, en convertissant de force les populations locales -c'est ce qu'on beaucoup fait les Bulgares envers les Turcs musulmans pendant la première guerre balkanique, puis les Grecs et les Serbes envers les Bulgares exarchistes pendant la seconde guerre balkanique- soit les occupants pouvaient passer par la force ou la menace, afin que les populations locales se déclarent nationaux de l'armée occupante. En plus de ces conversions religieuses et nationales, tout était mis en place pour que l'ancien nationalisme ne renaisse pas de ses cendres. C'est-à-dire que les maîtres d'écoles et les prêtres, qui sont les principaux acteurs de la diffusion du nationalisme, sont récupérés par l'administration nouvelle, s'ils le souhaitent, ou expulsés dans leur pays, voire emprisonnés ou tués.

Cette volonté de dénationalisation, de redéfinition ethno-nationaliste, est animée de haines et de vieilles rancunes. Depuis le second XIX<sup>e</sup>s, la Macédoine est l'enjeu de différentes ambitions à la fois territoriales, liées aux différents projets nationalistes de chacun des pays, la Grande Bulgarie de San Stefano, la « Grande Idée » grecque, et la « Vieille Serbie ». Cela nous rappelle la rancune française envers l'Allemagne lorsqu'elle a perdu l'Alsace et la Lorraine en 1871. Cette concurrence territoriale est en plus doublée d'une concurrence culturelle, par l'implantation d'écoles, qui sont le premier lieu de propagande nationaliste, et d'une concurrence spirituelle et religieuse, puisque chaque Église tente d'avoir le plus de fidèles dans les territoires de la Macédoine depuis l'affirmation de l'Exarchat Bulgare en 1870. Ces frictions se sont parfois soldées par des violences et même des guerres. Enfin, la vengeance n'est pas à mettre de côté. C'est un sentiment généralement individuel, mais quand cette frénésie vindicative touche toute une communauté, il est très difficile de l'arrêter. On la retrouve chez les populations locales exploitées par les propriétaires Turcs, qui en ont profité pour se révolter contre les lourdes impositions et corvées, inversant alors la balance sociale. Puis, on retrouve ce sentiment vindicatif aussi chez les Turcs musulmans en Thrace orientale, quand la guerre tourna à

---

<sup>297</sup>Leo Freundlich, *Albania's Golgotha. Indictments of the Exterminators of the Albanian People*; Vienne, 1913, p. 344

<sup>298</sup>Pierre Loti, *Turquie agonisante*, Paris, Calmann-Levy, 1913, p. 204-208

leur profit. Cette soif de vengeance, on la retrouve aussi chez les Serbes à l'encontre des Albanais, frustrés de ne pas avoir un débouché sur l'Adriatique en raison de la création de cet État Albanais.

Ces différents antagonismes perdureront jusqu'après la Seconde Guerre Mondiale. Toutefois, la Serbie, malgré l'annexion d'une partie de la Macédoine, n'arrive pas à faire taire les minorités. Lors de l'éclatement de la Grande Guerre, la Serbie et le Monténégro sont alliés de la Russie. En octobre et décembre 1915, la Serbie succombe face à l'entrée en guerre de la Bulgarie. Néanmoins, avec l'effondrement de l'empire Austro-Hongrois en 1918, la Serbie peut réaliser son rêve de réunir tous les Slaves du Sud et créer alors un État portant le nom de royaume des Serbes, Croates et Slovènes en 1918, puis Royaume de Yougoslavie en 1929. Toutefois, la création d'un État réunissant tous les Slaves du Sud, n'arrivera pas non plus à stabiliser les minorités nationales. L'hégémonie de Belgrade favorise le développement de mouvements autonomistes, notamment chez les Croates. En avril 1941, la Yougoslavie est démembrée par l'Allemagne et la Serbie retrouve les frontières de 1878. Avec la défaite d'Hitler, Tito relève la Yougoslavie en une république populaire fédérale : la Serbie n'a alors plus l'hégémonie politique. Elle prend son nom définitif de République fédérale socialiste en 1963, composée de six Républiques, Bosnie-Herzégovine, Slovénie, Croatie, Serbie, Macédoine et Monténégro. Après la mort de Tito en 1980, les tensions refont surface avec en particulier la montée des nationalismes. En juin 1989, le président de la Serbie, Milosević, prononce un discours pour l'anniversaire de la défaite de Kosovo contre les Ottomans, 600 ans plus tôt, annonçant la reconquête du Kosovo et rappelant l'idée nationaliste de Grande Serbie. Le statut d'autonomie du Kosovo est alors réduit, si ce n'est même aboli, faisant éclater des émeutes et des insurrections, jusqu'au début du conflit en 1996. Parallèlement, le 15 janvier 1992, la République Fédérale se scinde en 4 États, la Slovénie et la Croatie, reconnus par la CEE et la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine. Boycotté par les Serbes, le référendum du 1er mars 1992 sur l'indépendance de la Bosnie est un succès. S'ensuit la guerre entre l'armée bosniaque, majoritairement musulmane, et les Serbes. Ces combats s'accompagnent d'une « purification ethnique » afin de créer des zones de peuplement homogène. Il pourrait être intéressant, si ce n'est déjà fait, de comparer la propagande serbe pendant les guerres balkaniques concernant l'annexion des « frères de race » et l'assimilation des non-serbes, avec la propagande de Radovan Karadžić, dirigeant des Serbes de Bosnie pendant la guerre de Bosnie-Herzégovine, ou de la comparer avec la propagande de Milosević lors de la

guerre contre le Kosovo, région très chère aux Serbes symboliquement et historiquement, « berceau » de la Serbie, mais pourtant constituée à 80 % d'Albanais dans les années 1990.<sup>299</sup>

---

<sup>299</sup>Michel Mourre, *Le petit Mourre : Dictionnaire d'histoire universelle*, Paris, Bordas, 2006, p. 843

## Sources

### •Ouvrages :

H-F BALDWIN, *A war photographer in Thrace. An account of personal experience during the turco-balkanian war (1912)*, 1913

Henri BARBY, *La Guerre Serbo-Bulgare*, Paris, Grasset, 1914

D. IANCOVICI, *La crise balkanique 1912-1913*, Paris, Larose, 1916

Pierre LOTI, *Turquie agonisante*, Paris, Calmann-Levy, 1913

Lev TROTSKY, *Les guerres balkaniques, 1912-1913*, Paris, Science Marxiste, 2002 (parut pour la première fois en 1926 à Moscou)

### •Rapport :

Rapport de M. Maschkov, correspondant de guerre du journal Novoyé Vrémya, *Les atrocités des Bulgares en Thrace, par le comité de la défense nationale*, septembre 1913

Leo FREUNDLICH, *Albania's Golgotha. Indictments of the Exterminators of the Albanian People*; Vienne, 1913

Rapport de la Commission Carnégie, dotation pour la paix internationale, *Enquête dans les Balkans, rapport présenté aux directeurs de la Dotation par les membres de la Commission d'enquête*, Paris, George Crès et Cie, 1914

Georges LORAND, *Les deux guerres et la atrocités balkanique d'après le rapport de la Commission Carnégie*, Bruxelles, Em. Rossel et fils, 1914

*Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913 : faits, rapports, documents, témoignages officiels*, Athènes, Sakellarios, 1914

## Bibliographie

- Outils :

Michel MOURRE, *Le Petit Mourre : Dictionnaire d'Histoire Universelle*, Paris, Bordas, 2006

- Ouvrages Généraux :

Henry BOGDAN, *Histoire des pays de l'Est, des origines à nos jours*, Paris, Hachette/Pluriel, 1994

Georges CASTELLAN, *Histoire des Balkans, XIV-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1999

Georges CASTELLAN, *Le monde des Balkans. Poudrière ou zone de paix ?*, Paris, coll. Thématèque/Histoire, Vuibert, 1994

François GEORGEON, *Abdulhamid II, Le sultan calife*, Paris, Fayard, 2003

Joseph KRULIC, *Histoire de la Yougoslavie, de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1993

Anne MORELLI, *Principes élémentaires de propagande de guerre*, Bruxelles, Labor, 2006

René RISTELHUEBER, *Histoire des peuples balkaniques*, Paris, Arthème Fayard, 1950

Guérin SONGEON, *Histoire de la Bulgarie depuis les origines jusqu'à nos jours, 485-1913*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1913

Ernest WEIBEL, *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2002

- Sur les guerres dans les Balkans :

Jean-François DAINVILLE DE LA TOURNELLE, Thèse de doctorat Droit, *Le "Drang nach Osten" : du Congrès de Berlin aux guerres balkaniques*, Paris, A. Pedone, 1937

Richard C. HALL, *The Balkan wars 1912-1913, Prelude to the First World War*, Londres, Routledge, 2000

D. IANCOVICI, *La crise balkanique (1912-1913)*, Paris, E. Larose, 1916

Raymond POINCARE, *Au service de la France : neuf années de souvenir. Les balkans en feu, 1912* Tome II, Paris, Plon-Nourrit, 1926

John REED, *La guerre dans les Balkans*, Paris, Seuil, 1996

- Sur les massacres et violences :

Bernard BRUNETEAU, *le siècles des génocides*, Paris, Armand Colin, 2004

Douglas DAKIN, *The Greek struggle in Macedonia, 1987-1913*, Thessalonique, Institute for Balkan Studies, 1993

David EL KENZ (dir.), *Le massacre, objet d'histoire*, Paris, Gallimard, 2005

Jacques SEMELIN, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil, 2005

Hugo SLIM, *Les civils dans la guerre. Identifier et casser les logiques de violence*, Genève, Labor et Fides, 2009

Marie VLACHOVA, Léa BIAISON (dir.), *Les femmes dans un monde d'insécurité. Violence à l'égard des femmes. Faits, données, analyses*, Genève, La Martinière, 2007

➤Articles :

Dzovinar KENOVIAN, « L'enquête, le délit, la preuve : les « atrocités » balkaniques de 1912-1913 à l'épreuve du droit de la guerre », dans *Le mouvement social*, La Découverte, Janvier-mars 2008, pp.13-41

- Sur le nationalisme :

Dusan T. BATAKOVIC (dir.), *Histoire du peuple serbe*, Paris, l'Age d'homme, 2005

Mehmet Uğur EKINCI, *The origins of the 1897 Ottoman Greek War : a diplomatic history*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Bilkent University Ankara, 2006

Bashkim ISENI, *La question nationale en Europe du Sud-Est. Genèse, émergence et développement de l'identité nationale albanaise au Kosovo et en Macédoine*, Berne, Peter Lang SA, 2008

P. SALY, A. GERARD, C. GERVAIS, M-P. REY, *Nations et nationalismes en Europe, 1848-1914*, Paris, Armand Colin, 1996

Simone WEIL, « L'Illiade ou le poème de la force » in *La source Grecque*, Paris, Gallimard, 1953

➤Article :

Jean-Jacques BECKER, « L'ombre du nationalisme serbe », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 1/2001 (n° 69), pp. 7-29.

Bernard LORY, « quelques aspects du nationalisme en Bulgarie 1878-1918 », *Revue des Etudes Slaves*, Tome 60, fascicule 2, Paris, Institut d'études slaves, 1988, p. 500

Rashev RASHO, "On the origin of the Proto-Bulgarians." in *Studia protobulgarica et mediaevalia europensia. In honour of Prof. V. Beshevliev*, 1992, Veliko Tarnovo, pp. 23-33.

Dusan T. BATAKOVIC, « Le passé des territoires : Kosovo-Metohija XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup>s », in *Balkan Studies*, vol. 38 t. 2, Salonique 1997, pp. 253-283.

- Sur les Églises :

Thierry MUDRY, *Guerre de religions dans les Balkans*, Paris, Ellipses, 2005

Isabelle DEPRET, *Église orthodoxe et histoire en Grèce contemporaine. Versions officielles et controverses historiographiques*, Paris, l'Harmattan, 2009

- Sur la vengeance :

Philippe BRETON, *Les refusants. Comment refuse-t-on de devenir exécuteur ?*, Paris, La Découverte, 2009

Gérard COURTOIS, J. CLAVREUL (et al.), *La vengeance. Études d'ethnologie, d'histoire et de philosophie. Volume 4 La vengeance dans la pensée occidentale*, Paris, Cujas, 1984



## Table des annexes

Annexe 1	
Cartes ethnographiques.....	119
Annexe 2	
« disputed zone ».....	120
Annexe 3	
Carte des aspirations territoriales.....	121
Annexe 4	
Régions occupées par les belligérants en avril 1913.....	122
Annexe 5	
Modifications territoriales entre la conférence de Londres et le Traité de Bucarest.....	123
Annexe 6	
Ordres du Général Savov pour arrêter les crimes contre les lois et coutumes de la guerre.....	124
Annexe 7	
Extraits de lettres de soldats Grecs.....	127
Annexe 8	
Modèle type serbe d'une déclaration de rétraction formelle imposée aux villageois .....	133
Annexe 9	
Règlement sur la sécurité publique, par le roi Pierre, sur les territoires acquis d'après le traité de Bucarest..	134
Annexe 10	
Thourios (Hymne de guerre)de Rigas.....	139
Annexe 11	
Frontières discutées de l'Albanie.....	141

## Annexe 1 Cartes ethnographiques



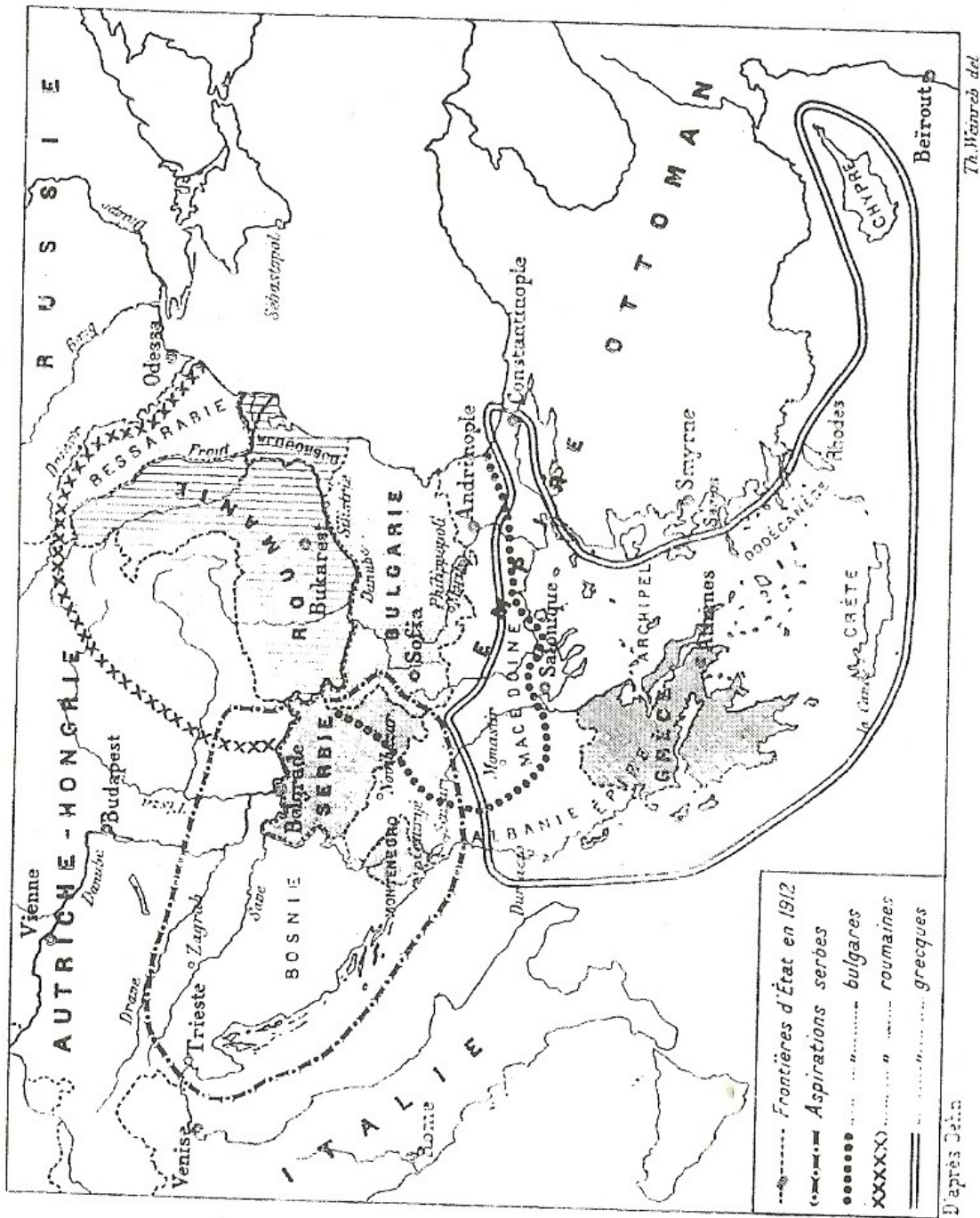
Carte ethnographique bulgare de la péninsule balkanique, composée par le professeur de Géographie à l'Université de Sofia le Dr. A. Ichirkoff avec la collaboration de quatre autres professeurs. Ichirkoff même a fait la carte ethnographique du Royaume de Bulgarie dans ses anciennes frontières (jusqu'à l'an 1913) se basant sur des données statistiques officielles; le professeur Dr. L. Miletitch a fait la carte de la Thrace; le professeur Jordan Ivanoff — la carte de la Macédoine; le professeur Dr. S. Romansky — celle de la Dobroudja; tandis que le professeur Dr. B. Zoneff a présenté l'extension des Bulgares dans les bassins des fleuves de la Morava bulgare et de Timok se basant principalement sur la langue. La carte a paru dans la revue allemande „Petermanns Geogr. Mitteilungen”, Jahrgang 1915, Tafel 44.

**Annexe 2**  
**« disputed zone »**



Source : Rapport d'enquête de la Commission Carnégie, *Enquête dans les Balkans*, 1914

### Annexe 3 Carte des aspirations territoriales



Carte schématique de M. Dehn 1.

Source : Rapport d'enquête de la Commission Carnégie, *Enquête dans les Balkans*, 1914

## Annexe 4

### Régions occupées par les belligérants en avril 1913

#### RÉGIONS OCCUPÉES PAR LES BELLIGÉRANTS FIN AVRIL 1913

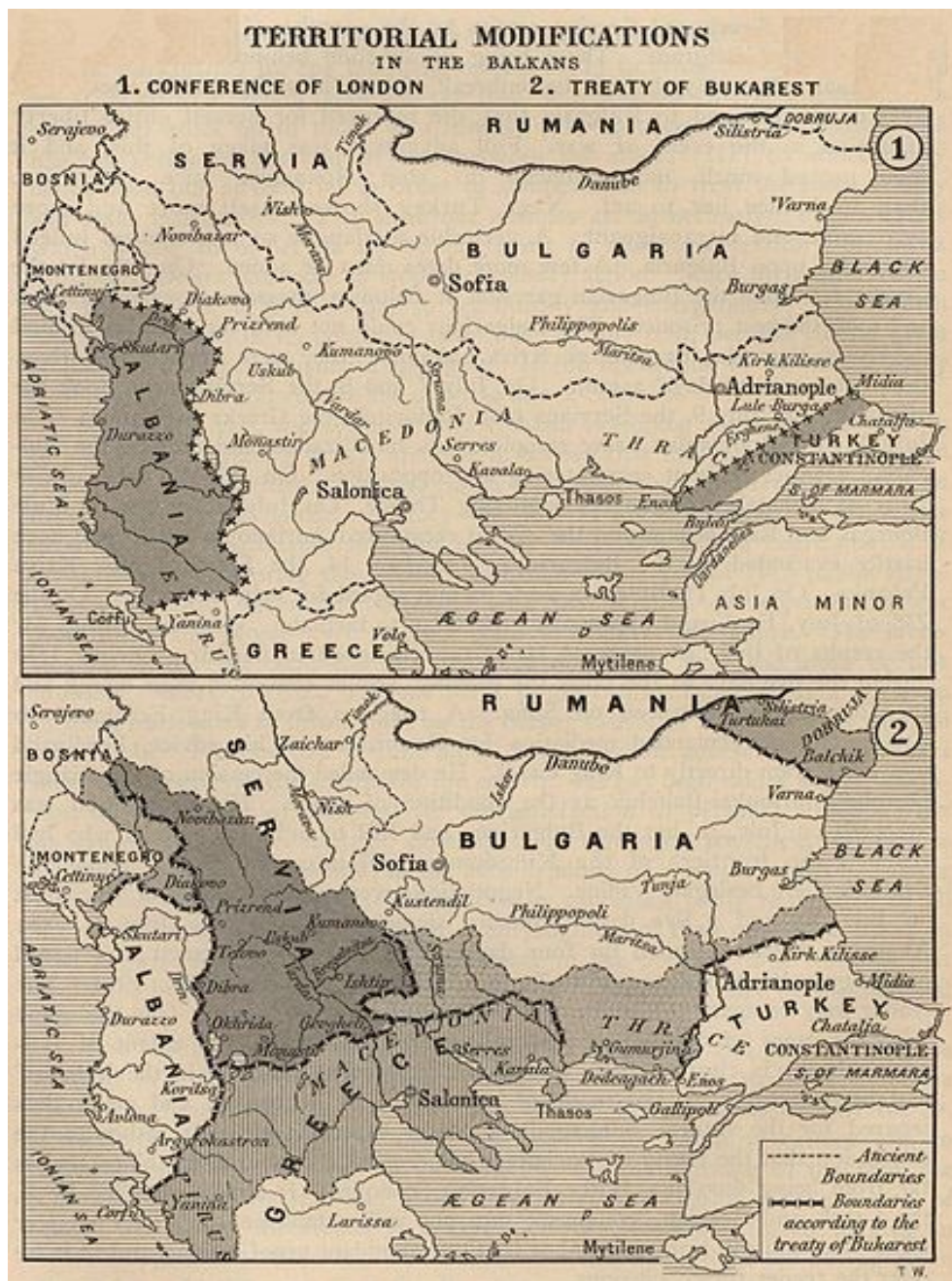


D'après Balkanicus

Source : Rapport d'enquête de la Commission Carnégie, *Enquête dans les Balkans*, 1914

## Annexe 5

### Modifications territoriales entre la conférence de Londres et le Traité de Bucarest



Source : Rapport de la Commission Carnégie, *Enquête dans les Balkans*, 1914

## **Annexe 6**

### **Ordres du Général Savov pour arrêter les crimes contre les lois et coutumes de la guerre**

#### **A. Ordre du 22ème régiment d'infanterie thracien de Sa Majesté Royale Charles-Edouard de Saxe Cobourg-Gotha, n°93, 14 octobre 1912, bivouac de Pekhthévo.**

Je me suis aperçu que quelques soldats du régiment, après avoir passé la frontière, commettent des actes arbitraires qui, pendant la guerre, deviennent des crimes graves. Avec grand regret, je vois que les commandants de compagnies ont la légèreté de considérer que ces actes sont sans gravité et permettent qu'on les accomplisse sous leurs yeux. Ainsi, au bivouac de Tsarévo-Sélo, j'ai vu quelques soldats quitter le bivouac et aller dans le village, abandonné par les habitants, pour piller chacun pour soi, en oubliant de devoir rester toujours au poste assigné. J'ai observé aussi, dans les bivouacs, des soldats qui ont pris, on ne sait où, diverses denrées et du bétail, pour se préparer un repas différent de celui de la compagnie ; un grand nombre se sont ainsi dispersés. Cela montre, ou que les soldats sont trop gourmands, ou que leurs supérieurs s'occupent peu de leur nourriture. J'ai constaté aussi que quelques soldats, par négligence ou intentionnellement, détruisent les lignes télégraphiques, endommagent les maisons évacuées par les populations et même se permettent d'entrer dans les maisons des Bulgares ...Quelques-uns se comportent mal avec les soldats ennemis blessés et prisonniers. Il peut paraître superflu, et pourtant il est nécessaire que je rappelle aux commandants des compagnies que leur devoir est d'expliquer aux soldats quelles sont les dispositions des lois et quelle est la responsabilité encourue par celui qui les transgresse. J'ordonne qu'on inculque à tous les militaires les instructions suivantes pour le ravitaillement en temps de guerre, ainsi que les lois pénales, etc.

1° Toutes les fabriques, les fourneaux, les ateliers, les dépôts militaires, les transports, les provisions, les caisses d'État et de communes qui se trouvent dans le rayon d'action de notre armée, sont butin militaire. La propriété et les provisions des personnes privées sont intangibles. Si la population a quitté la ville ou le village, mais si les autorités y sont restées, la propriété est de même inviolable. Mais, même dans le cas où il n'y a pas de pouvoirs publics, la propriété privée est considérée comme appartenant à l'État ou à la commune. Le butin militaire est propriété de l'État. C'est pourquoi l'appropriation des objets faisant partie du butin militaire est considérée et punie comme un vol de la propriété de l'État.

Quand un détachement du régiment entre dans un lieu habité où se trouvent des objets qui constituent du butin militaire, le chef du détachement doit prendre des mesures pour conserver ces

objets et, si possible, pour les exporter, après en avoir référé à l'état-major du régiment, mais il ne doit rien prendre sans mon ordre exprès. Le chef du détachement ne pas s'approprier les objets dont il a besoin qu'en cas d'extrême nécessité ou lorsque ma permission n'arrive pas en temps utile.

Quand un détachement ne reçoit pas de ravitaillement, le chef peut faire lui-même la réquisition de ce qui est nécessaire pour nourrir ses hommes et pour compléter la réserve intangible, si on a touché à celle-ci. En ce cas, qu'on me présente un rapport. Pour les choses réquisitionnées, qu'on donne des récépissés.

2° Qu'on fasse comprendre aux soldats que les lignes télégraphiques turques sont nécessaires pour nos communications, afin qu'ils ne les détruisent pas ...

3° Qu'on se souvienne que l'honneur militaire, les lois et coutumes de la guerre et les conventions internationales nous obligent à bien traiter la population paisible du pays ennemi, ainsi que les prisonniers de guerre. Essayer son courage sur l'ennemi désarmé et sans défense n'est pas digne d'un militaire. Les prisonniers sont au pouvoir de notre Gouvernement, mais non au pouvoir des individus et des corps qui les ont capturés. Les mauvais traitements infligés aux prisonniers sont interdits : assassiner un soldat ennemi qui s'est rendu volontairement ou qui a été pris, c'est commettre un meurtre. Le pillage au préjudice des soldats tués, blessés et prisonniers est aussi un crime selon nos lois.

4° Qu'on lise aux soldats les articles suivants de la loi pénale internationale :

Art. 241 – Pour avoir détroussé les morts sur le champ de bataille, les coupables seront punis : d'un séjour aux compagnies de discipline de six mois à un an et demi, avec emprisonnement cellulaire et transfert en cas de récidive.

Art. 242 – Pour avoir volé des blessés et des prisonniers, les coupables seront punis d'un séjour aux compagnies de discipline de deux à trois ans, avec emprisonnement cellulaire et transfert en cas de récidive. Si le pillage a eu lieu avec violence, la punition sera la mort.

Art. 245 – Quiconque sera coupable d'avoir intentionnellement brûlé ou détruit de toute autre façon les munitions militaires ou autres objets de défense et de ravitaillement, dans les endroits qu'on défend contre l'ennemi, ou d'avoir détruit ou endommagé le télégraphe, les conduites d'eau, les chemins de fer, les ponts, les digues, et autres moyens de communication, sera puni de mort.

Art. 246 – Les coupables de meurtre prémédité, de viol, de pillage, de brigandage, d'incendie prémédité, seront punis de mort.

(Sceau du régiment)

Le commandant du régiment : colonel SAVOV

Adjutant-major : capitaine CHIGEV



## **B. Ordre à l'armée n° 69, de Lozengrad (Kir-Kilissé), 13/26 décembre 1912**

Il arrive des informations à l'état-major qui, à notre grand regret, permettent de soupçonner que certains individus et certains corps se sont permis de commettre impunément des pillages et des violences diverses contre la population paisible des pays conquis. Comme des actions pareilles, extrêmement blâmables et inhumaines, compromettent dans une grande mesure le nom et le peuple bulgares, et, d'autre part, comme elles sapent la confiance de nos sujets futurs (particulièrement de la population musulmane paisible) en notre pouvoir de leur garantir l'honneur, le propriété et la vie, j'ordonne :

1° Que les commandants des armées et les gouverneurs militaires prennent des mesures sévères et promptes pour qu'on ouvre une enquête sur les actions de ce genre, commises dans le rayon occupé par l'armée, qui leur est confiée, et qu'on traduise immédiatement devant le tribunal les coupables, selon la loi, sans distinction de rangs et de degrés... Que tous les supérieurs hiérarchiques militaires soient prévenus qu'il leur faut être sévères et sans clémence dans la répression d'actions de ce genre et qu'ils n'oublient pas quelle serait leur responsabilité au cas où ils n'observeraient pas cette conduite.

2° Qu'on prenne les mesures les plus rigoureuses pour introduire l'ordre et la discipline dans l'arrière-garde de l'armée. Qu'on renvoie de suite dans le royaume les personnes qui n'appartiennent pas à l'armée et celles qui, appartenant à l'armée, ne font pas convenablement leur service.

3° Qu'on prévienne toutes les troupes que la population paisible du pays occupé est mise sous la protection de nos lois militaires sans distinction de foi ni de nationalité, et que tout rigueur non motivée, toute violence et toute injustice seront punies conformément à ces lois. J'invite toutes les autorités militaires et civiles à s'employer à atteindre le but proposé.

4° Pour conclure, qu'on n'oublie pas que nous avons entrepris la guerre au nom d'une idée hautement humaine : libérer cette population d'un régime insupportable par sa sévérité et son injustice. Que Dieu aide aux fils vaillants de la Bulgarie à réaliser cette noble idée ; qu'ils s'interdisent l'un à l'autre de compromettre, par de semblables actions, aux yeux du monde civilisé de leur chère patrie, cette grande et glorieuse œuvre !

*L'aide du commandant en chef,*

Le général-lieutenant de l'état-major : SAVOV.

Source : Rapport de la Commission Carnégie, *Enquête dans les Balkans*, 1914

## Annexe 7 Extraits de lettres de soldats Grecs

N°51

Rhodope, le 11 juillet 1913

Cette guerre a été très douloureuse. Nous avons incendié tous les villages abandonnés par les Bulgares. Ceux-ci incendient les villages grecs, et nous, les villages bulgares. Ils massacrent, nous massacrons, et contre tous ceux qui, de cette malhonnête nation, sont tombés entre nos mains, le Manlicher a travaillé. *Sur les 1 200 prisonniers que nous avons faits à Nigrita, il n'en est resté que 41 dans les prisons*, et partout où nous avons passé nous n'avons laissé aucune racine de cette race. [...]

Je vous embrasse tendrement. Votre frère et votre époux

Spiliotopoulos Philippos

M. Panaghi Leventi, médecin, Aliverion (Eubée)

[...] Je vous remets aussi ci-joint la lettre de félicitations de mon commandant M. Contoghiri, dans laquelle il fait l'éloge de mon peloton ; celui-ci, lors du court arrêt de quelques jours de notre division, avait reçu l'ordre, à 5 heures, de marcher vers le nord de Serrès, marche pendant laquelle nous avons engagé un combat avec des *comitadjis* bulgares que nous avons dispersés après en avoir tué le plus grand nombre, incendié les deux villages Doutli et Banitsa, foyer de *comitadjis* redoutable, et *fait passer le tout par le feu et la baïonnette en épargnant seulement les femmes, les enfants, les vieillards et les églises*, et tout cela, sans aucune pitié ni grâce, en apportant un cœur cruel à l'exécution d'une condamnation encore plus cruelle.

Merocostenitsa, le 12 juillet 1913.

Des avants-postes de l'armée.

Je t'embrasse ainsi que tous.

(Signature illisible), sergent.

M. Sotir Papaïoannou, au village de Vitziano, commune d'Ithicou, Trikala de Thessalie.

Fleuve de Nesto, le 12 juillet 1913

[...] Ici, à Vondrou (Brodi), j'ai pris 5 Bulgares avec une fille de Serrès. Nous les avons enfermés dans une caracol (poste de police) et retenus. *La fille a été tuée*. Voici ce que les Bulgares, de leur côté, ont aussi souffert : *nous les avons, vivants encore, crevé les yeux*.

Je vous embrasse.

Costi.

Frontière bulgare, le 11 juillet 1913

Cher frère Joani,

[...] Ici, où vivaient les archicomitadjis, *nous les avons tous massacrés*, et les endroits que nous avons traversés resteront dans ma mémoire.

Ser. Cletanis

Rhodopes, frontière bulgare, 11 juillet 1913

[...] Et, de Serrès jusqu'à la frontière, *nous avons incendiés tous les villages de Bulgares*. Mon adresse est la même : 7ème division, 19ème régiment, 12ème peloton, à Rhodopes.

Joan Christo Tsigaridis

Nestos, le 13 juillet 1913, village de Bansta

[...] Si donc tu désires t'informer sur les pays où nous marchons, sache que tous ont été des villages bulgares et que tout le monde a pris la fuite. Ceux qui restent sont « manger » par le Manlicher et nous avons *brûlé aussi quelques villages*. Les Bulgares ont eu *le même sort du côté des Serbes*.

S. Naris

Au désert, le 12 juillet 1913

[...] En territoire bulgare, nous sommes vainqueurs des Bulgares, qui reculent toujours, et sommes sur le point d'aller à Sofia. Nous les avons enragés en incendiant les villages, et, là où nous en trouvons un ou deux, nous les tuons comme des moineaux.

Zissis Coutoumas à Nicolas Coutoumas.

[...] Je vous écris à présent sur la guerre que nous avons faite contre les Bulgares. Nous les avons vaincus et avons atteint les frontières turco-bulgares. Dans tous les endroits que nous avons occupés, *il n'est pas resté un seul Bulgare*. Ils se sont enfuis en Bulgarie et nous avons massacré ceux qui sont restés. Nous avons, en outre, incendié les villages. *Il n'est pas resté un seul Bulgare*. Mais Dieu seul sait ce qu'il en adviendra. Je n'ai rien de plus à vous écrire. Moi, votre fils, Zissis Coutoumas. [...]

Le 12 juillet 1913.

(Cachet du commandant  
de la sûreté publique à Salonique)

M. Zabaria Kaliyanis, Erfos-Milipotamos,

Rethimnon de Crète

Rhodope, le 13 juillet 1913

*Nous incendions tous les villages bulgares que nous occupons et nous tuons tous les Bulgares qui nous tombent dans les mains.* Nous avons conquis Névrocop, bien reçus par les Turcs, dont plusieurs sont venus auprès de nous pour combattre contre les Bulgares. Notre armée s'est rencontrée avec les armées serbe et roumaine, qui sont à 32 kilomètres de Sofia. Quant à nous, nous nous trouvons à proximité de l'ancienne frontière.

S.Z. Kaliyanis

15 juillet 1913

Mon frère Satire,

Je me porte bien, grâce à Dieu, jusqu'à ce moment où je t'écris. Nous nous trouvons aux frontières de la Bulgarie et de la Thrace. En ce qui concerne la guerre, je ne puis pas t'exposer la situation et ce qui arrive ; les choses qui se passent n'ont jamais eu lieu, même après Jésus-Christ. *L'armée hellénique met le feu partout où elle trouve des villages bulgares, et elle massacre tous ceux qu'elle rencontre* ; les choses qui se passent sont inexprimables. Dieu sait où finira cette affaire. Le temps de ... est revenu pour que nous nous entre-mangions les uns les autres ...

Je t'embrasse. Ton frère,

Panaghis Beglikis

Je vous écrit en hâte.

Rhodope, le 13 juillet 1913

Mon cher Leonidas

Sois bien ; je suis bien aussi. C'est ce que je souhaite pour vous. J'ai reçu votre lettre qui m'a beaucoup réjoui. J'en ai aussi reçu d'Aristide qui se porte bien et m'écrit qu'on vient également de l'enrôler, ce qui me fait de la peine, parce que mes souffrances ne peuvent pas être adoucies par les larmes, parce que toutes les choses sont perdues, parce que tu ne saurais t'imaginer comment nous nous tirons d'affaire à la guerre. On brûle les villages et aussi les hommes, mais, nous autres aussi, nous incendions et nous faisons pire que les Bulgares.

Je vous salue. Votre frère,

Thomas Zapantiotis

Mr. Démétrios Chr. Tsigarida, à Mexiata, Hypatiphtiote

Copriva (?), le 11 juillet 1913

[...] *On m'a donné seize prisonniers pour les remettre à la division et je n'en ai amené que deux seulement. Les autres ont été « mangés » par les ténèbres, massacrés par moi ...*

Nico Théophilatos

En Bulgarie, le 13 juillet 1913

[...] *Quelle guerre cruelle se fait avec les Bulgares ! Nous leur avons tout brûlé, les villages et les hommes, c'est-à-dire que nous massacrons les Bulgares. Grande cruauté. Le pays est inondé de Bulgares. Si vous demandez combien de jeunes gens grecs ont péri, ils dépassent le chiffre de 10 000 hommes.*

Votre fils,

Tsantilas Nicolaos

P.S. : *Ecrivez-moi sur les enrôlements qui se font. On est sur le point d'enrôler même les vieillards. Anathème à Venizélos !*

Georgi D. Karka, soldat, 1ère section du Corps sanitaire, 9ème division, à Arghirocastro (Epire).

Du fleuve Nestor (Nestos), le 12 juillet 1913

Salut, frère Georghi ; grâce à Dieu, la santé va bien, après cinq combats que nous avons livrés. Apprends que notre division a atteint le fleuve Nestor, c'est-à-dire l'ancienne frontière bulgare, et que l'armée royale a dépassé cette frontière. *Par ordre du Roi, nous mettons le feu à tous les villages bulgares*, parce que les Bulgares ont incendié la belle ville de Serrès, Nigrita et plusieurs villages grecs. *Nous nous sommes montrés bien plus cruels que les bulgares ; nous avons violé toutes les jeunes filles rencontrées.* Notre division a pris 18 pièces d'artillerie en bon état et 2 pièces détériorées, en tout 20 canons et 4 mitrailleuses. Le désastre des Bulgares est indescriptible, ainsi que leur fuite. Nous sommes tous bien portants, sauf K. Kolourioti, blessé au combat de Nigrita, et Evan, le Macédonien, blessé à la baïonnette aux avant-postes, mais tous les eux le sont légèrement. Salue les compatriotes et les amis. Quoique ayant passé par tant de souffrances, je suis, grâce à Dieu, sans peur contre les Bulgares ; j'ai pris ce qui m'étais dû de tout ce que nous avons eu à supporter des Bulgares au Panghaion.

Je te salue.

N. (illisible) Zervas

(Suive quelques mots illisibles)

Aristidi Thanassia, à Kamniati, commune d'Athamanou, Trikala, Thessalie.

Le 4 juillet 1914

Cher cousin, salut. J'ai reçu votre lettre du 1er courant, et je suis très content de ce que vous vous portez bien, comme nous aussi, d'ailleurs, jusqu'en ce moment. Apprends, frère Aristide, tout ce que nous endurons pendant cette guerre gréco-bulgare ; jour et nuit, nous parcourons les localités de la Bulgarie et nous y livrons à tout moment des batailles : mais celui qui survivra sera martyr de la patrie. Cher cousin, *nous brûlons ici des villages et nous tuons des Bulgares, femmes et enfants.* Apprends aussi que notre cousin G. Kiritzis est légèrement blessé au pied et que tous nos autres parents et amis sont tous bien portants ; notre gendre, Yani, de même. Salue de ma part ton père et ta mère et tous ceux de chez toi, e même que ma cousine Olga.

C'est tout ce que j'ai à te dire.

Je t'embrasse de tout mon cœur. Ton frère,

Anastase Ath. Patros

Georgi P. Soumbli, Mégali Anastassova, Alagonia de Calamas

Rhodope, le 12 juillet 1913.

Cher parents,

[...] Nous sommes allés à Nérovop ; là aussi, on nous attendait, car là aussi, nous avons livré combat toute la journée et nous les avons poursuivis jusqu'à un endroit où nous les avons attaqués à la baïonnette et leur avons pris 18 canons et 6 mitrailleuses. Ils ont pu fuir et nous ne sommes pas parvenus à les faire prisonniers. *Nous n'en avons pris que quelques uns que nous avons tués, car tels sont les ordres que nous avons.* Partout où il y a un village bulgare, nous y mettons le feu et le brûlons pour que *cette sale race de Bulgares ne puisse plus renaître.* Nous sommes à présent aux frontières bulgares, et s'ils ne veulent pas s'amender, nous irons à Sofia.

Je vous embrasse. Votre fils,

Périclès Soumbli,

7ème division, 19ème régiment,

12ème compagnie. Salonique

Christophe Kranea, rue Aristotélès et de l'Epire, n°48, Athènes

Rhodope, le 14 juillet 1913

Cher frère Christophore, salut.

[...] Je t'écris de Rhodope, localité bulgare à deux heures de distance de l'ancienne frontière bulgare. Si Dieu veut que je vive, je t'écrirai encore. J'ignore jusqu'où nous avancerons encore en territoire bulgare et si nous devons livrer d'autres combats, comme j'ignore aussi qu'elle résistance nous aurons encore à rencontrer. Si je ne dois pas survivre à cette guerre, je pris le Tout-Puissant de vous donner une grande consolation, surtout à notre mère et à nos parents, mais j'ai l'espoir que Dieu me conservera. Je n'ai pas encore reçu l'argent dont vous me parlez. J'ai expédié dans un monde meilleur quelques meneurs d'ours<sup>300</sup>. *Il y a quelques jours, Basile Christou, le parrain, s'est exercé à tirer sur 8 comitadjis. Nous en avons pris 50 que nous nous sommes partagés. J'en ai pour ma part 6 d'entre eux et je les ai « nettoyés ».* C'est tout ce que j'ai à te dire. Je te salue.

Ton frère,

Dim. Kranea

Source : Rapport de la Commission Carnégie, *Enquête dans les Balkans*, 1914

---

<sup>300</sup>Épithète donnée aux Bulgares

## **Annexe 8**

### **Modèle type serbe d'une déclaration de rétraction formelle imposée aux villageois**

Pour que la question de nos sentiments nationaux soit bien réglée, une fois pour toutes, et pour que soit aussi entièrement réfutée une grave erreur, nous, Slaves de Bitolia, qui, jusqu'à présent, avons appartenu à l'exarchie, constatons aujourd'hui, après nous être rassemblés dans d'église orthodoxe de Sainte-Nédélia : 1° que nous savons très bien par l'histoire que, dès les temps anciens, nous avons été Serbes et que les Turcs, il y a cinqu siècles et demi, avaient conquis sur les Serbes les pays que nous habitons ; 2° qu'entre nous et les Serbes, il n'y a aucune différence ni dans la nationalités, ni dans la croyance, ni dans le langage, ni dans les coutumes, comme l'attestent les souvenirs nombreux et les écoles serbes qui existaient seules dans ces payx jusqu'à la guerre turco-serbe (1876-1878) ; 3° que nos aïeux et nous-mêmes, nous avons été et nous nous sommes appelés Serbes, mais que, sous l'influence récente de la propagande bulgare, et surtout sous l'effet de la terreur des *comitadjis*, en ces derniers temps, nous avons commencé à tourner nos regards vers les Bulgares dans l'espérance qu'ils auraient, mieux que les Serbes, grâce à leur position prépondérante dans le royaume ci-devant turc, le pouvoir de nous tirer de servitude ; 4° que les Bulgares, pendant cette dernière guerre avec les Turcs, au lieu de nous aider et de nous libérer, se sont approprié la Thrace et ont libéré les populations non-slaves ; 5° que les Serbes après des efforts surhumains et des sacrifices énormes, sans aucun secours, ont pris possession de ces pays et, de cette manière, ont mis fin à notre servitude ; 6° que les Serbes, avant et après la guerre, nous ont traités en vrais frères, tandis que les Bulgares, au contraire, se sont efforcés de nous éloigner de nos libérateurs ; 7° que les Bulgares, le 17 du mois passé<sup>301</sup>, ont attaqué l'armée serbe, qui avait versé pour eux son sang sous Andrinople, fait pour lequel le monde civilisé entier les condamne ; 8° que les Bulgares ont voulu de nouveau exposer la population de ces pays aux exactions et à la destruction, en essayant d'y envoyer des bandes de brigands pour brûler les villages et piller le pleuple. En conséquence, nous déclarons que nous sommes entièrement solidaires de nos frères et de nos libérateurs serbes et que, dans l'avenir, nous travaillerons avec eux, épaule contre épaule, pour fortifier notre patrie, la Grande Serbie.

Source : Rapport de la Commission Carnégie, *Enquête dans les Balkans*, 1914

---

<sup>301</sup>ancien calendrier, soit le 30 juin



## **Annexe 9**

### **Règlement sur la sécurité publique, par le roi Pierre, sur les territoires acquis d'après le traité de Bucarest**

Article premier. - Les autorités de police sont autorisées, en cas de défaut d'organes réguliers suffisants pour assurer la liberté et la sécurité des personnes et des biens, à demander au commandement militaire les troupes nécessaire au maintien de l'ordre et de la tranquillité. Le commandement militaire est tenu de satisfaire immédiatement à ces demandes, et la police est tenue d'en informer le ministre de l'Intérieur.

*Art. 2 – Toute tentative de rébellion contre les Pouvoirs publics est passible de cinq ans de travaux forcés.*

La décision des autorités de police, publiée dans les communes respectives, servira de preuve au crime précité.

*Si le récalcitrant refuse de se constituer prisonnier, dans les dix jours qui suivront cette publication, il pourra être mis à mort par tout officier public ou militaire.*

Art. 3 – Toute personne prévenue de rébellion, aux termes d'une décision de la police, et qui commettrait un crime quelconque, sera punie de mort.

Si le prévenu se constitue lui-même prisonnier entre les mains des autorités, la peine de mort sera commuée en dix ou vingt ans de travaux forcés, si toutefois la commutation est jugée opportune par le Tribunal.

*Art 4 - Si plusieurs cas de rébellions se produisent dans une commune et que les récalcitrants ne regagnent pas leurs foyers dans les dix jours qui suivront l'avis de la police, les autorités ont le droit de faire déporter leurs familles là où elles le jugeront opportun.*

*De même, seront déportés les habitants dans les maisons desquels seraient recelés des individus armés ou des criminels, en général.*

Le chef de la police fera parvenir à la Préfecture son rapport sur la procédure de la déportation qui doit être appliquée immédiatement.

Le ministre de l'Intérieur pourra, si cela est jugé opportun, rapporter les mesures de déportation.

Art. 5 – Toute personne, déportée par arrêté de la Préfecture, qui rentrera à son domicile primitif sans l'autorisation du ministre de l'Intérieur, sera punie de trois ans de prison.

Art. 6 - *Si le maintien de la sécurité dans une commune ou dans un arrondissement exige l'envoi de troupes, l'entretien de celles-ci sera à la charge de la commune ou de l'arrondissement. Avis en sera donné au préfet.*

Si l'ordre y est rétabli à bref délai et si les coupables sont capturés, le ministre de l'Intérieur peut faire remise de ces frais à l'arrondissement ou à la commune.

Le ministre peut procéder de même toutes les lois qu'il le jugera opportun.

Art. 7 – Toute personne qui sera trouvée porteur d'une arme sans être munie d'une autorisation de la police ou du préfet, ou qui en cachera dans sa maison ou ailleurs, sera condamnée à une peine allant de trois mois de prison à cinq ans de travaux forcés.

Celui qui vendra des armes ou des munitions, sans autorisation de la police, encourra la même peine.

Art. 8 – Toute personne qui fera usage de matières explosives, quelles qu'elles soient, sachant que l'emploi en est dangereux, pour la vie ou les biens d'autrui, sera frappée de vingt ans de travaux forcés.

Art. 9 – Toute personne qui prépara des matières explosives ou en dirigera la préparation, ou qui connaîtra l'existence de telles matières destinées à un crime, sera, au terme de l'article 8, frappée de dix ans de travaux forcés.

Art. 10 – Toute personne qui acceptera, gardera ou transportera des matières explosives destinées à un but criminel, sera punie de cinq ans de travaux forcés, excepté si elle l'a fait dans l'intention de prévenir l'accomplissement d'un crime.

Art. 11 - Toute personne qui, sans mauvais dessein, fera usage d'une matière explosive, sera punie de cinq ans de travaux forcés.

Art. 12 – a) Toute personne qui endommagera délibérément les rues, routes ou places, de façon à créer un danger pour la vie ou la santé publique, sera punie de quinze ans de travaux forcés.

Si le délit a été commis sans intention, la peine sera de cinq ans.

b) Si l'auteur du crime précité a créé un danger pour la vie ou la santé de nombreuses personnes, ou si son action a eu pour conséquence la mort de plusieurs individus (et si cela pouvait être prévu), il sera puni de mort ou de vingt ans de travaux forcés. Si le crime a été commis sans préméditation, le coupable sera puni de dix ans de la même peine.

Art. 13 – Toute tentative pour endommager la voie ferrée ou la navigation sera punie de vingt ans de travaux forcés. Si la tentative n'est pas préméditée, elle sera frappée de dix ans de la même peine.

Art. 14 – Toute personne qui endommagera les communications télégraphiques ou téléphoniques sera puni de quinze ans de travaux forcés. Si l'acte n'est pas prémédité, la peine sera de cinq ans.

Art. 15 – Le recel de personnes armées ou de coupables, en général, sera puni de dix ans de travaux forcés.

Art. 16 – *Toute personne qui, connaissant un malfaiteur, ne le dénoncera pas aux autorités, sera punie de cinq ans de travaux forcés.*

Art. 17 – *Ceux qui exciteront à la désobéissance envers les Pouvoirs établis, les lois et les règlements ayant force de loi, ou à la rébellion contre les Pouvoirs ou les officiers publics et communaux, seront punis de vingt et un mois de prison à dix ans de travaux forcés*

Art. 18 – *Toute agression ou toute résistance par la parole ou la force à l'égard d'un officier public ou communal chargé d'appliquer la loi, ou une décision des tribunaux, ou une ordonnance de l'autorité publique communale ou de police, pendant l'exercice de ses fonctions, est passible de dix ans de travaux forcés ou de six mois de prison au moins, si insignifiante que soit la portée du crime.*

Les agressions contre les auxiliaires de l'officier public ou contre les experts spécialement appelés par lui sont passibles des mêmes peines.

Si l'agression contre les officiers publics se produit en dehors de l'exercice de leurs fonctions, la peine sera de deux ans de prison.

Art. 19 – Si les crimes sus-énumérés sont perpétrés par un groupe de personnes associées, ils seront passibles d'une peine de quinze ans de travaux forcés. Les complices des auteurs des méfaits précités commis à l'égard des fonctionnaires publics seront punis de la peine maximum, et, si celle-ci est estimée insuffisante, ils seront condamnés à des travaux forcés dont la durée pourra aller jusqu'à vingt ans.

Art. 20 – *Ceux qui recruteront des bandes contre l'État ou en vue d'une résistance à opposer aux autorités publiques encourront une peine de vingt ans de travaux forcés.*

Art. 21 – *Les complices des rebelles ou des bandes qui opposeraient une résistance armée aux troupes serbes ou aux officiers publics, ou aux communaux, seront punis de mort ou au moins de dix ans de travaux forcés.*

Art. 22 – *Les personnes coupables d'avoir pris part à des réunions séditeuses, dont les membres ne seront pas dispersés à la sommation des autorités administratives ou communales, seront passibles d'emprisonnement jusqu'à concurrence des deux ans.*

Art. 23 – Lors de la construction des routes et, en général, *dans l'exécution des travaux communaux de toutes sortes, s'il se trouve des provocateurs pour pousser les ouvriers à la grève, ou des individus se refusant à tout travail, ou voulant travailler ailleurs ou autrement qu'on ne leur dit, et persistant dans l'insubordination* après avertissement de la part des autorités, *ils seront punis de trois mois à deux ans d'emprisonnement.*

Art. 24 – Tout soldat ou citoyen appelé sous les drapeaux qui ne se rendra pas à l'appel ou qui refusera d'obéir à ses supérieurs dans l'armée sera condamné à une peine variant entre trois mois de prison et cinq ans de travaux forcés.

Les soldats qui aideront quelqu'un à s'enfuir de l'armée, ou qui s'enfuiront eux-mêmes, ainsi que ceux qui se livreront à des manœuvres dans le but d'introduire des sujets serbes dans des troupes étrangères, seront punis de dix ans de travaux forcés.

Ce délit, accompli en temps de mobilisation ou de guerre, entraînera la peine de mort.

Art. 25 - Celui qui délivrera une personne mise sous surveillance ou confiée à des fonctionnaires ou à des employés publics pour être surveillée, gardée ou escortée par eux, et qui la mettra en liberté, sera condamnée aux travaux forcés pour un durée maximum de cinq ans.

Si ce délit est accompli par un groupe d'individus organisés, la peine à infliger à chaque complice variera entre trois et cinq ans de travaux forcés.

Art. 26 – Les préfets ont le droit de prescrire en leur nom des dispositions policières pour la sauvegarde de la vie et des biens de leurs administrés. Ils fixeront les sanctions à appliquer aux personnes qui refusent de se soumettre à ces dispositions.

La peine consistera en un emprisonnement maximum de trois ans ou en une amende pécuniaire jusqu'à concurrence de 1.000 dinars.

Les dispositions édictées par les préfets entrent immédiatement en vigueur, mais les préfets sont tenus de les communiquer de suite au ministre de l'Intérieur.

Art. 17 – *Les délits indiqués dans le présent règlement devront être jugés par les tribunaux avant tous autres procès et les jugements exécutés dans le plus court délai possible.*

Les personnes poursuivies pour ces délits seront retenues en prison préventive jusqu'au jugement définitif de leur procès. Le Tribunal, dans un délai de trois jours, enverra son arrêt à la Haute Cour, laquelle procédera immédiatement à l'examen de la décision.

Art. 28 - La loi sur la poursuite et l'anéantissement des brigands entrée en vigueur le 18 août 1913, est applicable aux territoires annexés, en tant qu'elle n'est pas modifiée par le présent règlement.

Art. 29 – Les dispositions des paragraphes 92, 93, 95, 96, 97, 98, 302 b, 302 c, 303 d (en ce qui concerne les paragraphes b, c et d), 304, 306 et 360, alinéa 3, du Code Pénal, qui ne concordent pas avec le présent règlement, sont caduques.

Art. 30 – Le présent règlement n'abolit pas les dispositions du paragraphe 34 de la loi pénale militaire, se rattachant au paragraphe 4 de la même loi, ni celles des paragraphes 52 et 69 de la loi pénale militaire, qui ne sont pas applicables aux personnes civiles.

Art. 31 – Le présent règlement rentrera en vigueur à partir du jour de sa signature par le Roi et de sa publication dans les journaux serbes.

Nous enjoignons à notre Conseil des ministres de rendre public le présent règlement et de veiller à son exécution ; nous ordonnons aux Pouvoirs publics de s'y conformer, et à tous et à chacun de s'y soumettre.

Fait le 21 septembre 1913, à Belgrade

PIERRE.

Source : Rapport de la Commission Carnégie, *Enquête dans les Balkans*, 1914

## **Annexe 10**

### ***Thourios (Hymne de guerre) de Rigas***

Jusques à quand, ô braves, nous faudra-t-il comme des lions, - vivre seuls dans les défilés, sur les hauteurs, dans les montagnes ? - Habiter les cavernes, n'avoir devant les yeux que des forêts ; - fuir le monde, pour (éviter) la dure servitude ; - quitter frères, patrie, parents, nos amis, nos enfants et nos proches ?

Une heure seule de vie libre - vaut mieux que quarante an de servitude et de captivité. - A quoi t'es bon de vivre, si tu es en esclavage ? - Songe que l'on te fait subir à chaque heure le martyre. - Tu as beau être un drogman, un prince, un vizir, - le tyran ne t'en fera pas moins périr injustement. - Tu as beau t'asservir chaque jour à ce qu'il dit, - il n'en épiera pas moins (l'occasion) de boire ton sang. - Soutsos, Mourousis, Petrakis, Skanavis, - Ghikas, Mavroghénis sont des miroirs où tu peux regarder. - De braves capitaines, des papas, des laïcs, - des agas ont été égorgés par un glaive inique ; - et une infinité d'autres, Turks et Grecs, - perdent (à chaque instant) leur bien et la vie, sans aucune raison.

Venez tous aujourd'hui, de la même ardeur, - faire le serment sur la croix. - Qu'un conseil d'hommes éminents en patriotisme, - soit proposé par nous à l'organisation publique : - que la loi soit la première et l'unique règle ; - et qu'un seul homme soit le chef de la patrie ; - car elle équivaut à la servitude, l'anarchie, - où les hommes se dévorent l'un l'autre, comme les bêtes féroces. - Les mains levées au ciel, proférons donc, du fond du coeur, ces paroles à Dieu :

O roi de l'univers, je te jure, - de ne jamais me rendre à la volonté des tyrans, - de ne jamais les servir, de ne point m'en laisser séduire ; - de n'être point gagné par leurs promesses : - aussi longtemps que je vivrai dans ce monde, mon unique but - sera de les anéantir. - Fidèle à la patrie, je combattrai pour briser son joug, - et serai inséparable de mon général. - Si je viole mon serment, que le ciel me foudroie, - qu'il me consume, et que je sois réduit en fumée.

Au levant, au couchant, au nord, au midi, - ayons tous le même cœur pour la patrie. Bulgares, Serviens, Albanais, Grecs, - insulaires ou du continent, du même élan, - ceignons tous l'épée pour la liberté. - Qu'il soit su partout que nos hommes braves : - que ceux (de nous) qui ont appris l'art de combattre - accourent tous ici pour vaincre les tyrans. - La Grèce les appelle les bras ouverts : - elle offre du bien, un séjour, des dignités et des honneurs. - Jusques à quand voulez-vous

être les officiers des rois étrangers ? - Venez, et soyez les colonnes de votre propre nation. - Il est plus beau de périr pour sa patrie, - que de suspendre des glands d'or à une épée dévouée à l'étranger.

Souliotes et Maniotes, lions renommés, - jusques à quand dormirez-vous tranquillement dans vos cavernes ? - Lionceaux de Mavrovouni, aigles du Mont Olympe, - éperviers des monts Agrapha, n'ayez tous qu'une même âme. - Frères chrétiens des bords du Danube et de la Save, - que chacun de vous se montre les armes à la main ; - et que votre sang bouillonne d'une juste colère. - Petits et grands, conjurez la ruine de la tyrannie. - Vaillants Macédoniens, élancez-vous comme des animaux de proie, - et versez tous à la fois le sang de vos tyrans. - Dauphins de la mer, dragons des îles, - fondez comme la foudre, fondez sur l'ennemi. - Oiseaux marins, d'Hydra et de Psara, - il est temps d'écouter la voix de la patrie. - Et vous tous, ses dignes enfants, qui servez dans la flotte, - la loi vous commande de lancer le feu. - D'un même cœur, d'un même esprit, d'une même âme, - frappez tous : que le tyran périsse jusque dans sa racine. - Allumons en Turquie une flamme, - qui, de la Bosnie, s'élance jusqu'en Arabie. - Élevez la croix au haut de vos bannières, - et frappez votre ennemi comme la foudre. - Ne vous imaginez pas qu'il soit fort : - le cœur lui bat et il tremble comme le lièvre. - Trois cents (brigands) kirsales lui ont fait voir, - qu'avec ses canons devant lui, il n'a pu tenir contre eux.

Que tardez-vous donc ? Pourquoi semblez-vous morts ? - Réveillez-vous, et ne soyez plus divisés, plus ennemis. - De même que nos ancêtres se levèrent comme des lions - pour la liberté, et se précipitèrent dans le feu (de la guerre), - de même nous, ô mes frères, prenons tous à la fois - les armes et sortons de la cruelle servitude. - Détruisons les loups (cruels) qui souffrent le joug, - et osent durement tyranniser les Grecs. - Que la croix brille sur la terre et sur les mers, - que la justice arrive, et que l'ennemi disparaisse ; - que le monde soit délivré d'un horrible fléau ; - et vivons libres et en frères sur la terre.

## Annexe 11 Frontières discutées de l'Albanie



Figure 12: Différents tracés des frontières discutées sur l'Albanie au début du XX<sup>e</sup> siècle  
 Source: Michel Roux, *Les albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Editions de la maison des sciences de l'homme, 1992, p. 179.



## Table des illustrations (dans le texte)

Première de couverture : Des officiers bulgares massacrés à Bossilegrad	
L'épidémie de choléra.....	18
Carte des aspirations territoriales.....	26
La ceinture de forts d'Andrinople.....	27
Victimes de la noyade de l'Arda.....	54
L'evzone grec.....	59
Photos prises à Doxato.....	63
Le campement de réfugiés à Salonique.....	74
L'arrivée en masse de réfugiés au port de Stamboul.....	74
Mosquée de Mustapha Pacha transformée en dépôt de munitions.....	76
Mosquée de Koumanovo après le bombardement serbe .....	76

## Table des matières

Sommaire.....	3
Introduction.....	4
<b>CHAPITRE LIMINAIRE</b>	
<b>LES GUERRES BALKANIQUES.....</b>	<b>10</b>
CHAPITRE 1 – DES ORIGINES DE LA PREMIÈRE GUERRE BALKANIQUE À L'ARMISTICE.....	11
Les origines de la guerre.....	12
La Révolution Jeunes-Turcs.....	12
L'annexion de la Bosnie-Herzégovine.....	14
La Première Guerre Balkanique.....	15
En Thrace.....	17
Kir-Kilisse.....	17
Burga-Hissar.....	17
Chataldzha.....	19
Andrinople.....	19
En Macédoine.....	20
Kumanovo.....	20
Monastir.....	21
Scutari.....	21
Salonique.....	22
CHAPITRE 2 – L'ENTRE-DEUX-GUERRES.....	23
L'armistice.....	23
Les termes de l'armistice.....	23
Les conférences de paix à Londres.....	24
Premiers désaccords entre alliés.....	25
La reprise des hostilités.....	27
Janina.....	27
Andrinople.....	27
Chataldzha.....	28
Scutari.....	29
La montée des tensions.....	30
L'alliance serbo-grecque.....	30
Le traité de Londres et ses conséquences.....	30
CHAPITRE 3 – LA SECONDE GUERRE BALKANIQUE.....	32
Les principaux événements.....	32
Bréganiltsa.....	32
Salonique.....	33
L'intervention de la Roumanie.....	33
L'invasion ottomane.....	34
Fin et résolution de la guerre.....	35
Traité de Bucarest.....	35
Traité de Constantinople.....	36
Conclusion.....	36
<b>PARTIE 1</b>	
<b>DES GUERRES MARQUÉES PAR LES ATROCITÉS ET LA VIOLENCE.....</b>	<b>38</b>
CHAPITRE 4 – LES ATROCITÉS COMMISES.....	39
Les exactions contre les civils.....	39
Les pillages.....	39
Les incendies et destructions.....	41
Le sort des prisonniers (militaires et civils).....	42
Rançons.....	42
Mutilations et maltraitances.....	43
Abattus.....	45

Les malheurs de guerre.....	47
Les viols.....	47
Les massacres.....	50
Quelques autres exemples des plus sinistres, une propagande de guerre ?.....	57
<b>CHAPITRE 5 – S'ASSIMILER OU MOURIR .....</b>	<b>60</b>
Les responsabilités de chaque belligérant.....	60
Les Bulgares.....	60
Les Grecs.....	64
Les Serbes.....	65
L'enquête de la Commission Carnégie : un rapport impartial et objectif ?.....	66
Les membres.....	67
L'enquête sur les lieux.....	68
La conclusion du rapport.....	68
Une guerre de substitution.....	72
Exterminer.....	72
Un ethnocide religieux et culturel : la politique d'assimilation.....	75
<b>PARTIE 2</b>	
<b>DE L'IDÉE NATIONALE AUX MASSACRES ET CRUAUTÉS.....</b>	<b>83</b>
<b>CHAPITRE 7 – UN FORT NATIONALISME DÉVELOPPÉ AU XIX<sup>e</sup>S.....</b>	<b>84</b>
Une haine nationaliste ou raciste.....	84
Le réveil des nations .....	84
En Bulgarie.....	84
En Serbie.....	86
En Grèce.....	89
Les prémices d'une guerre inévitable.....	91
Une haine de race (envers les Bulgares).....	95
Un antagonisme religieux : l'Eglise Exarchiste contre l'Eglise Phanariote.....	97
La Croix contre le Croissant.....	97
L'Eglise Exarchiste contre l'Eglise Phanariote.....	98
<b>CHAPITRE 8 – UNE SOIF DE VENGEANCE .....</b>	<b>101</b>
... que l'on retrouve dans la Seconde Guerre Balkanique .....	101
... chez les belligérants .....	101
... et les populations.....	103
La revanche Serbe : une guerre d'extermination ?.....	104
La frustration albanaise et serbe.....	104
Albania's Golgotha.....	106
Conclusion.....	109
Sources.....	113
Bibliographie.....	114
Table des annexes.....	118
Table des illustrations (dans le texte).....	142
Table des matières.....	143

## Résumé

Les guerres balkaniques de 1912 et 1913 ont longtemps été oubliées puisqu'elles sont rapidement passées à l'ombre de la Première Guerre Mondiale. C'est pour cela que tout un chapitre de ce mémoire est consacré à rappeler les origines de ces deux guerres. La première guerre oppose d'octobre 1912 au 30 mai 1913, date du traité de Londres, l'Empire Ottoman face à l'alliance des Grecs, des Serbes, des Bulgares et des Monténégrins. Puis, à partir du 30 juin jusqu'au traité de Bucarest du 10 août 1913, la guerre est à nouveau déclarée mais cette fois, entre les alliés de la veille, c'est-à-dire la Bulgarie, contre la Grèce et la Serbie. Ces deux guerres sont largement marquées par des violences, faisant alors entrer la péninsule balkanique dans l'Europe du XXe s. par le sang. Ces atrocités se traduisent par des pillages, des destructions massives, des viols, des exécutions de civils et de soldats – à l'encontre du droit international de la guerre convenu à la Haye en 1899 et 1907 - et des massacres. Ce sont justement ces atrocités que ce mémoire tente d'élucider, comprendre pourquoi ces peuples Turcs, Grecs, et Slaves se sont massacrés entre eux : des éléments de réponses sont à trouver dans la montée des idées nationalistes dans ces régions tout au long du XIXe s., des idées qui mènent déjà à certaines tensions d'origine territoriale, dans la péninsule balkanique à partir de la seconde moitié du XIXe s. ; l'opposition religieuse entre l'Islam, l'Église Phanariote Grecque, et l'Exarchat Bulgare montre des tensions spirituelles et culturelles qui existent dans cette région, en particulier autour de la Macédoine, considérée comme la pomme de discorde entre ces peuples, et qui se trouve être le lieu d'une « guerre culturelle » à la fin du XIXe s., chacun cherchant à y implanter le plus d'églises et d'écoles afin de propager leur propagande nationaliste ; enfin, le sentiment vindicatif est aussi prendre en compte.

### Mots clés :

Guerres Balkaniques – Balkans – 1912-1913  
Empire Ottoman – Bulgarie – Serbie – Grèce – Monténégro Puissances  
Massacres – Atrocités – Pillages – Exactions – Viols – Violences sur civils  
Nationalisme – Antagonisme/Opposition religieuse - Vengeance  
Rapport Carnégie